

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Election d'un nouvel Adjoint au Maire
2. Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier
3. Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie
4. Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
5. Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification
6. PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)
Restructuration des commerces
Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
7. Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature
8. Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone
9. DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault
Préemption de la propriété PLANAS CANONGE
18 rue des Alouettes

10. FONCIER
ZAC PORT MARIANNE
Régularisations foncières
Copropriété Hikari II - Ville de Montpellier
11. FONCIER
Vente de locaux situés 51 cours Gambetta
Parcelle cadastrée IZ 122
12. Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque
13. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous
14. Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services Départementaux de l'Education Nationale /Réseau Canopé
Parution du recueil de nouvelles
Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018
15. Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018
16. Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine
Remplacement du préau
Demande d'autorisation d'urbanisme
17. Ecole Léo Malet
Construction locaux scolaires
Demande d'autorisation d'urbanisme
18. Ecoles Aristote et Périclès
Changement de menuiseries extérieures
Demande d'autorisation d'urbanisme
19. Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet-Quartier Cévennes
Autorisation d'urbanisme
20. Ecole élémentaire Condorcet
Réfection partielle de la toiture
Demande d'autorisation d'urbanisme
21. Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol
Installation de brise-soleils sur façades
Demandes d'autorisations d'urbanisme
22. Ecole élémentaire Winston Churchill
Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes
Demande d'autorisation d'urbanisme

23. FITDAYS 2018
Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur
Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations
24. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage
25. Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer
26. Dénominations des voies et espaces publics
27. Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation intergénérationnelle
28. Crèche municipale Henri Salvador
Cession du contrat de délégation de service public de la Société « Les Petits Chaperons Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS »
à la société « LPCR DSP Montpellier »
29. Convention de partenariat Ville - Association « Jouons en Ludothèques » pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles
30. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2018
31. Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité
des établissements de la petite enfance en 2018
Demande d'autorisation d'urbanisme
32. Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant- Approbation et demande de subventions
33. Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce
34. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos
35. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle
36. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2018
37. Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior
38. Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette

39. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018
40. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 12 171 706 € - Exercice 2018
41. Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier
42. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018
43. Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
44. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations
45. Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"
46. Commission de contrôle des délégataires de service public
Désignation d'un nouveau membre titulaire
47. Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration
48. Commission consultative des cessions immobilières
Désignation d'un nouveau représentant
49. Square Tour de la Babote
Travaux de remise en état
Déclaration préalable de travaux
50. Cotisations à l'Ordre des Architectes
Renouvellement
Exercice 2018
51. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts.
52. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage.
53. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-

Védas pour l'achat et la livraison de papier.

54. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques.
55. Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents
56. Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020
57. Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole
58. Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication
59. Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires – Approbation
60. Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) – Approbation
61. Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition
62. Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne
63. Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 3 mai 2018

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 27 avril 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 3 mai 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

Absents:

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la Ville de Montpellier du 3 mai 2018. Je vais vous proposer la candidature de Mademoiselle Maud BODKIN comme

secrétaire de séance, et je vais lui demander de bien vouloir s'asseoir à la tribune et faire l'appel.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Madame BODKIN : L'appel est clos, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer. Avant de procéder à l'ordre du jour, je voudrais vous donner une série d'informations. Ensuite, nous passerons à la rituelle cérémonie des remises de médailles de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier qui verront aujourd'hui décorés trois footballeurs de notre équipe fanion du MHSC, Laurent PIONNIER, Vitorino HILTON et Souleymane CAMARA .

Informations du Maire :

Monsieur le Maire : Je vais donc passer aux informations qui intéressent le Conseil. Tout d'abord, le prochain Conseil municipal de la Ville de Montpellier aura lieu le 28 juin à 18 heures. Je voudrais souhaiter la bienvenue à notre nouveau conseiller municipal, Monsieur Daniel BOULET, qui nous rejoint dans la majorité.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Il monte dans la majorité car nous avons assumé la démission de notre collègue et ami Thibault RASSAT qui n'a pas souhaité, pour raisons personnelles et professionnelles, poursuivre son mandat. Donc, je souhaite à Daniel BOULET la bienvenue. Vous le connaissez, il est dans le staff de la Ville depuis très longtemps. C'est lui qui a piloté, en son temps, avec Georges FRECHE, « Montpellier la surdouée ». C'est lui qui a piloté l'agence de communication qui a fait toutes les grandes campagnes de communication jusqu'à l'an 2000, environ. Et qui a illustré l'ensemble des listes qui ont, tour à tour, conquis la Ville, sous Georges FRECHE, et qui a également été mon conseiller, pendant la campagne des municipales de 2014. Donc, je souhaite à Daniel, avec beaucoup de plaisir, son entrée au Conseil municipal. Je sais que, pour lui, c'est important. Et pour nous aussi. Donc, bienvenue, Daniel. Mais j'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure puisque nous voterons l'ensemble des délégations qui sont afférentes à la charge.

Je voudrais féliciter le nouveau Président de Montpellier danse, mon ami, Patrick MALAVIEILLE, Maire de La Grand-Combe, Président du site du Pont du Gard et Vice-président du Conseil départemental du Gard, ancien Vice-président culture de la Région et ancien Président du centre chorégraphique. Il a été élu à l'unanimité des membres du conseil d'administration de Montpellier danse. Je voudrais le féliciter. Et je suis persuadé que nous travaillerons très bien ensemble, ce qui lui a été confirmé par l'ensemble des membres du Conseil, tout à l'heure.

Je voudrais vous faire part des deux courriers que j'ai reçus, l'un émanant de mon ami Éric MENASSI, Maire de Trèbes, et de Gérard LARRAT, Maire de Carcassonne, qui, suite aux événements dramatiques et aux attentats, m'ont écrit tous les deux un courrier pour me remercier de l'aide qu'avait apportée la Ville de Montpellier à l'heure de la grande difficulté dans laquelle ils étaient plongés. Je voudrais les saluer tous les deux et saluer les populations des deux communes qui, évidemment, sont encore très largement traumatisées.

Je voudrais également vous faire part d'une bonne nouvelle. C'est le fait que le Guide Michelin a accordé à la Mairie de Montpellier, au nouvel Hôtel de Ville, une étoile, dans le Guide vert. Étoile

que je possède ici. Donc, cet établissement, cet édifice, a une étoile au Guide Michelin, ce qui est une reconnaissance nationale et internationale.

Enfin, je voudrais maintenant vous faire part d'un gros problème. Et j'ai choisi non pas le format conférence de presse, mais le format assemblée publique pour vous le décrire. En effet, depuis quelques jours, de nombreux Montpelliérains se sont émus de la disparition des arbres sur le talus qui borde le lycée Joffre, non loin de l'avenue Mermoz. Évidemment, les Montpelliérains ne connaissent pas la propriété des parcelles ni l'origine de la propriété. Donc, je me dois de faire une explication de texte publique pour mettre les uns et les autres en responsabilité. D'autant qu'un certain nombre de courriers ont été émis, de ma part, et que, là, nous sommes devant une atteinte grave à l'environnement. Vous avez, ici, le talus, avenue Jean Mermoz, qui concerne le lycée Joffre. Il s'agit là d'un EBC, un espace boisé classé. Cet espace boisé classé, sur le slide d'après, le voici avant les travaux. Quand il respirait. Quand il était vivant. Quelques arbres, dès 2015, et c'est sur le slide d'après, sont morts, et la Ville de Montpellier a écrit à la Région qui, par le truchement du lycée Joffre, est propriétaire des lieux, afin de réaliser les coupes de bois nécessaires pour débarrasser les arbres morts du talus. Nous n'avons pas eu de réponse. Et il n'y a pas eu d'intervention. En 2017, il y a eu de nouvelles chutes d'arbres. La Ville a écrit au lycée Joffre, demandant aux services du lycée et de la Région de faire le nécessaire pour débarrasser le talus du bois mort qui menaçait l'espace public et la piste cyclable qui se trouve en contrebas. Il n'y a pas eu de réaction. Fin mars 2018, l'entreprise BRL, missionnée par le lycée Joffre et financée par une subvention régionale, est intervenue sauvagement. Voilà le résultat. Arasant totalement la végétation. Non seulement les arbres morts, les quelques arbres morts, mais, surtout, l'ensemble de la végétation qui, je le rappelle, a été plantée, ici, pour, entre autres, tenir les terres. Puisque, là, nous sommes sur l'arrière de la citadelle Joffre. J'ai donc écrit une lettre à la Présidente de Région, m'élevant contre cette décision et expliquant que, sur un plan administratif et légal, on ne peut faire de travaux dans un espace boisé classé sans autorisation de la Ville. Ce qui, malheureusement, a été fait. Nous avons donc dressé un procès-verbal d'infraction au Code de l'urbanisme contre la Région et le lycée Joffre. Et ce procès-verbal a été transmis, pour instruction, au Procureur de la République. Je tenais à faire ces précisions, à vous donner ces précisions car il est bien difficile, pour un citoyen, de savoir, quand on ne le lui explique pas, qui sont les responsables.

C'est bien de défendre la forêt, j'apprécie beaucoup et, moi-même, je suis défenseur de la forêt. Mais il faut aussi que, dans le paysage urbain, chacun prenne ses responsabilités. Et on ne doit pas attaquer les espaces verts à coups de tronçonneuse, sans autorisation. Ce serait un citoyen, imaginez ! Il serait vilipendé. C'est du pénal. On est sur du pénal. Nous allons passer, maintenant, à la remise des médailles.

Remise des médailles

Monsieur le Maire : Pardonnez mon allure claudicante, mais j'ai reçu un mauvais tacle, il y a très longtemps. Il faudra peut-être que je repasse sur le billard. Mais j'ai l'habitude. Cela fait 10 fois. Une fois de plus, une fois de moins... Mais, même comme cela, j'arrive à bien marcher, quand même. Je voudrais maintenant demander à Laurent PIONNIER de venir à mes côtés. Je vais demander à Laurent NICOLLIN, le président du MHSC, de venir, aussi. En attendant Souleymane et Vito qui sont dans les petits embouteillages, non loin de la Mairie, et qui doivent nous rejoindre. En tout cas, s'ils n'arrivent pas à l'heure, on vous remettra les médailles et vous leur transmettez. Je souhaite vous dire que nous sommes très heureux de vous conférer la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Nous avons déjà eu cette démarche envers Benjamin STAMBOULI, dit « Benji », Rémy CABELLA, Ryad BOUDEBOUZ et Younes BELHANDA avant qu'il ne parte jouer en Russie. Les joueurs de l'équipe de football de Montpellier, outre leur popularité, ce sont

eux qui portent les couleurs de la Ville et qui nous portent à l'international. Donc, nous savons pertinemment que votre présence, à l'échelon national et international, est très importante pour nous, que ce soit dans le cadre du football, mais aussi dans tous les sports. Mais le football est une religion. C'est le sport le plus populaire au monde. Donc, vous êtes, pour nous, incontournables. Et c'est ce que nous souhaitons vous dire au travers de ces médailles, et saluer trois parcours tout à fait exceptionnels.

D'abord, celui (je vais commencer par les absents) de Vitorino HILTON, qui est capitaine et défenseur central de l'équipe. Il a signé en août 2011 avec le MHSC et est devenu très rapidement un élément clé du club. Il a disputé 250 matchs en sept saisons sous la tunique du MHSC. Un défenseur rigoureux, avec de très belles performances et avec des qualités de meneur qui en ont fait un cadre incontournable de l'équipe pailladine. À l'âge de 40 ans, alors que de nombreux footballeurs sont en retraite depuis de nombreuses années, Vitorino a signé un nouveau contrat avec le club. Il fait preuve d'une longévité qui pourrait l'amener, l'an prochain, à être le doyen de la Ligue 1. C'est admirable. C'est un capitaine solide et imperturbable, qui guide ses coéquipiers, et qui les amènera vers une belle prochaine saison. C'est le plus montpellierain de tous les Brésiliens.

Souleymane CAMARA, qui est attaquant et qui est venu en 2007 à Montpellier, y est resté. Certainement par amour pour la ville, un amour que lui rendent bien les supporters. Il est reconnu comme un travailleur infatigable sur le terrain, ce qui ne l'empêche pas d'être un buteur décisif. Le surnom qui lui a été donné, « CAMARADONNA », est un très joli surnom. Il a grandement aidé le club à remonter en Ligue 1 en 2009. Il est aujourd'hui le deuxième joueur le plus capé de l'histoire du club avec 398 rencontres disputées et le deuxième meilleur buteur du MHSC avec 71 réalisations. Je voudrais lui dire, aussi, que c'est un homme d'une gentillesse et d'une simplicité exemplaires. Il est président de l'association des Sénégalais de Montpellier, président d'honneur. C'est quelqu'un qui a un grand cœur.

Le troisième est Laurent PIONNIER, qui est présent. Il est gardien de but. Il est l'enfant du pays. Il n'a connu qu'un seul club, le MHSC. Il est arrivé en 1997, de Bagnols-sur-Cèze. Il avait 13 ans. Et il a toujours porté les couleurs du club de la Paillade. Il a 200 matchs joués sous le maillot de Montpellier. C'est un élément incontournable sur le terrain, incontournable avec ses collègues, dans les vestiaires. Il porte l'histoire du club, et les valeurs du club.

Les trois joueurs que je viens de vous citer sont des piliers du MHSC, par leur expérience, par leurs performances, par leur engagement, par leur personnalité. Ils ont toujours été appréciés et applaudis au stade de la Mosson. Tous les trois ont fait partie de cette belle aventure de 2011-2012, où ils ont vaincu l'ogre parisien, et, aujourd'hui, ils continuent à œuvrer pour le club en toute fidélité avec les couleurs de Montpellier. À ce titre, évidemment, je les inviterai, avec vous, Monsieur le Président, à poser la première pierre du stade Louis NICOLLIN, en 2019, lors du mondial féminin, comme je l'ai dit. C'est donc avec beaucoup de plaisir que je remets à Laurent PIONNIER la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier, que je remets à Vitorino HILTON la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier, ainsi qu'à Souleymane CAMARA. J'ai dit que vous étiez les trois piliers incontournables du club.

Applaudissements.

Laurent PIONNIER : Mesdames et Messieurs les élus, Monsieur le Maire, c'est vraiment un très grand honneur de recevoir aujourd'hui cette distinction. Pour tout cela, je vous remercie. Cette médaille, pour moi, vient récompenser mes 21 ans passés au club, à défendre les couleurs de ma ville, et évidemment du club cher à Loulou (j'en profite aussi, justement, pour lui dédier un peu

cette médaille), couronnés, évidemment, d'énormes émotions, avec ce championnat de France, que vous avez bien cité. Ma carrière professionnelle avec la Paillade va s'arrêter au terme de cette saison, et je tenais à vous dire, Monsieur le Maire, que je serai toujours à la disposition du sport, que vous soutenez ardemment, pour notre Ville, notre Métropole et, évidemment, notre club. Je termine juste en disant : merci.

Applaudissements.

Vitorino HILTON : Déjà, avec le français, c'est un peu compliqué. Mais, bon. Merci beaucoup de cette médaille. Je pense que, nous trois, on est très heureux de recevoir cette récompense. On est fiers d'être montpelliérains. Même si je suis brésilien, je me considère plus montpelliérain que brésilien.

Souleymane CAMARA : Bonjour. On s'excuse pour le retard. C'est avec honneur que l'on reçoit cette médaille, comme l'a dit Vito. Montpellier fait partie de notre ADN. Merci beaucoup.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci à tous les trois et merci au président.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je vous propose de passer à l'ordre du jour. L'ordre du jour appelle, en point numéro un, l'élection d'un vingt-cinquième adjoint au Maire, en remplacement de notre collègue Thibault RASSAT. Je vous propose d'abord de relever les candidatures. Le groupe majoritaire proposera la candidature de notre collègue Jean-Luc COUSQUER.

Pardonnez-moi, je suis allé trop vite. On va revenir sur le déroulé. On passe à l'adoption de l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 63 affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance du procès-verbal du 3 avril. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je le mets aux voix. Contre ? Abstention ? Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO).

Monsieur le Maire : Vous avez également pris connaissance des décisions prises depuis le dernier Conseil municipal. J'attire votre attention sur l'une des décisions prises, qui traite du lancement des études sur le repositionnement des archives. Parce que, eu égard à la situation avenue de Castelnau,

aujourd'hui, je ne sais pas quand nous pourrons prendre possession de ce bâtiment et quand le projet pourra avoir lieu. Donc, j'ai demandé aux services de lancer une étude particulière pour la SA3M, pour permettre la réalisation d'un centre d'archives ailleurs que dans ce site, ce que je déplore, mais pour lequel je subis. Mais nous sommes contraints d'avoir un centre d'archives qui soit à la hauteur et qui soit légalement correct pour pouvoir accueillir l'ensemble des documents qui régissent la vie publique. Cela fait partie des obligations.

Monsieur DELAFOSSE : Merci de nous informer de cette étude. Dont acte. Et merci. À quel délai aura-t-on une réponse, et, donc, à quel moment le Conseil municipal pourra débattre de ce dossier ?

Monsieur le Maire : En fait, j'ai eu deux dates pour l'ancien lieu, en termes de déroulé juridique de la procédure. Une date qui fait référence au mois de juin, et une date qui ferait référence dans un an. Il est bien évident que, si jamais le squat des archives est prolongé encore un an, et eu égard à l'état des lieux qui sera fait (parce que tout a été dégradé, brûlé, sectionné, les câbles, les réseaux d'eau, et que vous savez que, les archives, c'est quelque chose de compliqué, il faut un degré d'hygrométrie, des huisseries qui soient valides et que, là, tout est complètement ruiné), donc, je vous tiendrai informés de la procédure et de l'état des lieux.

Monsieur DELAFOSSE : À l'horizon de combien ?

Monsieur le Maire : On va dire, de trois mois.

Monsieur DELAFOSSE : Trois mois. D'accord.

Monsieur le Maire : Avant l'été, quoi.

Monsieur DELAFOSSE : Donc, on peut dire que, au Conseil municipal de juin, ou, éventuellement, à celui de juillet, on pourra débattre ou délibérer sur ce dossier ?

Monsieur le Maire : Oui, on pourra en reparler à ce moment-là.

1. Election d'un nouvel Adjoint au Maire

Par courrier du 9 avril 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a accepté la démission de Monsieur Thibault RASSAT, Adjoint au Maire, du Conseil municipal de Montpellier.

Monsieur RASSAT ayant été élu 25^{ème} Adjoint au Maire de Montpellier par délibération n° V2017/376 du 23 novembre 2017, le poste de 25^{ème} Adjoint est donc déclaré vacant.

En application de l'article L.2122-10 du Code général des collectivités territoriales, il est donc proposé au Conseil d'élire un nouvel Adjoint au Maire de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la vacance du poste de 25^{ème} Adjoint ;
- De décider de pourvoir ce poste vacant d'Adjoint au Maire ;
- De décider que ce nouvel Adjoint au Maire occupera le rang de 25^{ème} Adjoint dans l'ordre du tableau ;

- De procéder à cette élection au scrutin secret, selon les dispositions de l'article L.2122-7 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Le groupe majoritaire proposera la candidature de Jean-Luc COUSQUER. Y a-t-il d'autres candidats ? Pas d'autres candidats. Donc, je vais faire passer l'urne puisque nous sommes dans l'obligation d'un vote secret. Chacun doit voter avec les procurations qu'il possède. Donc, je vais faire l'appel. Et chacun votera à son tour.

Il est proposé, comme le prévoit l'article L 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, de procéder à cette élection à bulletin secret.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Jean-Luc COUSQUER.

Aucune autre candidature n'est proposée.

A l'issue du vote, sont comptabilisés les résultats suivants :

Votants : 59

Nul : 1

Blancs : 10

Monsieur Jean-Luc COUSQUER ayant obtenu 48 voix, est élu 25^{ème} Adjoint de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Monsieur COUSQUER : Merci très profondément, parce que je suis très fier de l'honneur que vous me faites. Je veux remercier, aussi, tous mes collègues, tous les collègues, parce que beaucoup m'ont donné des signes de sympathie dès que cette nouvelle est parue dans la presse. Et puis, je veux m'excuser et dire que, si je n'ai pas répondu, c'est que, à la fois j'ai été surpris, un peu abasourdi, et puis que j'avais envie de le faire aujourd'hui quand les choses étaient accomplies. Et puis, dire, ensuite, et surtout, que je ferai tout ce qu'il est possible sur la Mosson, un quartier que je connais un peu, où j'ai beaucoup travaillé, et que je le ferai dans le sens du bien commun et de la politique que nous impulsons sous la responsabilité de Philippe SAUREL pour l'ensemble de la Ville. Merci.

Applaudissements.

Monsieur Rabii YOUSSEF sort de séance.

2. Contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier

Dans l'objectif d'une réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi que d'une diminution de la dette publique de 5.3 points à l'horizon 2022, l'article 3 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a prévu que les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre progresseraient, dans leur ensemble, de 1.2% par an. Il prévoit aussi une réduction annuelle du besoin de financement des collectivités et de leurs groupements à fiscalité propre de 2.6 Md€.

Pour respecter ces objectifs, l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 prévoit que les plus grandes collectivités s'engageront dans le cadre d'un contrat financier sur

un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ainsi que sur un objectif de réduction du besoin de financement. Les collectivités dont la capacité de désendettement dépasse un plafond national de référence s'engageront en outre sur une trajectoire d'amélioration de cette dernière.

Le contrat financier porte uniquement sur le budget principal pour les exercices budgétaires 2018, 2019 et 2020. Il a pour objet de définir les mesures destinées à assurer la compatibilité des perspectives financières de la collectivité avec l'objectif de contribution à l'effort de réduction du déficit public et de la maîtrise de la dépense publique.

Les préfets sont chargés de négocier ces contrats avec les collectivités concernées, la loi ayant prévu des critères de modulation pour tenir compte des spécificités locales.

Le contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier doit fixer l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et les facteurs de modulation éventuels, la trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement, ainsi que l'évolution du besoin de financement et de la capacité de désendettement sur la période 2018-2020.

1) Fixation de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et des facteurs de modulation de la Ville de Montpellier pour la période 2018-2020

Aux termes de l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques, ce taux est fixé nationalement à 1,2 % par an pour les exercices 2018 à 2020 sur la base des dépenses réelles de fonctionnement de 2017, en valeur et à périmètre constant. Par ailleurs aux termes de l'article 29 de cette même loi, ce taux peut être modulé à la hausse (ou à la baisse) en tenant compte des critères suivants, dans la limite de 0.15 points pour chaque critère :

Démographie et construction de logements ;

Revenu moyen par habitant de la collectivité ou proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016.

Le taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Montpellier peut bénéficier de deux facteurs de modulation au taux d'évolution annuelle maximum de 1.2% :

- Critère démographie : l'évolution moyenne de la population sur le territoire pour la période 2013-2018 est de 1.60% soit plus de 0.75 points au-dessus de la moyenne nationale (0.48%).

- Critère d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2014 et 2016 : la Direction Générale des Finances Publiques a établi que la Ville affiche une évolution moyenne annuelle de - 5.6% sur la période 2014-2016 soit une progression inférieure d'au moins 1.5 point à l'évolution moyenne des dépenses constatée pour les collectivités de sa catégorie entre 2014 et 2016 (-0.61%).

La Ville de Montpellier ne peut bénéficier du facteur de modulation portant sur le revenu moyen par habitant ou la proportion de population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville : en effet, le revenu moyen par habitant de la Ville (11 810€) n'est pas inférieur de plus de 20 % au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités (14 316€). De plus, la proportion de la population résidant en quartiers prioritaires de la politique de la ville sur la commune s'élève à 18,8% et n'est pas ainsi pas supérieure à 25 %.

Au vu de ces éléments, le taux d'évolution annuel maximum pour la Ville de Montpellier, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017, est donc de 1.50%.

2) Trajectoire 2018-2020 des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville de Montpellier

Aux termes de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques, le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal de la Ville est calculé pour les années 2018, 2019 et 2020 par application à la base 2017 du taux d'évolution annuel de 1.50%.

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en base 100 serait la suivante :

2017	2018	2019	2020
100	101,5	103	104,5

Les modalités de calcul des dépenses réelles de fonctionnement retenues ainsi que les retraitements opérés sont décrits dans un protocole comptable qui sera signé conjointement par le Maire et par le Préfet de l'Hérault.

3) Evolution du besoin de financement de la Ville de Montpellier sur la période 2018-2020

La Ville de Montpellier se fixe pour objectif d'améliorer son besoin de financement, défini comme les emprunts contractés minorés des remboursements de dette.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat, la Ville de Montpellier s'engage à contraindre ses dépenses réelles de fonctionnement tout en poursuivant le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) engagé depuis le début du mandat et qui, après plusieurs années de financement d'études, entre désormais en phase de travaux d'investissement.

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à 1.50% par an sur la période 2018-2020 permet ainsi de limiter la progression du besoin de financement induit par le PPI.

4) Evolution de la capacité de désendettement de la collectivité

Il est constaté que la capacité de désendettement de la Ville de Montpellier, définie comme le rapport entre l'encours de dette et l'épargne brute au titre du compte de gestion 2017 est de 4 années pour le budget principal. Cette capacité de désendettement est inférieure au plafond national de référence pour ce type de collectivité qui est de 12 années. La Ville de Montpellier n'est donc pas concernée par cet objectif dans le cadre du contrat financier avec l'Etat.

Cependant, sur la base d'une évolution annuelle de +1.5% des dépenses réelles de fonctionnement, la Ville prévoit de conserver une capacité de désendettement nettement inférieure à 12 années sur la période 2018-2020.

Il est à relever que l'évolution à venir de la dette de la Ville va générer des charges nouvelles d'intérêt qui devront être compensées par une baisse des autres charges de fonctionnement à due concurrence.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat financier entre l'Etat et la Ville de Montpellier dont le modèle est joint à la présente délibération;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ce contrat ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole comptable relatif au contrat financier ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Max LEVITA.

Monsieur LEVITA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, un certain nombre d'entre vous m'ont déjà entendu la semaine dernière. J'espère que vous aurez le même plaisir à me réentendre. Et, pour les autres, ce sera une nouveauté. Je vous rappelle, mes chers collègues, le contexte dans lequel se situe ce contrat financier que nous allons autoriser le Maire à signer avec l'État. D'une manière générale, l'État s'est engagé à économiser 65 milliards d'euros sur la période 2018-2022. Les collectivités locales représentent à peu près 20 % de la dépense publique. Donc, cela revient à nous demander d'économiser 13 milliards d'euros, soit 2,6 milliards d'euros par an, d'où le coefficient de 1,2 % par an d'évolution de la dépense réelle de fonctionnement. C'est un taux modulable, je vais y venir. Nous sommes donc engagés, avec l'État, les Régions, les Départements, les Métropoles, les grandes villes, dans un vaste programme de remise en ordre des finances publiques. C'est là l'objectif. 45 ans de laxisme budgétaire nous ont amenés là où nous sommes. 2 220 milliards d'euros de dette, ce qui donne – que vous ayez le chiffre en tête parce que, ce chiffre, on ne le donne pas toujours – quand même 44,4 milliards d'euros d'intérêts à payer chaque année.

Je souligne que, en 2017, selon l'INSEE, le déficit cumulé de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale a reculé de 0,8 point par rapport à 2016. Nous sommes passés de 3,4 à 2,6 % du PIB. Ce résultat est une bonne nouvelle pour le gouvernement.

Venons-en au contrat. Donc, 1,2 %, modulable. Je vous invite à regarder à la page 2 du contrat financier. Il y a trois modulations qui sont prévues. Une modulation concernant la croissance démographique. Sur la période entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2018, on a enregistré une croissance annuelle de la population de 1,6 %. La moyenne nationale, sur la même période, étant de 0,48 %. Comme nous avons plus de 0,75 %, nous avons droit à 0,15 % de plus.

Il y a un deuxième critère, qui est le revenu moyen par habitant. Ce revenu moyen, pour la collectivité, est de 11 180 euros. La moyenne nationale est de 14 316 euros. L'écart n'est pas supérieur à 25 %, et, donc, nous n'avons pas droit à 0,15 %.

Le troisième critère est l'évolution réelle des dépenses de fonctionnement réalisées entre 2014 et 2016. Entre ces deux périodes, nos dépenses ont diminué de 5,6 %, alors que les dépenses réelles des collectivités de la même catégorie n'ont diminué que de 0,6 %. Comme il y a un écart supérieur à 1,5, nous avons droit à 0,15 % supplémentaire. Donc, je vous rappelle, moins 5,6 % sur la période 2014-2016. Monsieur le Maire, c'est un hommage rendu à votre gestion. Donc, au total – nous sommes à la page 4 du contrat –, le taux d'évolution annuelle maximum appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement pour la collectivité est de 1,5 %. Dès lors, mes chers collègues, nous connaissons l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement pour les années à venir. La base étant de 255,152 millions d'euros en 2017, nous avons droit à 258,979 millions d'euros en 2018. 262,864 millions d'euros en 2019, et 266,807 millions d'euros en 2020. Vous notez, mes chers collègues, que cette évolution, en valeur, est prévue inflation comprise. On espère que l'inflation sera à 2 %. Cela veut dire que, en euros constants, il faut que nous diminuions la dépense. Vous notez également, mes chers collègues, qu'une augmentation éventuelle d'impôts – qui n'est pas du tout à l'ordre du jour, mais il faut bien préciser le cadre dans lequel nous nous trouvons – ne modifierait en rien ce montant. Ce montant est fixe. Cette évolution va donc être difficile à

respecter. Elle va nécessiter une attention permanente à chaque dépense. Toute nouvelle dépense devra être accompagnée d'une diminution du même montant. À noter, vous l'avez à l'article 6, même s'il n'est pas très clair, sur ce point, que, si nous ne respectons pas les montants donnés, si on dépense plus que ce qui est prévu, la différence nous sera infligée dans les recettes de l'année prochaine à hauteur de 75 %. Si nous signons. Si nous ne signons pas, ce sera 100 %. Si la différence est positive, si nous dépensons moins que ce qui est prévu, un soutien à l'investissement est prévu, dont les modalités, à ce jour, sont inconnues. Je vous demande donc, mes chers collègues, d'autoriser le Maire à signer et le contrat financier et le protocole comptable, sur lequel j'attire votre attention. Simplement, le protocole comptable prévoit, puisque l'on signe à périmètre constant – les périmètres constants étant appelés à évoluer, pour différentes raisons –, les cas où il devrait être pris en compte pour modifier les montants que je vous ai indiqués. En adoptant ce contrat de maîtrise des dépenses de fonctionnement, avec l'État, la Ville de Montpellier montre son sens de l'intérêt général. Nous soutenons la politique courageuse du gouvernement. La Ville montre sa détermination à utiliser au mieux l'argent public. Cette signature confirme votre engagement, Monsieur le Maire, à laisser les taux des impôts locaux inchangés durant votre mandat. Les services publics, que la Mairie assure au quotidien, sont préservés, sans que la situation financière ne soit mise en danger.

Je suis très fier de vous avoir présenté cette délibération parce qu'elle a et aura une valeur historique. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ? Monsieur LANNELONGUE, Monsieur DELAFOSSE, Madame MIRALLES.

Monsieur LANNELONGUE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, merci. On ne va pas être très long. C'est un débat, Monsieur LEVITA le rappelait tout à l'heure, que nous avons déjà eu dans le cadre de la Commission des finances. Un petit peu plus en détail, mais c'est intéressant de voir cette évolution. On ne peut pas dire a priori que le mérite nous en revient directement. C'est l'État qui l'impose. Mais c'est tellement vertueux, j'allais dire, ce type de démarche, par rapport à ce que l'on a connu – vous avez bien fait de rappeler, Monsieur LEVITA, ces chiffres astronomiques correspondant à la dette de ce pays et au montant des intérêts à rembourser, par an – que l'on ne peut que se féliciter, bien évidemment, et voter des deux mains, pour approuver ce contrat financier.

Si on doit faire deux ou trois remarques sur le principe, d'abord – cela, vous n'y pouvez rien, d'ailleurs –, on voit que la Ville de Montpellier ne bénéficie pas du facteur de modulation – on n'en était pas loin – qui portait sur le revenu moyen par habitant, parce que le taux de pauvreté de Montpellier, on le sait, dépasse les 25 %. D'ailleurs, cela me permet de dire que l'on peut honnêtement penser qu'il y a peu de villes qui peuvent bénéficier de ce facteur de modulation. Parce que si Montpellier n'en bénéficie pas, je ne vois pas quelle ville pourrait en bénéficier. Après, vous allez appliquer, j'allais dire, les autres taux de modulation, qui sont autorisés par ce contrat, et passer de 1,2 %, à 1,5 %. Je ne sais pas si je ferai la même chose si j'étais à votre place, sans doute que oui, parce que, quand on fait l'effort que vous faites de ne pas augmenter la fiscalité et les taux de cette ville, tout ce qui peut être pris est pris. On pourrait quand même dire que l'on aurait pu rester, aussi, à 1,2 %, sans utiliser ces taux de modulation. Il faudra veiller, aussi, d'ailleurs, à ce que, le contrat portant sur le budget principal des collectivités, il n'y ait pas de budget annexe qui soit créé pour le contourner. Je ne vous accuserai pas de cela, parce que je sais que vous ne le ferez pas. Mais je le dis aujourd'hui. Il faut veiller à ce que la limite d'évolution des dépenses de fonctionnement, à laquelle, je sais, vous êtes attachés, soit bien respectée par rapport à ce que l'État a prôné. Bien

évidemment, nous voterons des deux mains ce contrat.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LANNELONGUE. Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur DELAFOSSE : Merci à Max LEVITA, rapporteur, pour son propos. On avait déjà évoqué cela lors du débat d'orientations budgétaires puisque cela s'était inscrit dans le cadre de la loi de finances qui avait été adoptée. Je reprendrai donc un certain nombre de points que l'on avait soulevés à ce moment-là. Et je ne fais pas la même lecture. Nous pensons qu'il s'agit d'une rupture, mais d'une rupture dans le processus qui a été engagé et initié dans notre pays en 1982 qu'est la décentralisation. L'exercice des responsabilités au plus près des citoyens. C'est un mouvement qui est un mouvement très important, et, à notre sens, qu'il faudrait continuer à approfondir. Mesurons les résultats. Les Montpelliérains et les Montpelliéraines en sont très fiers. Cela a permis à cette assemblée de voter ici des médiathèques, là des Maisons pour tous, là un réseau de tramway, là une politique du logement social, et tant d'autres choses, dans un cadre d'exercice de la responsabilité budgétaire. Ce qui est proposé, ce que la loi de finances a proposé, c'est un processus de recentralisation, où on encadre les collectivités territoriales dans leurs choix, dans leurs décisions, devant les comptes qu'elles ont à rendre devant les citoyens sur leur gestion. C'est pour cela que nous ne partageons pas, ici et ailleurs, comme d'autres collectivités, cette démarche-là.

Parce qu'il faut aussi dire les choses. Les propos caricaturaux aident parfois à affirmer une conviction, mais la dette, en France, ce ne sont pas les collectivités locales. D'ailleurs, quand une collectivité locale s'endette, c'est pour investir et fonder du projet. Donc, les collectivités locales participent plutôt à l'amélioration de la qualité de vie. Si ce n'est pas le cas, ce sont les citoyens, électeurs, qui peuvent choisir d'autres orientations. C'est le premier point.

Le second point, c'est l'effort qui est demandé à ces collectivités locales. Et, nous le savons, précédemment, déjà, un effort a dû être supporté, et quels qu'aient pu être les bancs où nous siégeons, on l'a déploré, mais il a fallu le mener. Là, l'effort qui est demandé dans la trajectoire transmise à Bruxelles, à laquelle vous avez fait référence, 2017-2022, c'est un effort extrêmement important, de 13 milliards d'euros. Ce chiffre-là peut apparaître nécessaire à certains, mais doit quand même être à prendre à d'autres efforts qui ne sont plus demandés. Pardonnez-nous de relever ici, en tout cas cette conviction, c'est que, d'un côté, on exonère l'ISF pour les plus aisés – et nous avons appris la fin de l'*Exit tax* –, et il y a une politique favorable aux plus aisés, et ceux qui, sur le terrain, les élus locaux, qui portent les collectivités territoriales, des politiques pour le service public de proximité, pour essayer de résoudre un certain nombre de problèmes. Et nous savons tous ici qu'ils sont nombreux. L'effort, lui, ici, est très important, quand, pour d'autres, il est largement soulagé. Alors, n'entrons pas dans les caricatures sur les riches, pas les riches, mais relevons quand même qu'il y a un choix, et reconnaissez que, de notre point de vue, du point de vue de la justice, et même de l'efficacité économique, ce n'est pas un bon choix.

Concrètement, ce contrat, c'est un encadrement, pour finalement moins de reconnaissance aux agents, puisqu'il s'agit de dépenses de fonctionnement, probablement moins d'innovation dans le déploiement du service public local qui est souvent très précieux pour tous, et en particulier les plus modestes. Et c'est potentiellement moins d'aides à notre tissu associatif. C'est tout cela, les dépenses dites de fonctionnement. Donc, nous souhaiterions que Montpellier rejoigne d'autres collectivités territoriales, Villes, Métropoles, Régions, Départements, qui, elles, mettent en garde le gouvernement sur ce processus de recentralisation, pour, peut-être, trouver un autre chemin. Parce que la décentralisation a fait beaucoup pour ce pays. Et nous suggérons même qu'une étape nouvelle soit franchie afin de continuer à être au plus proche des administrés. Néanmoins, ayons une contre-proposition. Contractualiser n'est pas une hérésie dans le débat public. Le contrat de plan État-

Région est une forme de contractualisation extrêmement intéressante, qui oblige les acteurs à travailler ensemble, à mettre plus de lisibilité, plus de forces en commun. Là, on demande de contractualiser sur : « Réduisez vos dépenses de fonctionnement ». On aurait peut-être pu imaginer, c'est une contribution au débat public, que l'on contractualise sur d'autres bases, que l'on bonifie la dotation de fonctionnement quand une commune fait beaucoup d'efforts sur le logement social pour aider nos concitoyens les plus vulnérables à se loger, quand une collectivité s'engage fortement sur la mobilité pour assurer les mobilités durables, la transition énergétique. Par contre, les collectivités qui ne font pas ces efforts-là, pourraient être sanctionnées parce qu'elles n'accomplissent pas œuvre d'intérêt général sur les grands engagements de notre pays, ceux de la COP 21, la nécessité impérieuse de pouvoir loger nos concitoyens. C'était peut-être ça, l'autre forme de contractualisation qui aurait pu être proposée par un gouvernement qui voulait redéfinir ses relations entre le pouvoir central et les collectivités locales.

Donc, nous l'avions dit, nous ne partageons pas cette analyse, et c'est pourquoi nous ne voterons pas ce document. Nous avons la conviction que l'histoire n'est pas écrite et que ce dialogue doit se poursuivre. De nombreuses collectivités ne signeront pas, et nous espérons que le gouvernement se placera dans une situation de dialogue, parce qu'il a besoin des forces vives que sont les territoires pour participer au dynamisme économique de la France.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur DELAFOSSE. Madame MIRALLES.

Madame MIRALLES : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, d'abord, je voudrais remercier Monsieur LANNELONGUE pour son analyse, car je trouve que c'est une très bonne analyse. Je vais m'adresser maintenant à Monsieur DELAFOSSE car je ne suis pas du tout d'accord avec ce qu'il vient d'évoquer. Premier point, conformément aux engagements pris dans le cadre de la Conférence des territoires, les concours financiers par l'État aux collectivités territoriales ont augmenté de 300 millions d'euros en 2018. Pour la première année depuis cinq ans, la dotation globale de fonctionnement ne baisse pas. Monsieur DELAFOSSE, c'est une rupture claire, après quatre années consécutives de baisse de la dotation globale de fonctionnement, principale dotation de l'État versée aux collectivités, qui a représenté une perte de ressources de près de 10 millions d'euros pour les collectivités. Je vous rappelle que votre parti était aux manettes à ce moment-là. La stabilité de la dotation globale de fonctionnement est un point fondamental du pacte financier entre l'État et les collectivités. L'État a tenu sa parole. Cet engagement est respecté. En effet, la dotation globale de fonctionnement, qui représente 27 milliards d'euros de versement de l'État aux collectivités, est globalement stable au plan national. Deuxième point, s'agissant de la Ville de Montpellier, la dotation globale de fonctionnement a augmenté. Elle était de 36 020 662 euros en 2017, et elle est de 36 364 678 euros en 2018.

Troisième point, on peut se féliciter de la gestion financière vertueuse dirigée par Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, et son premier Adjoint, Max LEVITA, puisque la Ville de Montpellier a une capacité de désendettement de quatre ans, alors que le plafond national est de 12 ans. Et tout ceci sans augmentation d'impôts. Alors, il est important, Monsieur DELAFOSSE, de dire la vérité aux Montpelliérains et aux Français. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame MIRALLES. Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Monsieur le Président de la Commission des finances, je vous remercie. J'aime être dans une démarche vertueuse, et je vous remercie de la recevoir. L'analyse de Monsieur DELAFOSSE est une analyse politique que je ne partage absolument pas. Je pense, mes chers collègues, vous m'avez déjà entendu le dire, que nous sommes dans une situation économique

extrêmement compliquée, extrêmement difficile. Je rappelle que nous avons signé à Bruxelles des engagements et qu'on ne les a jamais respectés. Jamais respectés. Je ne sais pas trop, mais je n'ai pas beaucoup d'estime pour les gouvernements qui ne respectent pas leurs engagements. Je crois que, là, il y a des choix difficiles à faire. La seule chose, vous ne l'avez pas dite, d'ailleurs, qui est un reproche fait à l'État, en général, c'est de dire que l'État pourrait nous donner l'exemple en diminuant ses propres dépenses. C'est un argument qui tient, sauf que chaque fois que l'État touche à quelque chose, les gens sont dans la rue. On est dans une situation difficile. Ce que vous dites avec des bonifiés, des machins, tout ça, etc., c'est très bien, cela consiste comme toujours à augmenter la dépense publique. Ce n'est pas possible. Le jour où nous aurons les analyses... Dans les années 90, on était au même niveau que les Allemands. Aujourd'hui, les Allemands diminuent. On était aux environs de 65 %, et on est à quasiment 100 %. On va passer où ? À 150, 200 % ?

Je rappelle, parce que c'est quelque chose qui n'a pas suffisamment été mis en lumière, qu'en 1968, (je suis très content de dire cela, car j'y étais, en 68, vous, vous n'étiez pas né, vous n'avez pas de chance), Michel DEBRÉ, Ministre des Finances, est rentré dans le bureau du général DE GAULLE en lui disant : « Mon Général, ou Monsieur le Président, je peux vous annoncer une grande nouvelle : la France n'a plus de dettes ». D'abord, de vous à moi, c'est complètement idiot de ne pas avoir de dettes. Mais, bon, on n'avait pas de dettes. En 68. Pas de dettes. Et, aujourd'hui, 100 %. On va passer à combien, mes chers collègues ? Le jour où l'on commencera à diminuer, après, on verra, on distribuera, on fera votre revenu universel, etc. Mais, d'abord, commençons par faire que les caisses ne soient pas vides. Après, vous pourrez réfléchir à comment dépenser.

Aujourd'hui, l'essentiel, c'est une décision que l'on a à prendre, c'est de diminuer nos dépenses. C'est absolument impératif si nous voulons pouvoir avoir une certaine marge de manœuvre permettant des choses qui sont nécessaires dans ce pays. Mais la dégradation pour arriver à 100 %, c'est parce que tous les systèmes sont aujourd'hui au bord de la catastrophe. Tous. L'hôpital, l'enseignement, l'université, la police, la gendarmerie, l'armée, etc. On est au bout du chemin. Alors, si on continue, on finira par tomber. Moi, vous savez, ma prévision, je l'ai déjà dit, je l'ai dit publiquement : « Continuez comme on a fait jusqu'à maintenant, et nous sommes dans la situation de la Grèce dans une quinzaine d'années. Une dizaine d'années. » Là, ce gouvernement, c'est le premier qui donne l'idée qu'il faut arrêter la catastrophe. C'est pour cela que j'ai dit que c'était une décision courageuse et que je suis très heureux que nous la soutenions. Mais c'est indépendant du contrat financier. Le contrat financier, au Département, vous allez le signer, ou pas ? On n'est pas au Département. Vous n'allez pas le signer, le contrat ? C'est une décision curieuse. En cas de dépassement, vous paierez 100 %. Au lieu de 75 %. Mes chers collègues, je vous invite à voter cette délibération donnant le pouvoir à Monsieur le Maire de signer le contrat financier et le protocole.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Je signerai le contrat le 23 mai, Ville et Métropole. Je vais mettre aux voix l'affaire numéro 2 sur le contrat financier entre l'État et la Ville de Montpellier.

Qui est contre ? Je refais voter car il y a des hésitations dans la défense. Qui est contre ? Un contre. Qui s'abstient ? 5 abstentions. Adopté.

On va refaire, quand même, car je veux que les journalistes notent les noms. Madame MIRALLES, ne vous inquiétez pas. Il faut que le vote soit clair. Qui est contre ? Monsieur MARTIN. Qui s'abstient ? Madame LLEDO, Monsieur MOURE. Qui vote pour ? Madame Julie FRECHE et Monsieur DELAFOSSE, vous n'avez pas de procuration ? Il n'avait pas de procuration. Ce n'est que Monsieur DELAFOSSE. Monsieur MOURE s'abstient, avec Madame FRECHE, et Monsieur DELAFOSSE. Donc, il y a quatre abstentions et un vote contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 53 voix

Contre : 1 voix (Hervé MARTIN)

Abstentions : 4 voix (Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE.)

3. Projet Régional de Santé 2018/2022 - Avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie

L'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) a soumis à la consultation le Projet Régional de santé 2018-2022 (PRS) avant sa consolidation définitive. Cette demande s'adresse à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, aux Conseils Départementaux de la Citoyenneté et de l'Autonomie, au Préfet de Région, au Conseil de surveillance de l'ARS et aux collectivités territoriales.

Le PRS est constitué d'un Cadre d'Orientation Stratégique qui va fixer pour les dix années à venir la stratégie régionale de santé, du Schéma Régional de Santé qui décline les objectifs stratégiques en objectifs opérationnels via des « Fiches actions », et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) des personnes les plus démunies, qui vise à coordonner l'action des partenaires dans les territoires autour des populations précaires.

La Ville de Montpellier est historiquement une Ville de santé. Sa Faculté de médecine est la plus ancienne d'Europe encore en activité, sa recherche en santé est à la pointe dans de nombreux domaines et elle est l'un des membres fondateurs du Réseau français des Villes-Santé de L'Organisation Mondiale de la Santé. Ses services et élus municipaux sont activement impliqués dans cette thématique. Pour imaginer ce propos, il a été réalisé un recensement, non exhaustif, des actions, en faveur de la santé, conduites par différentes directions et services de la Ville, joint en annexe.

L'accès à la santé est un élément nécessaire au développement individuel et territorial. Afin de l'offrir à tous il est nécessaire d'identifier les limites et points forts du fonctionnement actuel et de développer la collaboration attendue pour répondre à ce besoin dans la population. De plus, si les outils de droit commun peuvent répondre à la majeure partie des situations, les autres doivent être reconnues et ciblées par les acteurs de terrain. Il est nécessaire de leur donner le pouvoir de le faire et c'est aux instances de gouvernance territoriale en santé que cette responsabilité incombe. Elles doivent donc prendre conscience de l'existence de ces particularismes et réussir à les intégrer dans la proposition qui est faite pour permettre le travail des acteurs de terrain. Sur ce territoire, il existe de nombreuses et grande forces dont le défi principal est de s'accorder pour mener l'action en faveur de la santé la plus efficace et adaptée aux différentes populations et problématiques rencontrées.

Le PRS va répondre à certaines de ces problématiques rencontrées aujourd'hui dans la grande région Occitanie. Toutefois, c'est aussi une limite : la prise en charge d'une population ou d'une situation particulière dans un territoire spécifique peut aussi varier dans le temps. Il sera donc important pour l'ARS de pouvoir accompagner les collectivités au-delà des réponses apportées aujourd'hui dans le PRS pour répondre aux problèmes de demain. Une autre limite peut être la question des modalités de déclinaison des plans nationaux qui ne sont pas développées. Il est aussi noté que le délai de trois mois constitue une échéance trop courte pour répondre à une consultation

de cette ampleur.

Au-delà de cela, la Ville de Montpellier reconnaît le besoin d'une politique de santé structurée et intervenant dans tous les domaines de la politique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable à la mise en place du Projet Régional de Santé 2018-2022.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est l'avis de la Ville suite à la consultation de l'ARS Occitanie. Comme nous l'avons voté à la Métropole, comme il a été voté aussi au Département de l'Hérault. Quelqu'un souhaite-t-il s'exprimer sur le sujet ? Madame LLEDO.

Madame LLEDO : Mesdames et Messieurs, bonsoir. Je tiens d'abord à remercier les services pour le résumé qu'ils ont fait de ce plan régional de santé parce que je pense que cela n'a pas dû être simple. C'est dommage de ne pas l'avoir joint, d'ailleurs, sur les ordinateurs et que l'on puisse le trouver sur Internet. Personnellement, j'ai eu la chance d'assister à une présentation de ce plan régional de santé par un membre de l'ARS qui a participé, donc, à sa rédaction. Moi, ce qui m'a un peu interloquée sur ce plan, c'est que, normalement, un plan, c'est fait de propositions. Là, ce plan est fait uniquement de constats, de chiffres, que l'on peut trouver sur Internet. Et, quand on pose la question de savoir où sont les propositions, le monsieur de l'ARS dont j'ai absolument oublié le nom nous a gentiment répondu : « On verra, là, on est un peu tenu par le temps. Cela viendra plus tard. » Donc, on aura les propositions après le vote. Moi, je trouve cela dommage, car je crois sincèrement qu'un plan régional de santé devrait et a le devoir d'être utile. Non seulement pour les soignants, mais aussi pour les soignés.

Je m'explique. On vit dans une vaste région. C'est un plan régional, donc, on parle de la région. Et c'est aussi une région rurale. Où les gens n'ont pas forcément accès aux soins parce qu'ils se trouvent loin et parce qu'ils n'ont pas forcément les moyens. Moi aussi, je voulais vous parler des soignants. Aujourd'hui, on est dans un pays où le monde soignant va mal. Très mal. Où les taux de suicide ont augmenté. Un sur quatre dans les milieux soignants. Les infirmières et les médecins étant les plus touchés. Et 40 % des soignants qui connaissent une personne qui, dans leur entourage professionnel, a commis une tentative de suicide. Dans ce plan régional de santé, on ne trouve rien. Absolument rien. Et je tiens à vous signaler, aussi, que, dans la Commission sectorielle de la Solidarité à la Région, où se trouvent des membres de la majorité régionale, des membres de l'opposition, des médecins et des soignants, eh bien, la totalité des membres de cette commission s'est positionnée contre ce plan régional de santé. Et je crois que nous devrions entendre aussi ce vote, et je crois que nous devrions entendre le cri d'alarme de nos personnels de santé et la situation critique dans laquelle ils se trouvent. Je crois que, par solidarité avec ce personnel soignant, par solidarité avec les personnes qui n'ont pas accès aux soins, et qui, avec ce plan régional de santé, n'auront pas plus accès aux soins, nous devrions rejeter ce plan régional de santé. En tout cas, ce sera mon cas. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame LLEDO. Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire trois. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Madame Chantal LEVY-RAMEAU sort de séance.

Monsieur Christian DUMONT entre en séance.

4. Elaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) - Débat sur les orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la transformation, au 1er janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

En cohérence avec la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite Grenelle 2) qui consacre le PLU intercommunal (PLUi) comme document d'urbanisme des EPCI dotés de la compétence PLU, l'engagement de l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes répond à deux enjeux majeurs : d'une part, décliner localement les objectifs et orientations stratégiques définis collectivement dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet métropolitain dit « Montpellier Territoires, Métropole productive », eux-mêmes retranscrits dans le cadre de la révision du SCoT en cours, d'autre part, permettre la réalisation des projets urbains communaux dont la mise en œuvre nécessite une révision des PLU communaux concernés.

Dans le respect des objectifs de densification des territoires urbains et de limitation de la consommation des terres agricoles, naturelles et forestières, le PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 Communes doit permettre, en particulier, de pallier les effets induits par la suppression immédiate du coefficient d'occupation des sols (COS) et des règles de superficie minimale des terrains, consécutive à la promulgation de la loi du 24 mars 2014 dite « loi ALUR ». Il s'agit, dans cette perspective, d'élaborer un PLUi métropolitain novateur privilégiant une approche contextuelle et/ou morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...) et ce, afin d'insérer plus efficacement le projet urbain dans son environnement.

Il s'agit, par ailleurs, d'inscrire le PLUi dans le sillage du cap fixé par le projet « Montpellier Territoires, une Métropole productive », lui-même intégré dans le projet de révision du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), notamment :

- la consolidation du rôle de Montpellier Méditerranée Métropole comme Porte de la région Occitanie ouverte sur le bassin méditerranéen ;
- l'affirmation des sept piliers stratégiques de son développement : la Santé, au sens de l'OMS (bien-être et de la qualité du cadre de vie), le Numérique, dont le label French Tech fédère la dynamique économique, le Développement Economique dont le Tourisme et l'Industrie, les Transports et la Mobilité, l'Agroécologie et l'Alimentation, la Culture, le

Patrimoine et l'Université, et enfin l'Égalité des chances, la Citoyenneté et le Développement Social ;

- la constitution d'une métropole à la fois productive, éco-responsable, solidaire et connectée ;
- l'affirmation de la maîtrise de son développement urbain ;
- la recherche d'un développement résilient face aux risques, notamment ceux liés aux changements climatiques ;
- l'inscription de la métropole dans son grand territoire : l'amphithéâtre naturel et le bassin de vie partagés avec les communautés voisines.

La délibération du 12 novembre 2015 relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi a fixé les objectifs suivants :

- Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale ;
- Se préparer aux évolutions démographiques prévisibles ;
- Accompagner le développement économique pour qu'il soit créateur de richesses et d'emplois ;
- Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU et à la délibération relative à l'engagement de la procédure d'élaboration du PLUi, les **Communes collaborent activement avec Montpellier Méditerranée Métropole** tout au long du processus d'élaboration du document d'urbanisme.

Dans ce cadre, après une phase de recueil préalable des projets et des enjeux locaux liés à l'élaboration du PLUi, plusieurs réunions ont été organisées à l'échelle des secteurs géographiques du SCoT et plusieurs réunions techniques ont été organisées entre la Métropole et chaque commune sur l'élaboration des dispositions concernant directement celle-ci.

Après une première présentation au comité de pilotage le 26 mars 2018, le fruit de ces travaux permet ainsi de soumettre, ce jour, les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat tel que prévu à l'article L. 153-12 du Code de l'urbanisme : *« un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme »*.

Ce débat, sans portée décisive ni vote, s'inscrit dans la procédure d'élaboration du PLUi.

Par la suite, l'élaboration du projet d'élaboration du PLUi se poursuivra, avec l'association des Personnes Publiques Associées (PPA), mais aussi en concertation avec le public suivant les modalités fixées par le Conseil de Métropole.

Il est rappelé que, l'article L. 151-5 du Code de l'urbanisme, indique que *« le projet d'aménagement et de développement durables définit : 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ; 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des*

anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles ».

Le PADD est donc un document essentiel du PLUi. Il définit les objectifs de politique publique qui fondent le projet. Il s'appuie sur le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement. Il établit le cadre à partir duquel s'établit le règlement écrit et graphique.

Les orientations du PADD telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat, s'organisent autour de plusieurs orientations regroupées en **trois défis** et **cinq thématiques**.

Le document joint en annexe, dont le projet a été communiqué avec la convocation à la présente séance, énonce de manière plus précise les objectifs qui pourraient être déclinés dans le cadre du PADD, en vue d'un débat sur l'ensemble de ces orientations.

LES DEFIS ET ORIENTATIONS GENERALES DU PADD

Défi A : une métropole acclimatée

Le défi de la Métropole acclimatée vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature, gage de qualité de vie pour les habitants et de résilience du territoire. Il consiste à construire des modèles d'acclimatation pertinents permettant d'intégrer le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme une donnée essentielle d'un développement urbain et humain harmonieux au cœur de la métropole. Deux orientations permettent de relever ce défi :

REVELER LE GRAND PARC METROPOLITAIN ENTRE FACETTES PAYSAGERES, CONTINUITES ECOLOGIQUES ET VOCATION NOURRICIERE ET DE LOISIR

Dans la continuité du SCoT révisé, le projet met en avant un objectif fort de valorisation du Grand Parc métropolitain. Les objectifs qui découlent de cette orientation consistent à en préserver les paysages, les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité, à en promouvoir la diversité des fonctions agricoles, de loisir ou de ressourcement. Ainsi, une attention spécifique est portée à la préservation des silhouettes urbaines et villageoises, à la reconquête paysagère des entrées de villes, au traitement des limites urbaines et des lisières agro-naturelles. Les objectifs de préservation doivent donc s'associer durablement à des objectifs de valorisation plaçant le Parc métropolitain comme support et lieu de réalisation de la politique agroécologique et alimentaire de la Métropole. Dans ce Grand Parc, la façade littorale suggère des objectifs de protection spécifiques en cohérence avec la loi Littorale.

ANTICIPER LES EVOLUTIONS ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES ET CONSTRUIRE DES MODELES D'ACCLIMATATION ET DE RESILIENCE ENVIRONNEMENTALES

Le territoire de la Métropole est concerné par un grand nombre de risques et nuisances, à la fois naturels et anthropiques : inondations par débordement et ruissellement urbain, submersion marine, feux de forêt, retraits-gonflements des argiles, diminution de la ressource en eau, submersion marine, disparition de la biodiversité, pollution de l'air et des sols, nuisances sonores, effet îlot de chaleur urbain... L'objectif consiste à ménager trois modèles d'acclimatation autour de l'arc littoral, l'arc de la plaine agricole et l'arc des garrigues. Ces arcs composent les identités et les paysages du territoire et sont les socles à partir desquels les logiques d'adaptation du territoire face au changement climatique et aux risques, ont été déclinées. Parallèlement, il s'agira de préserver les équilibres du grand cycle de l'eau.

Défi B : Une métropole équilibrée et efficace

Partant de la nécessité de préserver et de mettre en valeur l'environnement naturel et agricole et de ne pas aggraver et réduire les risques (hydrauliques, incendies...), ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace. Il s'agit d'affirmer l'engagement de la métropole dans la voie d'une structuration urbaine intégrée et apaisée, visant à animer et organiser les fonctions de centralité de son cœur battant, de préserver et de renforcer les équilibres entre villes et villages. Ce défi se décline en deux orientations :

ORGANISER LES ESPACES URBAINS EFFICACEMENT ET EQUITABLEMENT

L'espace métropolitain rassemble 31 Communes à l'environnement, aux identités, aux morphologies urbaines et aux niveaux d'équipement et d'accessibilité différenciés. Trois niveaux d'armature urbaine sont appelés à organiser et structurer le territoire : le cœur métropolitain, les portes métropolitaines, la métropole des villages et des petites villes. A chacun de ces niveaux sont associés des objectifs propres afin de respecter cette diversité et la pluralité de ces niveaux, qui participent grandement à la richesse et au potentiel d'attractivité du territoire :

- des objectifs de densification et de réinvestissement des tissus déjà urbanisés sur le cœur métropolitain ;
- des objectifs de consolidation de la transition urbaine et fonctionnelle entre le Cœur de métropole et la métropole des villages à travers la valorisation des interfaces urbaines et le positionnement de portes métropolitaines ;
- des objectifs de confortement des villages en développant leurs fonctions en matière de services et d'équipements tout en maîtrisant leur évolution pour préserver et valoriser leurs identités et leurs cadres de vie.

Enfin, quel que soit le niveau d'armature, l'ambition du projet vise à favoriser la multiplication des projets urbains qualitatifs prenant en compte les enjeux environnementaux (techniques de construction adaptées à l'environnement, à la transition énergétique et aux risques, etc.), la prise en compte des contextes locaux dans l'insertion des projets (intégration dans le grand paysage, intégration des fonctionnalités écologiques et des risques, etc.) et enfin, les enjeux liés à la qualité du cadre de vie (déplacements décarbonés et métropole des courtes distances, mixité des fonctions, etc.).

ORGANISER LES DEPLACEMENTS POUR UNE METROPOLE APAISEE A L'ECHELLE LOCALE ET METROPOLITAINE

Si les communes du Cœur de Métropole sont bien pourvues en transports en commun structurants, et possèdent une échelle adaptée au développement des modes actifs, l'absence d'étoile ferroviaire et les retards accusés dans la réalisation du contournement routier, posent un défi pour répondre aux besoins en déplacement des populations plus éloignées au sein de la métropole et à ceux du grand périurbain. Le projet de PLUi engage des objectifs forts d'articulation de la ville et des territoires en travaillant sur trois stratégies complémentaires :

- Le développement d'un réseau de transport en commun performant appuyé sur les infrastructures ferrées et TCSP existantes et à développer en tant que réseau armature des transports ;
- L'apaisement des circulations routières par la hiérarchisation et le développement du réseau viaire à travers notamment la consolidation d'une boucle de contournement routier ;
- La structuration d'une armature de Pôles d'Echange Multimodaux (PEM) hiérarchisés permettant de rabattre les flux routiers aux portes du cœur métropolitain.

Les quartiers les plus mixtes et les polarités économiques les plus denses doivent être localisés dans l'environnement des stations et des pôles d'échanges multimodaux (PEM), afin de renforcer la compacité des espaces urbains, tout en intensifiant les usages, et de tendre ainsi vers la constitution d'une « métropole

des courtes distances ».

L'objectif est de poursuivre et innover dans cette voie en s'appuyant sur l'évolution du maillage des transports urbains, en valorisant les formes économiques et commerciales de proximité, en structurant une offre d'équipements publics cohérente avec l'armature urbaine du territoire et le système de déplacement, en favorisant l'usage des modes actifs et enfin, en qualifiant les espaces publics.

L'accompagnement de l'urbanisation par le développement des infrastructures et des services devra être recherché dans la mise en œuvre des projets prévus au PLUi.

Défi C : Une métropole dynamique et attractive

Ce défi a pour objectif de positionner la métropole dans son système territorial d'influences et d'interdépendances, l'arc et le bassin méditerranéen, les métropoles européennes et internationales, mais aussi de conforter les tenants d'une place économique diversifiée.

Il s'agit donc tout autant de connecter le territoire dans un système dense d'échanges, gage d'un développement des fonctions métropolitaines supérieures que de diversifier les fonctions économiques du territoire et d'assurer l'accueil des entreprises et le parcours résidentiel des populations aux profils sociaux les plus variés. Ce défi prend forme autour de deux orientations :

ACCENTUER L'ATTRACTIVITE ET LE RAYONNEMENT METROPOLITAIN

L'attractivité et le rayonnement métropolitain questionnent à la fois les conditions d'accueil des populations et la capacité de la métropole à constituer une porte d'entrée de la nouvelle Région Occitanie.

En matière d'accueil de populations, la métropole est confrontée à un marché immobilier de plus en plus tendu et sélectif. Celui-ci tend à repousser de plus en plus loin une frange importante de sa population : les actifs, les couples avec enfant notamment. L'évasion vers les territoires limitrophes de ces populations qui travaillent pourtant sur le territoire, génère des difficultés importantes en matière de déplacements et conduit à la congestion des flux aux portes de la ville. Pour enrayer ce phénomène, la Métropole s'inscrit dans un scénario dit « d'attractivité maîtrisée » à la fois reflet de la situation socio-économique et traduction d'un choix d'aménagement durable du territoire. Ce scénario prévoit une croissance annuelle de la population de 1,2% à l'horizon 2030 pour atteindre une population totale de 545 000 habitants.

En matière de rayonnement, le projet prévoit la structuration de la porte d'entrée Est du territoire régional en articulant étroitement les infrastructures de grande accessibilité, aéroportuaires et ferroviaires, le débouché maritime du port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et l'autoroute A9/A709, au rayonnement métropolitain. Il s'agit de structurer des nœuds d'échanges et d'intermodalité consacrés au travers des deux portes métropolitaines internationales et nationales de Montpellier Sud de France et Montpellier Saint Roch, de concevoir « la vitrine métropolitaine active » et la recomposition territoriale associée aux contournements routier et ferroviaire et enfin, de renforcer les liaisons ferroviaires entre le port de Sète-Frontignan-Sud-de-France et la métropole.

CONSOLIDER LES FONCTIONS ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET TOURISTIQUES

Le défi d'une métropole attractive sur le plan économique conditionne une politique d'aménagement et de programmation économique qui réponde aux différents besoins mais aussi participe à la qualification et à la mise en visibilité des espaces et des fonctions métropolitaines.

Sur le plan des fonctions économiques métropolitaines, le projet porte comme ancrage fondamental, la structuration de l'offre foncière et immobilière autour de polarités économiques avec la volonté de conforter les six filières stratégiques de développement économique mais aussi de diversifier la structure économique du territoire par l'introduction d'une orientation plus productive.

Sur les fonctions commerciales et touristiques de rayonnement métropolitain, le projet porte comme ambition de promouvoir un tourisme d'affaires et de loisirs qui réaffirme les fonctions commerciales du Grand Cœur de Montpellier et du noyau urbain métropolitain. L'objectif est de favoriser sur ces secteurs le développement d'une offre commerciale attractive, reconnue et originale, cela dans un aménagement urbain rénové et innovant.

LES ORIENTATIONS THEMATIQUES DU PADD

La lecture par défi pose des orientations générales en matière d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques conformément à l'article L151-5 du Code de l'Urbanisme qui sont ensuite complétées par des orientations organisées autour de cinq thématiques :

1. Résilience environnementale et sobriété énergétique

CONJUGUER PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES CONTINUITES ECOLOGIQUES ET VALORISATION DES RESSOURCES, NOTAMMENT AGRICOLES

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Préserver, restaurer les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité ;
- Préserver et renforcer les espaces agro-naturels et forestiers, socle d'un système agricole et alimentaire territorial ;
- Conserver et accroître le réseau végétal des villes et des villages.

REPONDRE AUX ENJEUX DE SANTE ENVIRONNEMENTALE

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- Réduire l'exposition des populations aux risques ;
- Améliorer la qualité de l'air ;
- Limiter les sources de nuisances sonores ;
- Gérer et ménager les ressources en eau.

AGIR CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, OPTIMISER LES RESSOURCES ENERGETIQUES ET LEUR DISTRIBUTION

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- Encourager la mobilisation des énergies locales renouvelables et tendre vers une autosuffisance énergétique ;
- Favoriser l'optimisation des coûts et le fonctionnement des réseaux ;
- Optimiser la récupération d'énergie et le tri sélectif ;
- Réduire la consommation des énergies fossiles.

2. Habitat

POURSUIVRE L'EFFORT DE PRODUCTION EN FAVEUR D'UNE OFFRE ACCESSIBLE ET DIVERSIFIEE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Répondre à la demande et à la diversité des parcours résidentiels ;
- Privilégier la production de logement en réinvestissement urbain ;
- Organiser la mixité sociale.

PROMOUVOIR UN HABITAT QUALIFIE ET INTEGRE

Cette orientation se décline en deux objectifs :

- Favoriser des configurations urbaines qui favorisent l'intégration urbain et la qualité de vie ;
- Faire évoluer l'habitat en fonction des modes de vie et des enjeux climatiques et sociaux.

3. **Transports et déplacements**

DEVELOPPER LA CONNECTIVITE DU TERRITOIRE ET SON RAYONNEMENT EXTRA-METROPOLITAIN

STRUCTURER LES RESEAUX DE TRANSPORTS POUR FACILITER LES ECHANGES

INNOVER POUR IMPULSER DE NOUVEAUX COMPORTEMENTS EN MATIERE DE MOBILITE

Cette orientation se décline en quatre objectifs :

- Affirmer un territoire favorisant les modes actifs ;
- Faire de la politique de stationnement un levier d'action en faveur du changement des pratiques de mobilité ;
- Intégrer la logistique et notamment celle des derniers kilomètres, au fonctionnement urbain ;
- Développer le co-working, le télétravail et les espaces partagés pour réduire les déplacements domiciles travail.

4. **Equipements**

RECHERCHER LA COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE DANS L'ACCES AUX EQUIPEMENTS ET DEVELOPPER LES FACTEURS D'ATTRACTIVITE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Mettre à niveau et en réseau, structurer, consolider des équipements ;
- Conforter un ensemble de lieux et d'équipements à fort rayonnement ;
- Conforter une offre de loisir en s'adressant autant à la population permanente qu'aux usagers occasionnels du territoire.

CONFORTER LES EQUIPEMENTS SANITAIRES-

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Développement des équipements visant à améliorer la capacité des milieux récepteurs en cohérence avec la croissance de population ;
- Structurer la filière de gestion des déchets ;
- Accompagner la filière des matériaux de construction.

5. Développement économique, numérique et équipement commercial

POURSUIVRE UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE BASEE SUR L'INNOVATION

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Actionner l'ensemble des leviers de structuration des 6 filières identitaires ;
- Assurer un déploiement du très haut débit sur le territoire : Montpellier 3M métropole digitale ;
- Créer une offre foncière attractive et durable.

DIVERSIFIER L'ECONOMIE DU TERRITOIRE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Répondre aux besoins d'implantations des activités et proposer aux entreprises un parcours d'accueil ;
- Favoriser le développement d'un tissu économique de proximité ;
- Développer des polarités économiques attractives et durables.

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE COMMERCIALE PLURIELLE ET QUALIFIEE

Cette orientation se décline en trois objectifs :

- Structurer une armature commerciale hiérarchisée ;
- Affirmer la diversité des polarités commerciales pour renforcer les équilibres commerciaux de la Métropole ;
- Favoriser la modernisation des équipements commerciaux en matière de qualité, de fonctionnalité et d'adaptation au mode de consommation.

LA MODERATION DE LA CONSOMMATION FONCIERE

Montpellier Méditerranée Métropole inscrit son développement dans les orientations du schéma de cohérence territoriale révisé qui vise à diminuer significativement la consommation foncière nécessaire à l'urbanisation. Le PADD s'appuie sur trois principes de limitation de la consommation d'espaces :

- Donner la priorité à l'optimisation de l'urbanisation existante et engagée avec un objectif volontariste et réaliste fixé à hauteur de 60% de l'accueil des besoins localisés dans le tissu urbain mixte et 15% dans le tissu économique de l'enveloppe de « l'urbanisation existante et engagée en 2019 ».
- Maîtriser les extensions urbaines à partir de niveaux d'intensité hiérarchisés en fonction de la proximité de l'offre de transports et des autres équipements.
- Limiter la consommation foncière dans l'armature des espaces naturels et agricoles avec l'objectif de maintenir au moins les 2/3 du territoire en espaces à vocation agro-naturelle, en contenant sur 1/3 maximum du territoire les espaces à vocation urbaine, conformément aux ambitions du projet de révision du SCoT.

Complémentairement sur le secteur Littoral, il s'agit de maîtriser les capacités d'accueil de l'urbanisation et d'accroître son intégration paysagère et environnementale.

Les objectifs du PADD seront déclinés dans le règlement écrit et graphique ainsi que dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLUi.

Dans ces conditions, conformément aux dispositions de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, il est proposé lors de la présente séance du conseil, d'engager un débat sur les orientations du projet de PADD sur la base du document présenté, synthétisé par les éléments exposés.

Après avoir débattu des orientations du PADD, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'existence et de la transmission aux élus du projet de délibération et du document annexé relatif aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).
- de prendre acte de la tenue du débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de l'élaboration du projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Monsieur le Maire : La parole est à Chantal MARION.

Madame MARION : Monsieur le Maire, chers collègues, il s'agit donc d'inscrire le PLUI dans le sillage du cap fixé par le projet « Montpellier Territoires, une Métropole productive », lui-même intégré dans le projet de révision du schéma de cohérence territoriale, le SCoT, notamment. Donc, c'est un socle commun du SCoT et du PLUI et, pour cela, ils ont des valeurs partagées. C'est-à-dire que le but est de consolider, entre autres, le rôle de la Métropole en tant que porte méditerranéenne de l'Occitanie. C'est également d'affirmer les sept piliers qui ont été positionnés depuis longtemps et que vous connaissez : la santé, le numérique, le développement économique, les transports, la mobilité, l'agro-écologie, l'alimentation, la culture et le patrimoine, et l'égalité des chances. C'est de constituer, surtout, ce que notre Maire et Président de la Métropole dit souvent et réclame, à savoir la Métropole en tant que Métropole productive écoresponsable, solidaire et connectée. Enfin, c'est d'affirmer la maîtrise du développement urbain et rechercher et respecter la résilience face au risque. Et d'inscrire cette Métropole, en fait, dans son grand territoire, son amphithéâtre naturel, bassin de vie partagé avec les communautés voisines que vous voyez ici, et également de la positionner au sein de la nouvelle grande région Occitanie, d'une manière ferme et décidée. Et développer cette métropole sur l'axe languedocien et sur la grande aire urbaine polycentrique de Sète à Nîmes et Alès. C'est un des désirs que l'on exprime ici et que l'on affirme.

Ce projet a été conçu autour de cinq axes stratégiques du SCoT, que je vous rappelle, pour développer une Métropole économe de son espace fragile et précieux. Ces axes stratégiques, je le

rappelle pour ceux qui ne siègent pas au Conseil métropolitain, ont été débattus en Conseil de Métropole en février 2017. C'est donc révéler le paysage de la Métropole comme bien commun, à travers la figure du grand parc métropolitain, parce que la Ville de Montpellier – même si, ici, on est en Conseil municipal – fait partie de ce pôle métropolitain. Acclimater la Métropole – et pour cela, il faut anticiper les risques climatiques pour mieux les apprivoiser. C'est de structurer une armature d'échelle métropolitaine pleinement intégratrice, favoriser la mobilité pour tous et consolider le socle économique de la Métropole. Je tiens à vous rappeler que cette présentation a été faite le 26 mars 2018 lors d'un comité de pilotage, et que le fruit de ces travaux du comité de pilotage permet de soumettre ainsi les orientations du projet d'aménagement et de développement durable.

Je rappelle que ce débat que l'on va faire à la suite de ma présentation est sans portée décisive ni vote, et s'inscrit simplement dans la procédure normale de l'élaboration du PADD. Les orientations du PADD telles qu'elles sont envisagées et soumises au débat dont je vous parlais à l'instant s'organisent en fait autour de trois défis et cinq thématiques. Le document joint en annexe, que vous avez sûrement dû lire, tous, qui a été communiqué avec la convocation à la présente séance, énonce de manière plus précise les objectifs qui pouvaient être déclinés dans le cadre du PADD en vue d'un débat de l'ensemble de ces orientations. Donc, trois défis et cinq thématiques.

Trois défis. Une métropole acclimatée, équilibrée, efficace, une Métropole dynamique, attractive. À cela correspondent cinq thématiques : résilience environnementale et sobriété énergétique. Deuxièmement, l'habitat. Troisièmement, on parlera des transports et des déplacements. Quatrièmement, les équipements. Et, enfin, développement économique, numérique, l'équipement commercial. Vous comprenez qu'il y a une correspondance très étroite entre les objectifs stratégiques et les thématiques. Automatiquement, les objectifs thématiques viennent compléter et préciser, justement, la vision par défi.

On va tout d'abord attaquer le premier défi. Une métropole acclimatée. C'est tout simplement de révéler le grand parc métropolitain dans toutes ses fonctions, et ceci dans la continuité du SCoT. Le projet met en avant un objectif fort de valorisation du grand parc métropolitain. Pour cela, il faut révéler le paysage comme bien commun et agent actif de la structuration et de l'animation du grand parc métropolitain. Donc, une attention particulière, c'est-à-dire préserver les paysages, les continuités écologiques, les réservoirs de biodiversité, reconquérir les entrées de ville.

Monsieur le Maire : Et les espaces boisés classés.

Madame MARION : Et les espaces boisés classés puisque c'est à l'ordre du jour, Monsieur le Maire. Préserver les entrées de ville et les reconquérir, on va dire, d'une manière paysagère. Préserver le patrimoine bâti tel qu'il existe, et le valoriser. Traiter les limites urbaines et les lisières agro-naturelles qui sont des endroits fragiles. Et les franges urbaines. Et protéger, évidemment, la façade littorale. Il faut également préserver et restaurer les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité qui sont les poumons et les articulations signifiantes du grand parc urbain. Vous avez ici, vous le voyez, les grandes trames bleues et vertes. Il y a un terme que j'aime bien, qui est inscrit dans le PADD, c'est que ces trames, vertes et bleues, sont le « système vasculaire » du grand parc métropolitain. En tant qu'originaires des professions de santé, ce terme me plaît beaucoup. Un « système vasculaire ». C'est maintenir le réseau végétal des villes et les espaces naturels des villes. C'est structurer et valoriser les lisières agro-naturelles qui sont souvent des espaces de contact fragiles et privilégiés entre les tissus urbains et les territoires agro-naturels. C'est valoriser les fonctions agricoles, entre protection des espaces et redéploiement agro-écologique et alimentaire. Et tout ceci s'articule en trois arcs dont je vais vous parler plus tard. Il faut également mettre en place des parcours pour favoriser et encadrer la découverte et les pratiques respectueuses du grand parc et

préparer le territoire à un tourisme durable. Cela est très important, car le projet a pour ambition de qualifier, entre autres, les cités phares de la grande Métropole. Nous sommes dans la Ville de Montpellier, c'est le Conseil municipal, mais tout ce qui existe autour de cette Ville – on peut citer la cathédrale de Maguelone, pourquoi pas, le massif de la Gardiole, les salins de Villeneuve-lès-Maguelone –, tout cela fait partie de notre territoire, met en avant notre tourisme. C'est d'organiser la préservation de ce patrimoine et du patrimoine littoral et, vous le savez, son développement durable, en respectant évidemment la bande des 100 mètres, l'inconstructibilité sur la bande des 100 mètres sur les espaces proches du rivage. Ce rivage, nous le connaissons, cela va de l'étang de l'Or à l'étang du Méjean et à l'étang de Vic. Ce sont des endroits que l'on s'est appropriés, qui font partie de notre patrimoine. Les parcs, les ensembles boisés les plus significatifs. La définition des contours d'agglomérations et de villages existants, tels que Pérols et Lattes, qui sont concernés par cette loi littorale, et Villeneuve-lès-Maguelone. Et puis, évidemment, tenir compte des coupures d'urbanisation. Pour avoir cette métropole acclimatée, également, il faut anticiper les évolutions environnementales et climatiques et construire des modèles d'acclimatation et de résilience environnementale.

Donc, il faut ménager trois modèles d'acclimatation. C'est là où je vais vous parler des arcs. Il y a l'arc des garrigues. Il y a celui du pic Saint-Loup, dans lequel il y a des vignes, des lieux agricoles, mais c'est surtout, au niveau de la résilience, la protection de la ressource en eau, la crainte des feux de forêt et des inondations. Toujours dans l'arc des garrigues, il y a le plateau d'Aumelas, que vous avez à gauche sur l'écran, dans lequel il y a le risque de feux de forêt et d'inondation. Il y a l'arc de la plaine agricole, à l'est de Castrie, où nous avons la production, c'est très important, en ressources d'eau, et des risques d'inondation. Vous avez également l'arc de Fabrègues, dans lequel nous avons la protection des ressources en eau et les risques d'inondation. Donc, effectivement, enfin, nous avons l'arc littoral dans lequel nous avons la protection de la ressource en eau, avec les risques, évidemment, d'inondation et d'érosion du trait de la côte.

Donc, il faut réduire la vulnérabilité du territoire au ruissellement urbain. La géographie, particulière, de cette métropole, qui est en pente douce et régulière depuis les contreforts cévenols jusqu'à la mer, est fragile. Pourquoi ? Tout d'abord parce qu'il y a les conditions climatiques méditerranéennes qui changent. Ensuite, il y a les épisodes cévenols. À cela s'ajoute, vous le savez, une forte dynamique démographique. Tout ceci fait un territoire sensible au risque pluvial. Donc, l'eau pluviale doit être intégrée comme un élément structurant, c'est-à-dire dans les aménagements privés et publics. Il va falloir être très vigilant sur la gestion des pluies courantes, des pluies moyennes et des pluies critiques. Donc, préservation du cycle de l'eau, limitation de l'aggravation des risques d'inondation. Améliorer, également, la qualité de l'air. Et limiter les nuisances sonores au cœur de l'aménagement urbain. Favoriser, pour cela, l'électromobilité, pourquoi pas, et prendre la Métropole dans un but vraiment bien défini, pour l'inscrire dans une démarche de ville respirable. Et préserver les équilibres du grand cycle de l'eau pour une métropole acclimatée dans son grand territoire. Le PLUI veillera à une protection aussi bien quantitative que qualitative de l'eau, mais également à une optimisation des nouvelles ressources et à une sécurisation de l'alimentation en eau.

Enfin, le défi B. C'est pour être une Métropole équilibrée, efficace. Dans un premier temps, il faut organiser les espaces urbains efficacement et équitablement. Pour cela, il faut densifier et protéger le cœur de Métropole. Je vous rappelle que le cœur de Métropole comprend Montpellier, évidemment, mais également les 13 communes environnantes. Vous avez le cœur de Métropole en marron, et vous avez les 13 communautés environnantes autour. Ce cœur métropolitain, évidemment, ville centre, première couronne et communes, est desservi par le réseau armature de transports, le train et les transports collectifs en site propre. Ensuite, il faut assurer la transition

urbaine et fonctionnelle des portes métropolitaines et des territoires d'interfaces. Ces portes métropolitaines, vous ne les voyez pas très bien sur le slide qui vous est présenté, mais vous les avez évidemment en tête et dans le document que vous avez pu consulter. Il est très important de les citer parce qu'il faut les valoriser. C'est la porte nationale, internationale, Montpellier-Lattes, autour du pôle d'échange multimodal avec l'aéroport international, c'est la porte Saint-Roch, le pôle d'échanges avec les trains régionaux. La porte de Sète, Saint-Jean de Védas et Lattes, avec le tramway et le contournement Ouest, la COM. C'est la porte de la vallée de l'Hérault, avec Juvignac avec, entre autres, l'échangeur de Courpouiran à la A750. C'est la porte du pic Saint-Loup avec le PEM Occitanie. La porte du Sablassou, avec Castelnau, le PEM et le DEM, et la porte de la vallée du Bérange. Évidemment, à terme, tout cela devrait être desservi. Et, ce qui est important, c'est que cela soit desservi par le contournement routier qui va tomber sur la A709, le COM. - le contournement Ouest de Montpellier - et la DEM. - déviation Est de Montpellier. Tout ceci ne pourra être alimenté, toutes ces portes, que si ces contournements sont terminés.

Enfin, il faut pérenniser les fonctionnalités, des entités, métropoles et villages, les petites villes autour, sur la troisième couronne, et définir des projets urbains quantitatifs.

Enfin, une métropole équilibrée et efficace. Il faut organiser les déplacements pour une métropole apaisée à l'échelle locale métropolitaine. Pour cela, ce qui est capital, il faut être conscient de cela, c'est que si les communes du cœur de Métropole sont bien pourvues en transports en commun structurants et possèdent une échelle adaptée, évidemment, au développement des modes actifs, l'absence et le retard accusés – et cela, je tiens à le souligner et à le redire – dans la réalisation du contournement routier posent un défi pour répondre aux besoins de déplacements des populations plus éloignées au sein de la métropole et celles du cran périurbain. Donc, il va falloir favoriser l'articulation ville et territoire. Faire du réseau ferroviaire ce que l'on appelle l'épine dorsale de l'organisation des mobilités et le pilier du réseau d'armature. Mise en service du contournement Nîmes-Montpellier, le CNM, et lignes nouvelles, Montpellier-Perpignan, LNMP. Ceci doit fonctionner pour renforcer, justement, la desserte ferroviaire par les trains régionaux existants.

Ensuite, il faut renforcer et développer les TCSP et périurbains pour développer le réseau d'armature. Ce sera un point d'appui performant pour s'articuler avec les lignes de transports urbains et périurbains. Il faut développer les axes de transports collectifs à potentiel majeur, en continuité du réseau armature, et apaiser les circulations routières par la hiérarchisation et le développement raisonné des réseaux viaires à partir du contournement de Montpellier. Enfin, il faut interconnecter les réseaux de transports collectifs entre eux. Effectivement, en fait, il s'agit d'interconnecter les réseaux de transports collectifs entre eux et de rabattre les flux routiers vers les transports en commun.

Défi B, une métropole équilibrée, efficace. Toujours organiser les déplacements, favoriser le fonctionnement de proximité des villes et villages, valoriser les échelles du quotidien et encourager la ville des courtes distances et le tissu commercial de proximité. La priorité sera donnée à l'urbanisation des secteurs desservis par les transports collectifs avec des programmations mixtes. Il faut affirmer un territoire favorisant les modes actifs, la marche, le vélo, la trottinette. Tout ce qui roule est le bienvenu. Ce qui est important, c'est que l'accompagnement de l'urbanisation, le développement des infrastructures et des services devrait être recherché dans la mise en œuvre des projets portés par le PLUI. Le PLUI, je le répète, veillera à donner la priorité aux commerces de proximité, pour limiter les déplacements, et participer à l'animation des villes et des villages.

Le défi C. Il nous faut une métropole équilibrée et efficace, et, donc, accentuer l'attractivité et le rayonnement métropolitain. Pour cela, deux orientations générales. Accentuer l'attractivité et le

rayonnement métropolitain, consolider le rayonnement de la Métropole dans les fonctions commerciales, touristiques et de loisirs. Pour cela, il faut viser une croissance maîtrisée et réaliste de + 1,2 % par an, un taux de croissance annuelle projetée, à l'horizon de 2030, où l'on prévoit + 6 000 habitants par an. Donc, il faut concevoir et consolider les portes d'entrée. Priorité à la porte d'entrée Est Méditerranée de la région Occitanie. Donc, il faut structurer cette porte d'entrée entre les gares de Montpellier Sud de France, Montpellier Saint-Roch et l'aéroport international. Il faut concevoir une vitrine métropolitaine active, il faut renforcer la liaison avec le port de Sète, Frontignan Sud de France. Consolider les connexions est très important entre les différents modes et lieux de convergence des flux de grande accessibilité. Vraiment, il faut fortifier cette vitrine que représente la vitrine « Métropole-ville active ».

Pour une métropole dynamique et attractive, il faut consolider, évidemment, vous le comprenez, les fonctions économiques, commerciales et touristiques. Donc, structurer l'offre foncière et immobilière autour des polarités économiques qualifiées. Il faut conjuguer, pour cela, la vitrine urbaine le long des axes de connexion. Vous avez l'axe des savoirs, Nord, en vert, très important, avec Euromédecine, Agropolis ; et vous avez la vitrine urbaine active, le long de l'autoroute, que vous avez en violet. Il faut valoriser les écosystèmes spatiaux existants. La santé, la polarité urbaine numérique tertiaire, l'artisanat productif, le négoce, la logistique, l'industrie et la logistique. Il faut conforter les équipements commerciaux. Ceci est important. Le rayonnement et la visibilité de la Métropole s'articulent, vous le savez. Et nous sommes concernés, à la Ville de Montpellier, dans le cœur de Montpellier, et le noyau métropolitain. L'un est historique. C'est notre Ecusson. Mais, également, au niveau du cadre de l'opération Ode à la mer. Donc, le positionnement des portes métropolitaines comme lieu de programmation doit être privilégié et le réinvestissement urbain des grands sites porteurs du rayonnement, comme sur l'EAI, par exemple, également, doit être développé. Il faut également les équipements les plus structurants pour le tourisme d'affaires, les entretenir, les valoriser, comme le Corum, l'Opéra, le Palais des congrès, en proximité du musée Fabre, et le futur MoCo. Il faut conforter le tourisme urbain sur le grand cœur de Montpellier avec, par exemple, Port-Marianne, Ode à la mer. Ceci est très important.

Ensuite, à la lecture des défis que je vous ai montrés, se pose des orientations générales en matière d'aménagement, en matière d'équipements, d'urbanisme, de paysages, de protection des espaces naturels agricoles et forestiers, et de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. Donc, je vous l'ai dit, cinq thématiques.

Tout d'abord, la résilience environnementale et la sobriété énergétique. Pour cela, il va falloir conjuguer la préservation de l'environnement et des continuités écologiques, et la valorisation des ressources, notamment agricoles. C'est très important. Préserver et restaurer les continuités écologiques et les réservoirs de biodiversité. Donc, préserver durablement ces espaces, en leur assurant un degré supérieur de protection. Pour cela, le PLUI prévoit d'assurer l'inconstructibilité sur la trame bleue. Et, sur la trame verte, il va falloir protéger ces espaces qui constituent une intégrité écologique et surveiller la biodiversité et les espèces, évidemment, protégées. Il va falloir conserver leur fonction d'axe préférentiel de déplacement des espèces et assurer leur perméabilité. Donc, sur la trame bleue, il faut préserver les espaces de bon fonctionnement, ce qui s'appelle l'EBF. Il faut assurer, dans l'urbanisation existante, la préservation des poumons verts et de leur connexion. Maintenir les espaces verts, maintenir les alignements d'arbres, ne pas détruire les arbres tel que l'a fait la Région, dernièrement. Conserver les bassins, conserver les fossés. Et puis, ceci, pensez-y, refaire des haies, refaire des haies intelligentes et diversifiées, pour faire revenir nos oiseaux et conserver nos espèces rares.

Ensuite, il va falloir préserver et renforcer les espaces agro-naturels et forestiers qui sont le socle du

système agricole et alimentaire territorial. Donc, le projet du PLUI est de caractériser et de renforcer l'armature des espèces agro-naturelles et forestières pour conserver la biodiversité. C'est de déployer une politique agro-écologique et alimentaire sur l'ensemble du territoire en favorisant le déploiement des terres support de l'agriculture nourricière, en répondant aux besoins, entre autres, de l'appareil de production nécessaire à la filière agricole et alimentaire qui est très importante chez nous, qui fait partie de nos sept piliers. Et, enfin, en prenant en compte les impacts résiduels de l'urbanisation sur l'économie agricole. Il faut donc déployer une politique agro-écologique et alimentaire sur l'ensemble du territoire. Il faut créer, mettre en réseau un archipel de fermes ressources multifonctionnelles. Il en existe déjà. Il faut les augmenter, il faut les aider, et créer les aménagements de type parcours – pourquoi pas – de découverte, d'interprétation, de tourisme, parcours de santé, pistes cyclables. Développer cet agrotourisme est important, avec les formes de tourisme diverses et variées. Et, là, l'imagination, on n'en manque pas. Et des idées. Donc, conserver et accroître le réseau végétal des villes et des villages. Préserver un réseau d'espaces verts, des espaces et des parcs. Donc, renforcer la biodiversité. Pratiquer le jardinage urbain, au sein de notre ville, au sein de nos quartiers. Et préserver les espaces de loisirs et les parcs en milieu urbain, ce que l'on fait et dont on tient compte en permanence.

Il faut répondre, aussi, aux enjeux de santé environnementale. On parlait de la santé il y a peu de temps. Je rappelle à Madame LLEDO qu'il y a quand même Montpellier capitale santé et que la Métropole, avec la capitale santé, a quand même son mot à dire dans le projet santé. Et, croyez-moi, dans le projet Montpellier capitale santé, il y a des objectifs, il y a eu des réalisations, et il y a eu beaucoup d'actions faites, menées. Et le projet capitale santé peut très bien s'accorder avec le projet de l'ARS. C'était une petite parenthèse. Donc, préserver et répondre aux enjeux de santé environnementale. Il va falloir réduire l'exposition des populations aux risques. C'est-à-dire le niveau d'aléa, grâce à l'activation des espaces agro-naturels. Réintroduire l'activité pastorale. C'est ce que Monsieur le Maire a fait dernièrement. C'est très important, les moutons. Est-ce que vous savez, les trois avantages du mouton ? Est-ce que je peux le dire, Monsieur le Maire ?

Monsieur le Maire : Et parlez des chèvres, aussi, parce qu'il n'y a pas que les moutons. Il y a les chèvres, aussi.

Madame MARION : Je vais parler des moutons. D'abord, le mouton, je le compare à deux plantes : l'olivier et la vigne. On utilise tout dans l'olivier et la vigne. C'est pour cela que l'olivier est un arbre sacré. Et on utilise tout dans le mouton. Le mouton a un avantage énorme. C'est qu'il a une mâchoire qui n'arrache pas la plante. Il la coupe. Il y a d'autres animaux qui arrachent la plante. Là, le mouton coupe, ce qui fait que cela favorise la repousse de la plante. Ensuite, le mouton a une fourrure. Sur cette fourrure, s'accrochent des petites graines fourchues, et il permet, justement, la dissémination des graines. Et, ensuite, le mouton, comme tout être vivant, fait des excréments, qui nourrissent la terre. Donc, le mouton, Monsieur le Maire, est une très bonne idée. Et la chèvre, c'est très important. Pourquoi ? Et je le conseille, d'ailleurs, vu le réchauffement climatique. En Afrique du Nord, il y a beaucoup de chèvres, et elles grimpent sur les arbres d'argan, les arganiers, et mangent les graines d'argan. Et elles rejettent ces graines. Or, la cosse d'argan est très dure. Et la cosse qui est rejetée est carrément traitée pour pouvoir être exploitée pour l'huile d'argan. Donc, ces arbres d'argan, je conseille de les planter, vu le réchauffement climatique dans notre région. Et nous pourrions faire de l'huile d'argan issue de la Métropole de Montpellier. Voilà ce que je voulais dire sur les moutons.

Donc, il faut améliorer la connaissance et limiter le risque par la maîtrise de l'étalement urbain, la gestion hydraulique intégrée et la préservation des lits majeurs. Le PLUI s'attachera à l'application du PPRI, c'est-à-dire du plan de prévention des risques d'inondation, le PAPI 1, le PAPI 2,

concernant la Mosson, et le programme d'action de prévention concernant les inondations. Améliorer la qualité de l'air, c'est quelque chose de très important pour la santé, vous le savez. Je tiens à préciser, quand même, que la Métropole constitue effectivement un carrefour important de trafic routier, et qu'il va falloir surveiller, évidemment, la qualité de l'air qui, d'ailleurs, n'est pas mauvaise du tout. Donc, promouvoir la ville des courtes distances et les modes de transport décarbonés. Faciliter la logistique du dernier kilomètre propre et mutualisée, et donc limiter l'exposition des populations aux pollutions atmosphériques liées au trafic urbain et développer le réseau végétal des villes. Et, à ce niveau, au niveau de la santé et de l'air, penser, Monsieur le Maire et les personnes responsables des espaces verts, à planter des plantes et des arbres qui ne sont pas allergisants, car Montpellier, à cause des cyprès et des pins, présente des seuils d'allergie atmosphérique très élevés toute l'année. Ensuite, évidemment, limiter les nuisances sonores liées au trafic urbain, en application du plan d'exposition au bruit aéroport et du plan de prévention du bruit dans l'environnement.

Ensuite, gérer et ménager les ressources en eau. Ceci est très important, avec le réchauffement. L'eau est vraiment une problématique mondiale. Et risque d'être une problématique, ici, métropolitaine, et dans notre ville. Protéger la ressource en eau. Donc, nous avons des zones de sauvegarde. Pour celle de Flès, c'est l'eau issue des calcaires jurassiques du pli ouest de la Gardiole. Donc, protéger ces ressources en eau. Également, vous avez les zones de sauvegarde non exploitées de Murviel-lès-Montpellier et des zones également au niveau d'Issanka. Privilégier la localisation du développement urbain sur des sites susceptibles d'être alimentés et raccordés, mais développer et optimiser des systèmes d'assainissement, entre autres urbains, pour préserver la qualité des milieux récepteurs avec le site de MAERA, entre autres. Mettre en œuvre, donc, un plan de désimperméabilisation des espaces déjà urbanisés. Il y a des parkings bétonnés que l'on peut casser pour faire autre chose sur ces parkings. Et planter des arbres pour favoriser la perméabilisation et que l'eau de pluie soit absorbé. Et surveiller le renouvellement urbain, espaces publics, places de parking. Ou végétalisation. Ce que l'on a fait, entre autres, sur Ode à la mer. Donc, le PLUI va favoriser les espaces de cours d'eau, les captages, interdictions d'occupation ou d'utilisation du sol en périmètre des captages.

Ensuite, agir contre le changement climatique et optimiser les ressources énergétiques et leur distribution. Donc, il va falloir encourager la mobilisation des énergies locales, renouvelables, et tendre vers une autosuffisance énergétique. En 2018, la Métropole engage l'élaboration d'un schéma directeur multi-énergie. Il s'agit donc de structurer les différentes filières, notamment photovoltaïques, centrales, et puis, comme vous le disiez, Monsieur le Maire, dernièrement, et vous l'avez dit à plusieurs reprises, au regard des conditions climatiques de l'ensemble de l'environnement de Montpellier, il s'agit notamment de développer une métropole solaire. Favoriser l'optimisation des coûts de fonctionnement des réseaux par la recherche de complémentarités et d'interactions entre les réseaux d'électricité et de gaz, de chaleur et de froid. Optimiser, c'est très important, la récupération d'énergie, et le tri sélectif, et réduire la consommation des énergies fossiles.

Parallèlement à cela, l'autre thématique, 2, c'est l'habitat. Il va falloir poursuivre l'effort de production, évidemment, en faveur d'une offre de logements accessibles et diversifiés. Et répondre à la demande, surtout, et à la diversité des parcours résidentiels. Vous savez que, à l'horizon 2030, on envisage de compter 545 000 habitants, ce qui représente, je vous le disais, plus de 1,2 % d'augmentation. Donc, il faut une répartition équilibrée de la production de logements, en cohérence avec la structuration de l'armature urbaine. La diversification de l'offre de logement social sur l'ensemble des communes. Et, surtout, j'aimerais insister sur le développement de l'accession abordable, et, plus largement, sur l'offre locative intermédiaire. Donc, maintenir l'objectif de

production en accession abordable. Localiser de manière renforcée, entre autres, ces logements autour du réseau armature train, TRAM et TCSP, et répondre à l'évolution et à la multiplicité des modes de vie par des formes d'habitat adaptées. Privilégier la production de logements en investissement urbain. Tendre vers 60 % des logements accueillis en urbanisation existante et engagée du SCoT 2 et mettre en œuvre de grands projets moteurs de réinvestissement urbain, tel qu'on le fait à la Mosson, à la Restanque, entre autres. Plus largement, au titre du NPRU, il s'agit de confirmer la vocation du quartier de la Mosson comme un secteur majeur de développement à l'échelle de la Métropole. L'objectif est d'y développer un projet de grande ambition, entre autres. Les grands secteurs sur lesquels des dysfonctionnements urbains sont constatés, le Grand Mail, par exemple, seront remodelés. Et organiser, évidemment, la mixité sociale. Avec des logements spécifiques, jeunes, seniors ou d'insertion. Et l'ouverture à la mixité des quartiers défavorisés. Enfin, il faut promouvoir un habitat qualifié, intégré, favoriser des configurations urbaines qui favorisent l'intégration urbaine et la qualité de vie, et donc développer l'habitat en articulation avec l'offre de transports en commun et l'équipement de proximité. C'est très important. Et valoriser des éléments de nature, entre autres, à lutter contre les îlots de chaleur. Et le traitement des espaces publics du quotidien. Le projet vise donc à moderniser, entre autres, avec la façon de faire évoluer cet habitat, le parc de logements existant, au niveau de la performance énergétique, de la lutte contre ce que l'on appelle l'habitat indigne, et l'adaptation des logements au vieillissement et handicap, entre autres. Cette modernisation revêt une importance particulière dans certains secteurs comme celui des Cévennes, à Montpellier, qui fait l'objet d'un projet en ANRU 2. Il s'agit alors d'intervenir sur l'habitat, mais aussi sur le désenclavement de ces quartiers, par la construction d'une trame viaire continue et sur ces commerces qui sont, évidemment, très importants.

Ensuite, les transports et les déplacements. C'est la thématique 3. Il va falloir développer la connexion du territoire et son rayonnement extra-métropolitain. Connexion à l'aéroport international, évidemment, avec la prolongation de la ligne de tramway, ou un autre mode de locomotion sur cet aéroport international. Intégration de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan, je vous en parlais tout à l'heure, la LNMP qui prolonge le contournement ferré Nîmes-Montpellier. L'appui du réseau armature de transport métropolitain sur les PME structurantes de premier niveau. Pôle d'échange multimodal. La ligne 1 de la gare. L'affirmation des connexions avec le port Sète Frontignan Sud de France pour renforcer les lignes ferroviaires. Et, enfin, la mise en valeur du canal du Rhône à Sète, pour les trajets touristiques, mais également, pensez-y, pour des transports de marchandises. Toujours dans les transports et déplacements, structurer les réseaux de transports pour faciliter les échanges. Alors, là, il va falloir prendre appui sur les trains régionaux et intercités ce qui ne pourra s'exercer pleinement, je le précise, qu'après la mise en service du contournement – j'insiste un peu, mais c'est important – Nîmes-Montpellier, CNM, et les deux gares (Sud de France et Manduel). Il faut donc accroître l'offre de trains régionaux et inter-villes. Il faut renforcer et développer les transports collectifs urbains et périurbains à partir du réseau armature train et TCSP, tramway ligne 5 et, donc, tout ce qui est à haut niveau de service, aussi, à envisager et que l'on peut déplacer au niveau de la A750. Renforcer le maillage des lignes de transports en commun et connecter les territoires voisins qu'il ne faut pas oublier. Nationaux, interrégionaux, métropolitains, évidemment, et locaux. Hiérarchiser et développer le réseau viaire à travers la constitution d'une boucle de contournement routier, A709, le contournement ouest, la liaison intercommunale d'évitement Nord, déviation, et la route nationale 113. Développer le réseau viaire par la réalisation de voies structurantes, la déviation de Castries, le COM et le contournement Nord de Lattes. Tout ceci étant fait, cela améliorera évidemment les transports et les déplacements de notre centre-ville, de notre ville et de notre Métropole. Et conforter, en dernier lieu, le réseau viaire de proximité, au travers d'aménagements adaptés. Et, enfin, il va falloir innover, pour impulser de nouvelles manières de se déplacer. De nouveaux comportements en matière de mobilité.

Il faut donc affirmer un territoire favorisant les modes actifs. Développer un réseau cyclable. J'ai Madame CHARDES à côté de moi, et elle vous en parlerait mieux que moi. Développer un réseau cyclable et des continuités d'itinéraires piétons facilitant des usages de proximité. Faciliter au maximum les usages des modes actifs et piétons en réservant et en travaillant sur la traversée des carrefours, entre autres. Développer les infrastructures des mobilités douces, leviers d'articulation et de cohérence du grand parc métropolitain avec des boucles découvertes thématiques, pourquoi pas, sur le vin, l'œnotourisme, la production agricole, le patrimoine ou les milieux aquatiques. En tout cas, ces dispositions du PLUI répondent aux objectifs clairs du schéma directeur de mobilité. Pour parvenir à une optimisation de cette ambition, travailler sur le réseau magistral autoroute à vélo sur les réseaux de liaisons qui constituent l'armature du réseau cyclable, et sur les réseaux de proximité qui créent des liaisons secondaires et complémentaires au réseau de liaisons.

Et, enfin, évidemment, faire de la politique de stationnement – et, là, je pense que quelqu'un d'autre pourra en parler largement, c'est l'Adjointe ici présente, Madame ACQUIER – un levier d'action en faveur du changement des pratiques de mobilité. Mutualisation du stationnement, mise en place d'une tarification adaptée, tarification des parcs en ouvrages du centre-ville, et développement d'une offre de stationnement en nombre adaptée et facilitée au sein de la Métropole.

Enfin, il faut intégrer la logistique, et notamment celle du dernier kilomètre, c'est très important, au fonctionnement urbain. Au niveau du marché d'intérêt national (MIN), la plateforme logistique est au centre-ville, mais également près de l'A709, près du chemin de fer. Il faut favoriser les plateformes urbaines mutualisées du dernier kilomètre. La préservation des installations terminales de marchés, ce que nous avons fait au Salaison, sur le parc du Salaison, avec la signature de la convention, l'autre jour, justement, avec Système U et Monsieur le Maire. Et, enfin, développer les espaces de coworking. Je ne prêcherai pas pour ma paroisse, mais vous savez que le télétravail, les espaces partagés réduisent évidemment les déplacements domicile-travail. Ces espaces devront être prévus autant en extension qu'en renouvellement urbain.

La thématique 4, les équipements. Rechercher la cohésion sociale des territoires dans l'accès aux équipements et développer les facteurs d'attractivité. Mise à niveau, en réseau, d'une structuration-consolidation des équipements. Depuis longtemps, on y travaillait déjà, mais il faut conforter les équipements existants. Je vous en citerai. Le hangar, à Montpellier, l'UCESMA, sport Neptune, etc. Développer l'offre d'équipements de proximité ayant un rôle local, mais également, c'est très important, ceux qui ont un rôle, je dirais, dans un quartier, qui animent un quartier, socialement, qui créent une cohésion sociale. Conforter, également, un ensemble de lieux et d'équipements à fort rayonnement. Les équipements universitaires et de recherche, évidemment, avec la stratégie immobilière que nous avons faite, déjà, avec la COMUE en 2016. Favoriser les équipements de santé publics et privés en restructuration immobilière avec le CHRU et l'accueil des cliniques, entre autres, et les équipements culturels, le Zénith, le Corum, le musée Fabre, le futur MoCo. Le tourisme d'affaires urbain. Et ne pas oublier, évidemment, les établissements sportifs et les complexes sportifs.

Enfin, conforter une offre de loisirs en s'adressant autant à la population permanente qu'aux usagers occasionnels du territoire. Le patrimoine historique et archéologique est, évidemment, à Lattes et à Murviel-lès-Montpellier. Mais, quand même, c'est notre patrimoine. Touristiquement, c'est là où nous allons, c'est là que nous conseillons à nos touristes d'affaires, touristes courts, d'aller visiter ce patrimoine historique et archéologique. Et nous en avons également, au centre. Monsieur le Maire aime faire visiter les bains juifs au centre-ville de Montpellier. Le patrimoine naturel, évidemment, avec la création d'aménagements pour les médiathèques, entre autres, et tout ce qui est équipements culturels, médiathèques, bibliothèques et conservatoire à rayonnement régional. Les activités de

pleine nature, œnotourisme, boucle pédestre ou VTT. Et, enfin, le Grand Cœur. Ce Grand Cœur, vous le savez, 70 000 habitants, c'est notre terrain de jeu, c'est notre lieu de loisirs, il faut le préserver et continuer à l'entretenir. Pour ces équipements, évidemment, on va privilégier les équipements sanitaires du territoire. Dans un souci de gestion du cycle de l'eau et de préservation de la qualité de l'eau pour la consommation, évidemment, humaine, le PLUI assure, afin de développer des équipements visant à améliorer la capacité des milieux récepteurs en cohérence avec la croissance de la population, la protection de la ressource en eau et des captages, le développement des capacités de traitement et de collecte des eaux usées, en cohérence avec le développement urbain et l'accueil des nouvelles populations dont il faut tenir compte. Il faut structurer la filière de gestion des déchets, et, également – Madame BARTHAS en parlerait mieux que moi –, il faut optimiser le traitement des déchets, favoriser le recyclage des matériaux et leur réutilisation. Et penser aux objectifs de la loi de transition énergétique pour la croissance verte sur laquelle, justement, on doit s'engager. Contribuer à renforcer l'accessibilité sociale et l'intégration paysagère des unités de tri, préparation, transfert et traitement. Et accompagner la filière des matériaux de construction en cohérence, entre autres, à ne pas oublier, avec le schéma départemental des carrières.

Dans la thématique 5, la dernière, c'est poursuivre une stratégie de développement économique basée sur l'innovation. Vous le savez, c'est nouveau, l'immobilier d'entreprise localisé dans les cadres propres à chaque filière. Continuer à constituer une offre foncière et immobilière pour réunir et fédérer les acteurs du secteur de la santé, entre autres, dont on parlait tout à l'heure, et développer le projet Montpellier capitale santé, comme dans les quartiers du Millénaire et d'Ovalie à Montpellier, ou à Castelnau-le-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Eureka. Continuer à fédérer, concentrer les acteurs de santé constituant le cœur de l'écosystème numérique d'innovation de la *french tech* qui se trouve dans l'ancienne Mairie, mais également dans le territoire Eureka du Millénaire. Et, surtout, dans le projet de Cambacérès, favoriser la structuration d'une véritable filière des industries culturelles et créatives comme on a commencé à le faire sur le site de l'EAI. C'est construire la ville sur la ville. C'est améliorer, valoriser notre patrimoine, tout en confortant l'économie. Conforter l'économie du savoir et l'enseignement supérieur, la recherche publique et privée. Et mettre en œuvre la politique agro-écologique et alimentaire. C'est un défi très important avec le MIN et le quartier du MIN de la Restanque à Montpellier sur lequel, évidemment, nous allons mettre, également, des restaurants, et également des entreprises, pour valoriser ce MIN. C'est très important. Et, assurer, donc, toute cette économie qui tourne autour des technologies environnementales et qui attend de notre part. Comme nous le faisons depuis longtemps, depuis que nous avons voté le schéma d'accueil des entreprises, nous sommes à leur écoute, et nous les implantons, évidemment, sur notre métropole, et même au centre-ville. C'est le cas du quartier du nouveau Saint-Roch. Ensuite, évidemment, cela ne va pas sans, c'est obligatoire, assurer un développement du très haut débit sur le territoire. C'est la politique numérique de la métropole. Je tiens à vous signaler qu'ayant été convoquée au Sénat par Monsieur Mounir MAJoubi pour siéger à sa table, sur une table ronde sur le déploiement de la fracture numérique...

Monsieur le Maire : Invitée. Pas convoquée.

Madame MARION : Invitée, excusez-moi.

Monsieur le Maire : Un secrétaire d'État ne convoque pas un élu de la Ville. Invitée. Par Monsieur MAJoubi.

Madame MARION : Invitée par Mounir MAJoubi de façon à parler de la fracture numérique, à mon grand étonnement, je savais que nous étions bien placés vu que l'on couvre 60 % – et sûrement

un peu plus depuis – de fracture numérique sur notre territoire, mais il y avait des métropoles qui n'étaient qu'à 2 %. Voilà pourquoi je faisais partie de la table ronde, en tant que représentante de la Métropole de Montpellier. Donc, c'est important. Pourquoi ? Parce que le déploiement d'infrastructures numériques doit être continué. Il faut être à 100 %. Développement du laboratoire d'innovation de la cité intelligente. Vous le savez, la Ville de Montpellier est un laboratoire vivant pour la cité intelligente, et il faut continuer. Il faut fixer les entreprises dans le cadre de notre schéma d'entreprises et impliquer les usagers, comme on l'a fait, toujours, et les citoyens. Créer une offre foncière attractive et durable avec un environnement et un paysage de qualité, favoriser les comportements durables, pour répondre aux demandes des entreprises, avec le souci de faire de l'émergence une offre de services, évidemment, très importante.

Et, enfin, il faut diversifier l'économie du territoire. Répondre aux besoins d'implantation des activités, proposer des entreprises de parcours. Alors, si vous le permettez, quand même, Monsieur le Maire, je veux rappeler les chiffres dont on n'a pas tellement parlé dans la presse. Si les journalistes sont toujours là, je voudrais le redire. Les chiffres de la création d'emplois, pour le quatrième trimestre 2017 : la création d'emplois a augmenté de plus 3,2 % sur la Métropole, ce qui correspond à 5 850 postes et créations d'emplois. C'est comme cela qu'on travaille depuis trois ans et que l'on va continuer à travailler. Le plus que l'on peut, pour continuer à créer des emplois. Favoriser, donc, le développement d'un tissu économique de proximité et valoriser le cœur de la Métropole, évidemment, c'est quelque chose d'important pour la Ville de Montpellier, pour promouvoir des formes économiques de proximité compatibles. Donc, pour cela, il faut poursuivre le maillage en réseau, favoriser le numérique, aussi, c'est très important. Requalifier, densifier le tissu économique prioritaire et poursuivre le soutien du développement économique dans les quartiers politiques de la Ville. Nous le faisons depuis longtemps et avons signé le PODEM avec l'État, les entreprises. Madame YAGUE pourrait vous en parler. Il est important de continuer à travailler dans les quartiers politiques de la Ville. Développer des polarités économiques attractives et durables avec, vous le voyez, les quatre polarités différentes : économie rayonnante en tissu mixte, économie rayonnante tout court, des économies d'équilibre, et des polarités économiques de proximité.

Enfin, pour terminer, favoriser – et, évidemment, Madame ROUSSEL-GALIANA, ici, à ma gauche, en parlerait mieux que moi – et développer une offre commerciale plurielle et qualifiée et structurer une armature commerciale hiérarchisée, intégrée, en ralentissement de 9 000 à 8 200 m² nets de surface par an. Et affirmer la diversité des polarités commerciales pour renforcer les équilibres commerciaux de la Métropole. Ceci est important. Pour favoriser le cœur métropolitain à partir du Grand Cœur de Montpellier, mais renforcer, également, le noyau métropolitain sur l'axe Port-Marianne, Odysseum, Cambacérès et Ode. Donner la priorité aux commerces de proximité, conforter les pôles métropolitains dans une couronne de portes. J'insiste sur ces portes qui sont des zones commerciales structurantes existantes, de périphérie, à réinvestir, à réorganiser, à valoriser. Accompagner la consolidation potentielle de deux secteurs de territoire, à l'ouest, potentiellement localisés, et, à l'est, un pôle intermédiaire, secteur Vendargues-Castrie. Et favoriser la modernisation des équipements commerciaux, ce qui est important en matière de qualité, de fonctionnalités et d'adaptation aux modes de consommation.

Et, pour terminer, je voulais dire que les objectifs de limitation de la consommation d'espace dans le prolongement du SCoT 2, c'est de tendre vers 60 % des besoins satisfaits dans le tissu urbain mixte, dans l'urbanisation existante et engagée, logements, tertiaire, commerces, équipements. Tendre vers 15 % des besoins satisfaits dans le tissu économique des parcs d'activités existants. Adapter les niveaux d'intensité en fonction de la qualité de la desserte en transports collectifs. Préserver l'équilibre : un tiers maximum d'espace urbain, à urbaniser, et deux tiers d'espace naturel et agricole,

ce qui rejoint le protocole que vous avez signé, Monsieur le Maire, avec la Chambre d'agriculture. Et maîtriser les capacités d'accueil du littoral.

Ce projet, que je vous ai présenté, est un projet ambitieux parce que nous sommes ambitieux, certes. C'est un projet qui s'inscrit dans la volonté de Philippe SAUREL, Maire de Montpellier et Président de Montpellier Méditerranée Métropole, de faire une Métropole productive, connectée, écoresponsable et solidaire. Et, pour conclure, afin de ne pas être en reste avec mon collègue et ami Monsieur Max LEVITA, je finirai, si vous le permettez, avec une citation que j'ai tirée de Monsieur Jean-Jacques ROUSSEAU. : « Les habitations font la ville, et les citoyens font la cité. ». Je vous remercie. Et je vous laisse la parole.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci, Madame MARION, pour ce rapport très complet sur le PADD, sur le PLUI, sur la politique en termes d'aménagement, de la Ville, dans son grand territoire. Qui demande la parole ? Monsieur MOURE.

Monsieur MOURE : Monsieur le Président, chers collègues, l'objet de cette délibération est de prendre acte de l'existence du projet et de prendre acte, également, du fait qu'un débat a été lancé et s'est tenu, dans la séance. Donc, il n'y a pas de problème par rapport à cela. Et nous voterons cette délibération. Maintenant, sur les éléments qui sont le contenu de cette délibération. Madame MARION, ne prenez surtout pas mal ce que je vais dire, parce que j'approuve intégralement ce que vous avez évoqué, et c'est important. C'est un « immeuble d'informations » que vous avez donné, qui touche à tous les secteurs, que ce soit l'urbanisme, le social, le logement, l'innovation, la modernité, et beaucoup de mots en « té » tels que la mode, en quelque sorte, de l'époque, veut que l'on développe les présentations de sujets. Pas ici, mais partout, avec ces fameux mots « efficacité », etc.

Je tiens quand même à dire une chose. Et je fais le lien avec un propos qu'a tenu Max, tout à l'heure, quant à ce qui avait été fait depuis 47 ans en matière de politiques publiques. Je vais être très court. Depuis 81, ce qui a été quand même caractéristique, ce qui a été dit par Michaël DELAFOSSE tout à l'heure, c'est l'effort et l'action de décentralisation qui a porté ses fruits sur des éléments très concrets concernant les différentes institutions principales, par exemple, concernant le Département, la création de collèges, la création de lycées par la Région. Ensuite, les équipements en stades, les routes, la solidarité. C'était l'action visant à rapprocher les politiques publiques au plus près des citoyens, en fonction des besoins ressentis, constatés, et qui manquaient aux citoyens dans la proximité. Cela a nécessité un engagement de politiques publiques qui est loin de représenter une gestion calamiteuse, comme tu l'évoquais tout à l'heure. Ensuite, il y a eu un deuxième volet, aux alentours des années 2000, 1990-2000. C'est l'affirmation de l'intercommunalité. Avec, notamment, un élément important, qui a été celui que la taxe professionnelle a été récupérée par la territorialité. Pour répartir l'effort sur les territoires en matière économique et non pas faire bénéficier, à quelques encablures près, des communes riches du fait qu'elles avaient une entreprise sur le territoire alors que les communes qui étaient à côté, qui avaient un nombre conséquent de personnes qui travaillaient dans cette entreprise, restaient à l'Etat fort, au point de vue finances. Tout ça, ce sont des dispositions qui étaient mises en place, et l'intercommunalité s'est accompagnée, également, notamment chez nous, ici, par la création de l'Agglomération et, ensuite, la Métropole, dans son prolongement direct. Là, un certain nombre de compétences ont été dégagées, sur les thématiques que vous avez abordées, et qui ont correspondu aux différentes directions qu'a reprises et qu'a complétées la Métropole. C'est tout à fait normal. Mais, là, on est dans un ensemble de points qui sont évidents, qui paraissent évidents, qui sont nécessaires, qui sont indispensables, qui sont la

traduction de ce qu'a été le passé, qui incarnent le présent, et qui, bien sûr, illustrent ce qu'il faudra faire dans l'avenir. Mais, à quelques différences près, propres aux spécificités de tel ou tel territoire, n'importe quelle intercommunalité en France peut tenir les mêmes propos. C'est-à-dire qu'il y a un plan de développement durable qui est nécessaire, un SCoT qui avait été fait et qui est en cours de révision et va sur un avenir d'un peu plus long terme. Mais, en gros, tout le monde peut dire la même chose, selon que l'on a davantage de secteurs littoraux, que l'on est en zone de montagne, etc.

Moi, ce qui m'interroge quand même, par rapport à cela – et je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit là-dedans –, c'est quel est l'écart, tel qu'il est perçu, entre le citoyen et la réalité concrète de l'engagement d'un certain nombre de mesures. Pas forcément celles dont on est responsables, nous, au niveau de la Métropole. Je vais prendre deux ou trois exemples, très simplement. On évoque tout, dans ce dossier. Notamment, je vais prendre l'exemple des transports. Mon propos n'est pas critique, il est pour illustrer, peut-être, ce sur quoi devraient se pencher les collectivités locales et les élus, en ce moment, pour peut-être rapprocher les citoyens de la politique. *Quid* sur l'axe des transports, effectivement, de Montpellier-Perpignan, du projet de Montpellier-Perpignan ? Il figure sur les tables. Il est dans les cartons et sur les tables rondes de présentations diverses et variées depuis des années. Et on nous dit qu'il est stoppé. Le contournement Ouest de Montpellier, sur un cas bien précis – et je ne mets en cause personne, ici présent, dans cette salle –, on nous parle du contournement Ouest comme d'un élément indispensable pour favoriser la mobilité, les déplacements, se rapprocher des populations. *Quid* de l'avancement concret du contrat de plan ? Il est signé. 4, 5 ans. Je suis convaincu que quand on arrivera au terme du contrat de plan, on en sera à un tiers ou à deux tiers de ce qui avait été prévu. Et on continue à communiquer, effectivement, sur le côté incontournable d'avoir à réaliser cela. La ligne 5 n'a pas été faite, pour différentes raisons, au moment où elle devait être terminée. On va en prendre, en gros – mais je ne veux pas apparaître trop négatif –, avant qu'elle ne soit terminée complètement, par rapport à la dimension, le trajet qu'elle était censée couvrir, pour 10 ans de plus et une augmentation des dépenses publiques.

Ainsi sur beaucoup de sujets. C'est cela qui me paraît important. Aujourd'hui, je crois que c'est normal d'inventorier, avec les services, qui l'ont fait, en y mettant des noms différents, des noms nouveaux, des noms plus modernes, en s'inspirant de telle ou telle particularité qui a été relevée au fur et à mesure des études. C'est normal qu'on le fasse, mais, ce qui est important, c'est peut-être de réfléchir à une autre politique. Celle qui viserait peut-être à raccourcir le temps entre le moment où on pense un projet intéressant ou une cause intelligente à développer et à poursuivre, et le moment où, via un certain nombre, qui de contrats ou de conventions, elle va pouvoir être réalisée. Parce que, quand je prends le cas de ce qu'il faut faire, par exemple en matière de foncier économique – et je partage la totalité de ce que vous avez dit –, pour le foncier économique, on sait très bien, quand même, que l'Agglomération de Montpellier, la Métropole de Montpellier, on est relativement réduit par rapport au potentiel de terrain disponible pour, non pas faciliter les start-ups, qui sont indispensables, mais arriver à positionner des entreprises de dimension beaucoup plus importante en termes de logistique. Si on pense que l'on va réaliser cela avec des conventions avec les autres territorialités, à mon avis, on se trompe. Le seul élément qui permet de le réaliser, c'est ce qui avait été évoqué à un certain moment, c'est-à-dire agrandir le territoire de l'Agglomération de Montpellier, pour que tout le monde soit logé, en quelque sorte, sur une même règle d'égalité, quelque chose d'équitable, dans le partage des recettes et des dépenses. Je vois mal un certain nombre d'autres intercommunalités mettre à notre disposition, avec des conventions de tel ou tel acabit, du foncier pour développer de l'emploi. Et il n'y a pas que l'emploi des grandes entreprises qui est important. L'emploi des start-ups est déterminant, l'emploi des artisans est fantastiquement intéressant, de même que les commerçants, à développer. Je m'arrêterai là.

Mais, tout en étant d'accord, et on va le voter, c'est l'abîme qu'il y a – et ce n'est pas critique, par

rapport au contenu de ce que vous avez apporté – entre ce qui est présenté et la manière dont le tout commun intègre ces données-là. On présente ce dossier à une assemblée très variée, de professions ou autres, et ils s'en vont, les gens. Parce qu'ils veulent du concret. C'est ce à quoi il faut que l'on pense, que l'on travaille sur des éléments beaucoup plus rapides, beaucoup plus tangibles, pour amener les réponses. Je rappelle donc les trois cas. Le TGV, la ligne Montpellier-Perpignan, la ligne 5, et le contournement Ouest. Et vous verrez que, dans les délais, on sera loin du compte. Alors que les gens se passionnent et sont prêts à s'investir si, effectivement, ce qu'ils ressentent en termes de difficultés ou en termes d'insatisfaction sur le terrain est réalisé dans les meilleurs délais. J'ai revu, et j'adhère, bien entendu, à l'essentiel de la trame sur laquelle on avait travaillé depuis la création de l'Agglomération, en 2000, 2001. On a parlé trois ou quatre fois du PADD, ici, et en Métropole, et c'est très bien. Mais comment la Région perçoit, par exemple, le PADD, ou le PLUI que l'on a montré ici ? Comment, de manière très concrète, elle va dire, par exemple, au Président de la Métropole : « OK, je suis ultra-convaincue de cela, il faut que l'on accélère en termes de priorités » ? Il n'y a plus de priorités, au-delà de ce qui est affiché. Il y a uniquement une gestion, un peu trop comptable, Max. C'est pour cela que j'ai fait la référence à 81. Parce qu'on n'a pas, quand même, été que des zombies depuis 81.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MOURE. Monsieur DUMONT, prenez le micro de Monsieur LANNELONGUE, si vous voulez.

Monsieur DUMONT : Je voudrais simplement rebondir sur l'intervention de Monsieur MOURE. L'art de parler pour ne rien dire. De nous faire un grand rappel historique. Vous aussi vous parliez des « té » : « efficacité », « solidarité ». Vous étiez « Montpellier Unlimited ». On a vu ce que cela a donné. Vous semblez dire que, finalement, au bout du compte, on parle, on parle, et puis on ne fait rien. Ce qui éloigne le citoyen du politique. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Et il n'y a rien de nouveau, aussi, sous votre soleil. C'était comme cela avant. Donc, je crois qu'il faut raison garder et prendre les choses telles qu'elles sont, Monsieur MOURE, et ne donner de leçons à personne. Surtout pas vous.

Monsieur le Maire : Monsieur LEVITA.

Monsieur LEVITA : Juste un mot, à l'intention de Jean-Pierre MOURE. Je ne pense pas comme Monsieur DUMONT. Votre intervention était particulièrement intéressante. Je n'ai jamais voulu dire que la gestion des collectivités locales avait été calamiteuse au cours des 40 ans, car, là, vous pourriez me lancer des tomates. Je n'ai jamais dit ça. Je ne rejette pas ce qui a été fait, en particulier par les collectivités locales et surtout la nôtre depuis les 40 ans que j'ai cités. Simplement, la politique, c'est *hic et nunc*. Les conditions dans lesquelles nous avons travaillé dans les années 80, dans les années 90 et dans les années 2000, ne sont pas les mêmes que celles que nous avons en 2018. C'est tout. Comme ce ne sont pas les mêmes, on ne peut pas avoir la même politique. Ceci étant, je maintiens quand même que l'on est à 2 220 milliards de dettes. Que l'on y ait contribué pour beaucoup ou pas beaucoup, on y est quand même. C'est le premier point.

Le second point, je vous donne raison. Car il faudrait que l'on puisse, que l'on soit capable, de donner des plans plus précis dans l'avenir. J'ai déjà dit cela 20 fois. J'ai enseigné la planification, à l'université et, depuis que je suis à la Ville, je n'ai jamais pu pratiquer la planification. Car c'est plus compliqué que ce que je croyais. Prenez un autre exemple. La taxe d'habitation va disparaître en 2020, je crois. En tout cas, c'est ce que l'on nous annonce. Cela va être remplacé par quoi ? Qu'est-ce que l'on peut prévoir ? Comment on va faire un plan ? J'ai toujours été partisan de la planification, mais, là, à l'heure actuelle, on est dans le noir le plus complet. Vous avez raison, il faudrait que l'on puisse être plus précis. Le problème, permettez-moi de revenir à mon propos

initial, c'est que l'on est dans une telle panade que c'est impossible. On est au jour le jour, en ce moment. Et, ça, le résultat – je ne dis pas que c'est le résultat d'un tel ou d'un tel, car, en 40 ans, on y est tous –, c'est que l'on est aujourd'hui à 2 220 milliards. A 40 milliards par an d'emprunt. Vous vous rendez compte de ce que cela représente ? Avec les taux d'intérêt. Là, c'est en diminution, par rapport à l'année dernière, car on a une baisse des taux d'intérêt, mais, les taux d'intérêt, on ne sait pas ce qu'ils vont devenir. Il n'y a aucune prévision sur l'évolution. Mais, si jamais ils évoluent mal, nos 40 milliards vont passer à 50 milliards, en deux secondes. Donc, on est dans une politique contrainte, aujourd'hui. Très contrainte. Il faut que l'on sorte de cette politique. Et c'est pour cela que je vous ai encouragés à voter le contrat financier.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Moi, Monsieur DUMONT, je ne partage pas votre point de vue sur l'intervention de Monsieur MOURE. Monsieur MOURE a dit quelque chose de très important pour nous, ici. Monsieur MOURE a dit : « Je ne suis pas d'accord avec les conventions, Monsieur le Président, que vous passez avec les autres intercommunalités. Il faut donc agrandir le périmètre de la Métropole ». J'en déduis que le groupe socialistes, verts et apparentés souhaite agrandir les limites de la Métropole. Cela veut dire empiéter sur l'étang de l'Or, empiéter sur le Pic Saint-Loup, empiéter sur Sète, sur le centre Hérault et sur Lunel. C'est ce que vous avez dit. Je ne partage pas ce point de vue. Je pense que seules des conventions intelligentes, aujourd'hui, sont capables de régler les choses. Je ne suis pas Maire de Montpellier, Président de la Métropole de Montpellier pour l'annexion des territoires voisins. C'est ce qui nous différencie. Dans le propos. Rien n'empêche, par des conventions – et que ne l'avez-vous fait lorsque vous étiez aux commandes ?... Moi, j'ai remis, avec le Département de l'Hérault, une ligne de bus Montpellier-Palavas. Je l'ai fait. J'ai remis une ligne de bus avec l'Etang de l'Or, Montpellier Grand Travers. J'ai réglé le problème de l'eau avec le Pic Saint-Loup qui datait de la guerre Gérard SAUMADE – Georges FRECHE. Et on ne l'a pas fait en annexant les territoires. Voilà. C'est une question de philosophie. Moi, je suis pour la coopération. Je ne suis pas pour l'annexion. Je trouve que ce que vous avez dit vous marque terriblement par rapport à l'ensemble des Communautés de Communes voisines. C'est une différence fondamentale avec l'idée que j'ai, moi, de l'aménagement du territoire. Lorsque l'État, au travers de la loi NOTRe, a eu la possibilité de modifier les limites communales, intercommunales, pardon, personnellement, je ne me suis pas positionné sur le sujet. En préfecture. Parce qu'il était hors de question que le Maire de la Ville centre ait une attitude colonialiste sur les Agglomérations voisines. Je n'ai pas fait cela. Je vous le laisse, ce point de vue. Mais, celui-là, vous allez le traîner longtemps. Parce que je ne pense pas que les habitants de Mauguio, je ne pense pas que les habitants de Saint-Gély, de Teyran, de Saint-Clément, de Saint Aunès, et bien plus loin encore, apprécient beaucoup ce que vous venez de dire. Parce que toutes les avancées, en termes de coopération, nous les avons eues grâce à la Métropole négociée dont nous avons parlé avec Max LEVITA. Une Métropole soucieuse des Agglomérations voisines. Et les maires nous le rendent, les présidents d'Agglomération nous le rendent. Et nous arrivons à travailler avec eux. Donc, je ne pense pas, Monsieur DUMONT, que ce que Monsieur MOURE a dit était insipide. Il a exprimé un point de vue politique. Le point de vue politique, c'est que la Métropole de Montpellier, pour lui, doit prendre le pouvoir sur toutes les Agglomérations voisines. Je ne partage pas ce point de vue.

Applaudissements.

Monsieur MOURE : Monsieur le Président, si vous le permettez, c'est votre interprétation de ce que j'ai dit. Je n'ai pas du tout dit cela.

Monsieur le Maire : Vous l'avez dit.

Monsieur MOURE : Non, non, non. Je n'ai pas prononcé le mot « annexion », tel que vous l'avez

évoqué. Ni le mot « colonisation ».

Monsieur le Maire : « Il faut agrandir les limites ». Oui.

Monsieur MOURE : Nous sommes en train de discuter sur une évolution des territoires...

Monsieur le Maire : Vous étiez contre la coopération.

Monsieur MOURE : ... au travers des thématiques qui sont concernées par la vie sur un territoire. Je dis effectivement que, au niveau d'une échelle, qu'elle soit géographique, économique ou administrative, et politique si vous le voulez, mais au sens de politique d'intérêt général, dans la gestion des problématiques à résoudre sur un territoire, on s'est trompé, effectivement, d'échelle, et on a raté un train. Parce que, vu le positionnement des intercommunalités, beaucoup plus importantes, des villes beaucoup plus importantes, des villes Métropoles au sens plein du mot Métropole, que sont par exemple Marseille et Toulouse, il est évident que Montpellier est entre les deux, dans un couloir avec la vallée du Rhône qui va vers le sud, vers l'Espagne, et qu'il est évident que l'on a intérêt, dans le temps de l'histoire économique et géographique, à muscler la place que représente la ville centre de Montpellier et le territoire qui vit en interaction étroite avec elle. Je ne parle pas d'imposer aux gens de Mauguio, X, Y ou Z, de venir à Montpellier avec la Métropole qu'on leur imposerait. Ce n'est pas cela que je dis, du tout. Je parle uniquement sur la manière de faire avancer, avec les meilleurs éléments, tous les ingrédients que vous avez évoqués ici, qui me paraissent clés, mais que l'on ne pourra faire avancer par des conventions qui, tout autant méritoires qu'elles soient, ne sont que relativement formelles, subsidiaires, par rapport au fond du débat que nous évoquons ici.

Quand on évoque la notion de transfert entre le Nord de la France et le Sud de l'Europe, quand on évoque le lien avec la grande problématique de l'eau, là, on est obligé de sortir du contexte de la seule Métropole administrative. Il faut l'évoquer, effectivement, au niveau de la dimension des problèmes que cela pose. Ce n'est pas une critique que je vous fais. Vous le prenez comme une critique, mais ce n'est pas une critique. C'est un renvoi que je mets, que je lance à l'ensemble des décideurs, en termes d'orientations des choix de politique pour l'avenir. Je pense que l'on est dépassé dans la façon dont les éléments concrets viennent appuyer le delta qu'il peut y avoir entre l'objectif poursuivi par un PADD, par un PLUI, et la manière dont on arrivera à le concrétiser, *in situ*, même si on ne réalisera pas tout, mais dans le temps, concrètement, avec des éléments. Il n'y a pas que des éléments financiers. Il y a les engagements de responsabilité des uns et des autres, des collectivités. Pas uniquement vous, Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier, Maire de Montpellier. Mais l'ensemble de ceux qui sont à la Région, qui à Mauguio, au Département ou autre. Moi, je serais très fâché, en quelque sorte, très déçu, si, par exemple, le contournement Ouest de Montpellier – et je sais que vous n'y êtes pour rien, dans la responsabilité, je vous mets à l'aise, par rapport à cela –, on prenait trop de temps à le réaliser, alors qu'il me paraît vital. Pas uniquement pour l'axe Nord-Sud ou Sud-Nord, comme on l'a évoqué l'autre jour à la Métropole de Montpellier, mais par rapport à ce que cela induit dans le grand déplacement sud-montpellierain depuis la future gare jusqu'à Saint-Jean-de-Védas et en direction du bassin de Thau. C'est tout l'enchevêtrement de tout cela. Et, là, malheureusement, je crois que l'on a, d'une part, une lecture du temps qui est devant nous qui est importante, qui est incontournable, qui est nécessaire, qu'il fallait faire, je suis d'accord avec cela – premier point, il est posé – ; mais je sais que, à côté, d'autres en ont qui sont les leurs propres et qui ne sont pas toujours exactement compatibles dans le temps et dans la volonté avec les nôtres, et que, à côté de cela, il y a le temps qui passe. Le temps qui passe, c'est un autre critère, qui fait que l'on est loin, très souvent loin de ces réalités-là. C'est tout ce que je voulais dire. Et loin de moi la pensée d'annexer les communes qui ne sont pas dans le territoire de la Métropole. C'est un

débat qui s'est joué en un autre temps. Et si j'avais eu davantage, peut-être, l'occasion d'être présent à une ou deux réunions où cela a été nécessaire, peut-être qu'on y serait arrivé. Et je suis d'accord avec vous sur le fait que c'est par la concorde, l'explication et la mise en commun d'intérêts, effectivement, que l'on arrive à solutionner.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE.

Monsieur DELAFOSSE : Merci de me donner la parole. Je crois que Jean-Pierre MOURE a bien précisé sa pensée sur la conception de l'intercommunalité. Ce sont des limites. Des limites intercommunales, une carte héritée, mais, vu de loin, on voit bien qu'il y a des nécessités de travailler ensemble, de coopérer. Et vous avez fait là une liste, avec des rencontres. Permettez-moi de vous en suggérer une qu'il faudrait placer au rang des priorités absolues. C'est la coopération pour le développement de l'aéroport de Montpellier. Qui n'est pas dans le périmètre de la Métropole, mais qui est, ô combien, stratégique pour le développement économique de notre territoire.

Monsieur le Maire : On coopère. On donne autant que vous au Département.

Monsieur DELAFOSSE : On vous invite à bien affirmer, de ce point de vue-là, un soutien fort pour l'aéroport de Montpellier. Je suis certain que vous y êtes très attaché. Et en particulier la nécessité absolue, pour nos entreprises, d'avoir un aéroport qui soit extrêmement bien positionné dans une compétition qui est féroce sur l'aérien.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, cela fait un an que vous êtes revenus au concours, avec le Département. Avant, vous ne donniez pas un sou. Eh oui !

Monsieur DELAFOSSE : Cette collectivité n'a plus la compétence de développement économique. Vous êtes le Président de la Métropole. C'est la loi.

Monsieur le Maire : Et pourquoi vous avez donné de l'argent, cette année ?

Monsieur DELAFOSSE : Au titre de l'accompagnement du tourisme qui, là, reste.

Monsieur le Maire : Donnez un peu plus.

Monsieur DELAFOSSE : Moi, je vous enjoins, vous qui avez la compétence développement économique, en tant que Président de la Métropole, à être là. Vous faites l'éloge de la coopération.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, vous donnez combien à Béziers ? À l'aéroport de Béziers ?

Monsieur DELAFOSSE : Monsieur le Maire-Président, vous faites l'éloge de la coopération. Là, vous avez un enjeu prioritaire.

Monsieur le Maire : Monsieur de SAINT-JOUAN.

Monsieur de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, chers collègues, bonjour. Le PLUI, en fait, c'est un plan, c'est une planification. Évidemment, on a eu une belle présentation, de beaux mots, avec lesquels je suis généralement, effectivement, d'accord. Mais, après, il y a des priorités qui doivent s'en dégager. Et des priorités concrètes. J'en prends quelques-unes. La ligne 5, par exemple, le contournement Ouest. Qui sont des grands projets, en fait. C'est là-dessus que l'on sera jugé. Est-ce

que l'on a été capable de faire passer la ville d'un état à un autre et de la transformer de manière durable ? La question, c'est que, une fois que ces priorités et ces grands projets, ces grands cailloux, sont déterminés, il faut les financer. Et, pour les financer, on ne va pas faire cela tout seul. On a vu le contexte économique, on en a parlé, et il faut de la coopération, de la bonne entente avec les institutions. Or, je vois aujourd'hui des relations quand même difficiles avec le Conseil général. Des relations difficiles avec le Conseil régional. Je vois un discours où on parle d'annexion, où on accuse Monsieur MOURE de parler d'annexion des collectivités en dehors de Montpellier. Moi, je n'ai pas entendu cela dans le discours de Monsieur MOURE. En fait, là où je veux en venir, c'est que je pense que l'on ne peut pas développer la Ville en s'opposant tout le temps et que l'on n'est pas seul contre tous. Et qu'il faut changer.

Monsieur le Maire : Cela vous agace, cela.

Monsieur de SAINT-JOUAN : Cela m'agace ? Non. Je trouve cela inefficace. Je ne trouve pas cela très intelligent et très efficace. Je pense que cela fait très longtemps que c'est comme cela parce que cela ne date pas d'aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Cela vous agace parce que cela vient titiller une partie de votre culture propre.

Monsieur de SAINT-JOUAN : Mais je pense que Montpellier a été une ville de gauche, qui a été en opposition, pendant des années, avec le Conseil général, qui, lui-même, était à gauche, ou le Conseil régional, et que l'on est encore dans cet immobilisme-là et coincé là-dedans. J'aurais attendu de votre part que l'on puisse en sortir, mais je ne vois pas cela venir.

Monsieur le Maire : C'est que vous ne connaissez pas les dossiers, mon cher Monsieur de SAINT-JOUAN.

Monsieur de SAINT-JOUAN : Il n'y a pas besoin de les connaître pour voir les attitudes et ce que disent les journaux.

Monsieur le Maire : Parce que le contournement Ouest, qui est-ce qui l'a négocié sur le contrat de plan État-Région ? C'est qui ?

Monsieur de SAINT-JOUAN : On verra quand cela va se faire.

Monsieur le Maire : C'est qui ? Qui a mis 25 millions ? Et avec qui ? Vous ne connaissez pas le dossier, Monsieur de SAINT-JOUAN. Vous parlez. Vous êtes un peu comme certains socialistes, voyez-vous. Vous parlez. Vous parlez. Vous parlez. Vous êtes généreux avec l'argent des autres. Moi, je planifie. Je suis plus proche des communistes, en ce sens. Le contrat de plan État-Région, c'est moi qui l'ai fait. Ce n'est pas Monsieur MOURE. C'est moi, sur le contournement Ouest. Qui c'est qui a mis les 25 millions ? C'est moi. Avec la Région, avec le Département. La Métropole, la Région, le Département et l'État. 25 millions d'euros. C'est nous qui les avons mis. Ce n'est personne d'autre. Si vous connaissiez les dossiers, vous ne me poseriez même pas la question. Et la ligne 4, qui est-ce qui l'a faite ? Qui l'a faite ? Eh oui.

Monsieur de SAINT-JOUAN : C'était planifié avant, la ligne 4.

Monsieur le Maire : Voyez-vous, vous ne pouvez pas faire de la politique comme cela. Monsieur de SAINT-JOUAN, ressaisissez-vous. Ressaisissez-vous. Vous êtes un garçon intelligent, vous êtes un chef d'entreprise brillant. Revenez à des valeurs, je dirais, plus humanistes. Merci d'avance. Nous

allons prendre acte, puisque, là, il n'y a pas de vote. Si, il faut que l'on fasse voter qu'il y a eu un débat et qu'il y a eu un exposé. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Merci, Monsieur DUMONT, de m'avoir fait la courte échelle.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Chantal LEVY-RAMEAU entre en séance.

Monsieur Gérard LANNELONGUE sort de séance.

5. Modification n°12 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple sur le projet de modification

A la demande de la Ville de Montpellier, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier par arrêté n°MAR2018-0101 en date du 21 mars 2018.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, adoptée par le Conseil de Métropole le 22 juillet 2015 et régissant les modalités de collaboration entre la Métropole et les communes sur la compétence PLU, le Conseil municipal doit émettre un avis sur le projet de modification.

Les 31 points proposés portent sur des modifications de fond et de forme suivantes :

A) Les modifications de fond

Modification n°1 : HOPITAUX FACULTES - Avenue du Père Soulas - Institut médico-éducatif (IME) : classement en zone d'unités foncières institutionnelles 3U1-1bw la parcelle de l'IME pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°2 : PLAN DES QUATRE SEIGNEURS - Rue de la Thériaque : classement en secteur de zone 4U1-1e la totalité de l'unité foncière de l'IDRAC (école supérieure de commerce) pour permettre l'extension de l'établissement.

Modification n°3 : CENTRE - ANTIGONE - résidence Port Juvénal : intégrer la totalité des redents de la façade arrière de la résidence Port Juvénal (arcs nord et sud) dans l'emprise constructible de la zone 1U4 afin de faciliter la gestion de ces espaces.

Modification n°4 : HOPITAUX FACULTES – rue de la Croix Verte – Institut du Cancer de Montpellier (ICM) : création d'un secteur de hauteur maximale des constructions à 15 mètres pour permettre le développement de l'établissement.

Modification n°5 : CENTRE - GARES - ZAC Nouveau St Roch - rue Leenhardt : augmentation des hauteurs constructibles à l'intersection de la rue du Grand Saint Jean et de la rue Leenhardt (passage de 13,50m à 19m) afin d'améliorer la composition d'ensemble du carrefour.

Modification n°6 : CENTRE- LES AUBES - Route de Nîmes : création d'un secteur de zone

1AU-7 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « secteur François Delmas nord » afin de prendre en compte le projet de ZAC.

Modification n°7 : PLAN DES 4 SEIGNEURS – rue de l'Hortus - route de Mende : modification du règlement du secteur de zone 1AU-2w et réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C2b afin de favoriser les perspectives d'évolution de ce secteur prochainement desservi par la ligne 5 du tramway.

Modification n°8 : PRES D'ARENES – rue de Saint Hilaire : extension du secteur 2U1-8cw pour accompagner les mutations le long de la ligne 4 du tramway.

Modification n°9 : PRES D'ARENES - avenue de Palavas : extension ponctuelle du secteur 2U1-8cw afin d'introduire de la mixité (logements) et de permettre le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°10 : PRES D'ARENES – avenue du Docteur Fourcade : levée partielle de l'emplacement réservé N1 pour l'ancien autoroute A9 sur la parcelle DO n°51, cet emplacement réservé n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°11 : HOPITAUX FACULTES - rue de Puech Villa : extension du secteur de zone 4U3-2 le long de la rue Puech Villa afin de favoriser le renouvellement urbain du secteur et de permettre des opérations de logements.

Modification n°12 : CROIX D'ARGENT - Avenue Villeneuve d'Angoulême - rue Colucci : modification de l'emplacement réservé C26 afin de permettre la desserte du secteur.

Modification n°13 : BEAUX ARTS - rue Henri Dunant-route de Mende : création d'un secteur de zone 1U2-7 afin de permettre la mutation d'un secteur à l'angle de deux axes majeurs.

Modification n°14 : PRES D'ARENES – Boulevard d'Orient – Avenue Albert Dubout : modification de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Boulevard d'Orient » afin de prendre en compte les récentes études sur la desserte du quartier.

Modification n°15 : PRES D'ARENES - ZAC de la Restanque : création d'un secteur de zone 2U1-15 rue de l'Industrie pour permettre la création d'un groupe scolaire, création d'un secteur d'activités 4U1-5cw sur le secteur du Marché d'intérêt national pour permettre l'accueil de la cuisine centrale, création d'un secteur de zone 2U1-15 entre la rue Montesquieu et la voie ferrée Sète-Tarascon pour permettre la réalisation de programmes de logements,, modifications, suppressions et créations d'emplacements réservés pour prendre en compte les récentes évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°16 : CROIX D'ARGENT - PAS DU LOUP - Avenue de Vanières - Quai Flora Tristan : extension du secteur de zone 2U1-1f pour introduire une mixité fonctionnelle (logements).

Modification n°17 : MALBOSC : suppression de l'emplacement réservé R54 pour groupe scolaire, l'équipement étant réalisé.

Modification n°18 : ESTANOVE - EAI : modification du règlement (articles 4 et 6) du secteur de zone 2U1-13 pour prendre en compte la rétention pluviale à l'échelle de l'opération d'aménagement et pour autoriser des saillies plus importantes sur le domaine public.

Modification n°19 : PAS DU LOUP - OVALIE - domaine de la Providence : évolutions réglementaires à l'angle place de la Providence – avenue de Toulouse (extension du secteur de zone 7AU-1, création d'un périmètre de hauteur à 27m et d'une implantation obligatoire) et modification du règlement de la zone 7AU (articles 6 et 7) afin de prendre en compte les évolutions programmatiques de la ZAC Ovalie ; suppression de l'emplacement réservé C107 pour création de la place de la Providence, cet espace public étant réalisé.

Modification n°20 : PORT MARIANNE – Pompignane – rue de Salaison - rue de la Vieille Poste – rue de Pinville : création de trois secteurs de zone 2U1-19, création d'un secteur de zone 4U1-4, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « *Plateau de la Pompignane* » afin de permettre le renouvellement urbain du secteur et l'introduction d'une mixité fonctionnelle (logements), création de l'emplacement réservé C258 entre la rue de la Vieille Poste et la rue de Pinville et élargissement de l'emplacement réservé C131 le long de la rue de Vieille Poste afin d'améliorer les liaisons du secteur.

Modification n°21 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - secteur 1U9 : augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions sur deux secteurs de la ZAC (de 36,5m à 41,5m) et élargissement de l'emprise maximale des constructions sur le secteur de la rue des Sept Cans (secteur de Projet urbain partenarial) pour prendre en compte les modifications mineures du plan de masse.

Modification n°22 : PORT MARIANNE – ZAC Port Marianne – Parc Marianne - Avenue du Mondial 98 - lotissement des Combelles : création d'une zone 1U10 couvrant les secteurs urbanisés de la ZAC et le secteur compris entre l'avenue Joan Miro et l'avenue du Mas Rouge, modification de l'emplacement réservé C99, modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « ZAC Parc Marianne » et extension ponctuelle de la zone N, afin de prendre en compte les évolutions du plan guide de la ZAC.

Modification n°23 : CENTRE – FIGUEROLLES – Avenue de la Liberté – rue Adam de Craponne : création d'un secteur de zone 2U1-18 et d'une orientation d'aménagement et de programmation « Liberté – Chaptal » afin d'orienter la mutation et le renouvellement urbain du secteur.

Modification n°24 : CENTRE – ARCEAUX - avenue de la Gaillarde-rue de Louvain : suppression ponctuelle de l'emplacement réservé C31, l'élargissement de la voie n'étant plus nécessaire à cet endroit.

Modification n°25 : MOSSON – Avenue des Moulins : création de deux secteurs de zone 2U1-17 et 2U1-12 sur le secteur de l'Ecole supérieure de commerce afin d'optimiser le renouvellement urbain du site.

Modification n°26 : PORT MARIANNE – avenue Albert Einstein – rue de la Mogère : création d'un secteur de zone 1AU-8w, création d'une orientation d'aménagement et de programmation « Einstein-Grammont » et création d'un emplacement réservé C257 le long de l'avenue Albert Einstein pour cheminement piéton afin de permettre la valorisation du secteur.

Modification n°27 : HOPITAUX-FACULTES – Place de la Voie Domitienne – avenue du Major Flandre : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 afin d'améliorer les conditions de mutation du bâti.

Modification n°28 : CENTRE – BOUTONNET – rue Crova – rue du Colonel Marchand : extension du secteur de zone 3U1-4w afin d'ouvrir le secteur à la mixité (logements) et extension de la règle de mixité sociale à l'ensemble du secteur 3U1-4.

Modification n°29 : PORT MARIANNE – Domaine de Flaugergues – rue de la Mogère – avenue Albert Einstein – Montaubérou – Condamine : suppression des emplacements réservés C5, C6, C51, C77, C79, C136 et C217 pour prendre en compte de nouveaux scénarii de circulation sur le secteur.

Modification n°30 : HOPITAUX-FACULTES – campus de Saint Priest : modification ponctuelle de l'emplacement réservé C150 pour faciliter l'implantation d'un restaurant universitaire.

B) Les modifications de forme

- **Modification de forme :** Article 12 : remplacement des mentions "logements sociaux aidés par l'Etat" par "logements locatifs sociaux" pour prendre en compte la dénomination officielle du Code de la construction et de l'habitation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Emettre un avis favorable sur le projet de modification n°12 du PLU ;

D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Madame MARION ? Sachant que Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adopté. Attendez. Contre ? Je refais voter. Contre ? Abstention ? Un. Vous votez pour deux, Monsieur MARTIN ? Sept. Parce que, tout à l'heure, vous n'avez voté que pour un. Sept abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre :

Abstentions : 7 voix (Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

6. PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola)

Restructuration des commerces

Avenant n°1 à la Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) engagé depuis

2005 prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement.

Signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005 prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

Confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007 et prorogée par avenant jusqu'au 31 décembre 2021 pour finaliser le programme visé par la concession, cette opération porte sur environ 1 195 m² de surface commerciale.

Actuellement en cours de réalisation, elle comprend :

- d'une part la réorganisation des cellules commerciales situées en rez-de-chaussée de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat de cellules par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public de la nouvelle place et de l'avenue du Petit Bard réaménagée, réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc...).
- d'autre part, le rachat au bailleur ACM par la SERM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée du bâtiment « Les Jasmins ».

Ainsi, la résidence Apollinaire a pu engager sa résidentialisation et l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur ad hoc unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité de l'offre proposée.

En 2014, un partenariat a été engagé avec l'opérateur public EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux) qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation.

Une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de développement économique incluant le commerce de proximité, et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie, a été signée le 15 décembre 2016.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent ainsi à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non développement d'une offre commerciale concurrentielle.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte sa garantie bancaire à hauteur de 50% de l'emprunt contracté par l'EPARECA pour acquérir les volumes commerciaux restructurés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine, plafonné à 80% du montant de l'acquisition soit 1 233 398 €.

L'EPARECA s'est quant à lui engagé à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

La convention initiale prévoit également les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, à intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur prévisionnel de 1 540 000 €.

Cependant, l'état d'avancement de l'opération par la SERM ne permet pas, à ce jour, de lever les conditions suspensives avant le 31 décembre 2018 conformément à la convention partenariale initiale.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal la signature d'un avenant à la convention initiale, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, visant à proroger ce délai d'un an, jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de l'avenant à la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA signée le 15 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications pour l'EPARECA à Madame MARION ? En sachant que je ne prends pas part au vote, ni Monsieur ASSIE, Monsieur CASTRE, Monsieur COTTE, Monsieur EL KANDOUSSI, Madame JANNIN, Madame MIRALLES et Madame LEVY-RAMEAU. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 11 voix (Rémi ASSIE avec la procuration de Sonia KERANGUEVEN, Gérard CASTRE, Robert COTTE avec la procuration de Sophia AYACHE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

7. Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de remboursement à la Métropole - Autorisation de signature

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers et des pôles d'activités de Port Marianne, du Millénaire et d'Eureka (Parc Marianne, République, Hippocrate, Odysséum, Millénaire I et II, Eureka et Eureka-Extension) sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire d'étudier dans un objectif de qualité environnementale, paysagère et urbaine, la dépose et la mise en souterrain des lignes à haute tension et très haute tensions qui surplombent actuellement Montpellier Est, depuis le poste de Pont Trinquat au Sud de l'A709, jusqu'au Nord vers Eureka-Extension d'une part et le domaine de Verchant d'autre part.

Les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade ;

- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel ;
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation).

Ces enfouissements permettent de recomposer le paysage urbain et végétal de ces quartiers en finalisant leur composition dans un souci de cohérence et d'optimisation environnementale.

Ainsi l'aménagement de ces quartiers peut-être envisagé du fait de la libération des espaces actuellement traversés par ces lignes à haute tension. Les projets d'aménagement menés par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et leurs aménageurs, la SERM et la SA3M, ont été revus et améliorés sur la totalité de ce vaste territoire sur le périmètre des opérations d'aménagement sus-citées auxquelles s'ajoute le secteur, en cours d'étude J. Miro et Sud-Hippocrate. Des études ont été menées sur chacun de ces secteurs pour déterminer les schémas d'aménagement pertinents permettant de tirer parti de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine et paysagère. La commercialisation de lots gelés du fait de la présence de ces lignes peut être envisagée, ainsi qu'une meilleure valorisation de terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en termes de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à la fois à une meilleure qualité environnementale et à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement.

Ces lignes à haute tension font partie du Réseau Public de Transport. Aussi, la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est nécessairement le maître d'ouvrage de l'opération.

Une convention de réalisation et de financement entre la Métropole et RTE, pour l'ensemble du projet d'enfouissement, a été approuvée par le Conseil de Métropole le 27 janvier 2016 et signée le 22 mars 2016. Cette convention a fixé le coût prévisionnel maximum d'opération à 18 418 240 euros sauf aléas majeurs, dont 1 371 050 euros d'études, et fixé la participation financière de RTE à hauteur de 16,8 % (sur les études et les travaux) soit un montant maximum de 3 097 260 euros. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Cette convention a permis de mener les procédures d'autorisations administratives et les études de détails. L'Approbation du Projet d'Ouvrage (APO), autorisant l'opération, a été obtenue par arrêté du 28 août 2017. En outre une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) n'est pas nécessaire puisque toutes les autorisations ont été obtenues à l'amiable.

Une consultation d'entreprises menée fin 2017 ayant permis d'arrêter le coût prévisionnel de travaux, RTE a proposé à la Métropole une convention de travaux afin d'engager l'opération, qui a été approuvée par le Conseil de Métropole le 26 avril 2018.

Cette convention fixe le coût prévisionnel de travaux, maîtrise d'œuvre inclus, à 17 022 230 euros, dont 2 853 062 euros de participation de RTE et 1 140 490 euros d'études déjà réalisées, soit un total ramené à 18 162 720 euros. Le coût de travaux à la charge de la Métropole est donc de 14 169 168 euros, auquel s'ajoute la somme de 1 140 490 euros d'études déjà payée par la Métropole, soit un total de 15 309 658 euros. A cette somme il faut ajouter les frais des replantations à réaliser par la Ville de Montpellier, estimés à 186 000 euros TTC, afin de respecter la charte de l'arbre, soit un total de 15 495 658 euros.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 euros.

Parallèlement, cette opération est éligible à une subvention de 1 276 100 euros au titre du 1%

paysage du déplacement de l'A9 suite à l'avis du Comité National 1% Paysage du 23 février 2018. De plus, une offre de concours de la SCA du Mas de Verchant, selon une convention conclue le 28 septembre 2016, s'élève à 620 244 euros. Ainsi le solde à répartir entre la Métropole et la Ville de Montpellier est de 13 413 314 €.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 €.

Une convention de reversement de la Ville de Montpellier à la Métropole est proposée, concernant les opérations d'aménagement sous compétence communale, pour reversement de la part des études et des travaux qui leur bénéficie directement, soit un montant de 6 568 000 €.

Parallèlement les opérations d'aménagement sous compétence de la Métropole participeront au financement de l'opération à hauteur de 5 702 000 €.

La Ville et la Métropole ont décidé de participer à part égale au solde à financer, 1 329 314 €, soit 664 657 € chacune. Cette somme inclut 186 000 € de replantations à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier.

Aussi la convention de reversement de la Ville à la Métropole porte sur un montant prévisionnel correspondant à la participation des opérations d'aménagement communales, 6 568 000 €, et à la moitié du solde à financer, 664 657 €, soit un total de 7 232 657 €, dont 186 000 euros en nature pour les frais de replantations, et 7 046 657 euros en numéraire.

La durée des travaux prévisionnelle est d'environ deux ans, et il est proposé qu'ils se déroulent par tranches de juin 2018 à août 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de reversement à conclure entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 7 232 657 euros ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de la convention de remboursement à la Métropole pour enfouir les lignes à haute tension pour éviter qu'elles n'entraînent des nuisances et des problèmes de santé publique. Avec RTE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je ne prends pas part au vote. Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

8. Cessions de lots de parkings au Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du Centre commercial et des parkings du Polygone

La Ville de Montpellier est propriétaire de lots de copropriété représentant la moitié des parkings

souterrains de l'ensemble immobilier dénommé « Centre commercial et parkings du Polygone ».

Dans le cadre du projet de rénovation du centre commercial « Le Polygone », auquel la Ville est contributeur direct, la mise aux normes du centre-commercial et des parkings au titre de la sécurité incendie et des accès aux PMR nécessite un empiètement du projet sur vingt-six places de stationnement appartenant au lot n° 7014 dont est propriétaire la Ville.

Le syndicat de copropriété a fait part à la Ville du besoin d'acquérir ces places de parking réparties entre les quatre niveaux de sous-sol afin de les intégrer aux parties communes de la copropriété.

Les services de France Domaine ont estimé le 3 avril 2018 la valeur des places de parking à 18 000 € l'unité, soit 468 000€ pour les vingt-six places.

La Commission des cessions foncières et immobilières, réunie le 13 avril dernier sur ce dossier, a émis un avis favorable à ladite cession rendue strictement nécessaire par le programme de rénovation du centre-commercial.

Cette demande vient à la suite de la participation financière de la Ville aux travaux délibérée le 27 janvier 2017 et à la cession de droits immobiliers d'ores et déjà décidée par délibération du 28 septembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession de 26 places de parkings issus du lot n° 7014 au syndic des copropriétaires du Polygone en vue d'intégrer les parties communes de la copropriété au prix de 468 000 € net vendeur conforme à l'avis des Domaines ;
- de dire que l'ensemble des frais issus de la vente seront à la charge de l'acquéreur ;
- de désigner Me André Bonnary, en qualité de notaire désigné par le Syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier du centre-commercial et des parkings du Polygone, en vue de rédiger l'acte de vente ;
- de dire que les recettes relatives à ces ventes seront imputées au budget de la Ville chapitre 954 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de la vente de 26 places de parking au Polygone dans le cadre de l'aménagement et des travaux que va conduire la SOCRI. Et en tant que copropriétaire du Polygone. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

9. DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Convention d'acquisition foncière Ville / Département de l'Hérault

Préemption de la propriété PLANAS CANONGE 18 rue des Alouettes

Le Département de l'Hérault souhaite acquérir une villa non occupée et insalubre située 18 rue des Alouettes, voisine du Foyer de l'Enfance, en vue de réaliser un nouvel édifice destiné aux mineurs non accompagnés et de sécuriser la pouponnière départementale immédiatement limitrophe de ce bien régulièrement squatté.

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006, le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal, délégué en outre par Montpellier Méditerranée Métropole par décision du 4 janvier 2016.

Une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 27 février 2018 par Maître Luc Ribaud, notaire à Montpellier, concernant la vente par les propriétaires de ce bien, Monsieur Georges Planas et Madame Patricia Canonge, au prix de 290 000 €.

La Ville a été sollicitée par le Département en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, prix conforme à l'évaluation des Services Fiscaux.

La Ville a en conséquence exercé le droit de préemption au prix proposé afin de permettre la réalisation de cette opération d'intérêt général.

Il est désormais proposé d'établir une convention entre la Ville et le Département afin de régler les conditions de rétrocession et de financement du bien préempté, afin que ce dernier agisse en qualité de tiers-payeur à l'acte d'acquisition initial et se porte acquéreur en "*deuxième main*" de ce bien en vue de réaliser l'objet de la préemption.

La rédaction des actes authentiques, sera confiée à Maître Luc Ribaud, notaire ayant déposé la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître Jean-Philippe Andrieu, désigné par le Département.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par le Département.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la convention entre la Ville et le Département de l'Hérault relative à la revente et au financement de l'acquisition de la villa propriété de Monsieur PLANAS et de Madame CANONGE, située 18 rue des Alouettes, cadastrée section BN 117, pour un montant de 290 000 €, acquisition que le Département financera intégralement, y compris les frais annexes aux actes ;
- d'accepter la cession de ce bien au profit du Département, opérant compensation entre le prix payé par le Département en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente du Département par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

Monsieur le Maire : Pour rendre service, Monsieur de SAINT-JOUAN, au magnifique Département de l'Hérault dont je fus, pendant 17 ans, l'honorable conseiller général, nous préemptons, à sa place et à sa demande. C'est bizarre, ça ? Comment cela se fait, tout cela, Monsieur de SAINT-JOUAN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Un contre. Eh oui, vous ne connaissez pas les dossiers. Il faut travailler. La politique, c'est 80 % de travail. Je vous le dis pour l'an prochain.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

10. FONCIER
ZAC PORT MARIANNE
Régularisations foncières
Copropriété Hikari II - Ville de Montpellier

La copropriété Hikari II, la Ville de Montpellier et la SERM souhaitent réaliser des régularisations foncières en limite de la copropriété située 145 rue le Perugin à Montpellier afin de mieux délimiter les bornages entre les espaces verts entretenus par la Ville, les équipements publics dont les lampadaires et les clôtures délimitant la copropriété.

La copropriété a validé les échanges fonciers avec la Ville de Montpellier et la SERM par délibération de l'assemblée générale de copropriété du 15 juin 2016.

Les cessions et acquisitions réalisées par la Ville de Montpellier sont les suivantes:

- La Ville de Montpellier cède à la copropriété Hikari II la parcelle cadastrée section RZ n°67a d'une superficie de 8m²,
- La copropriété Hikari II cède à la Ville de Montpellier la parcelle cadastrée section RZ n°155a d'une superficie de 93m² et RZ n° 155b d'une superficie de 122m².

Conformément à l'avis des domaines en date du 11 janvier 2018, les échanges fonciers se feront à l'euro symbolique.

En accord avec l'ensemble des parties, les actes seront établis par le notaire en charge de la ZAC de Port-Marianne, Maître Jean-Jacques PEREZ.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter de procéder aux échanges à l'euro symbolique, par l'acquisition de la parcelle section RZ n° 67a d'une superficie de 8m² en échange de la cession des parcelles section RZ n°155a d'une superficie de 93 m² et n°155b d'une superficie de 122m², permettant de rétablir les limites de propriétés entre la Commune de Montpellier et de la copropriété Hikari II ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

11. FONCIER

Vente de locaux situés 51 cours Gambetta Parcelle cadastrée IZ 122

La commune de Montpellier est propriétaire, au sein de la copropriété du 51 cours Gambetta, parcelle cadastrée IZ 122, de 3 lots.

Deux de ces lots correspondent respectivement à une cour intérieure couverte de 8,52m² et une réserve de 7,95 m², ne faisant l'objet d'aucune utilisation par la Ville.

La copropriété est composée de deux copropriétaires, outre la Ville, dont l'immeuble constitue la résidence principale.

Les lots appartenant à la Ville sont enclavés à l'arrière de l'immeuble. Les deux autres copropriétaires du 51 cours Gambetta proposent d'acquérir auprès de la Ville de Montpellier ces deux lots (5 et 8), qu'ils entretiennent régulièrement.

La commission des cessions du 13 avril, au vu des caractéristiques de ces biens, a autorisé une exclusion de cette vente de la procédure de mise en vente publique au profit des copropriétaires actuels, Monsieur Girardot et Madame Hervouet.

Il est proposé une cession au prix de 10 540 € nets vendeur conformément à l'avis des Domaines, marge incluse, en date du 27 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente des lots 5 et 8, en copropriété, cadastrés IZ 122, situés 51 Cours Gambetta, au profit de Monsieur Girardot et Madame Hervouet au prix de 10 540€ nets vendeur ;
- d'accepter la prise en charge des frais liés à l'acte ;
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville chapitre 954
- de prélever les sommes nécessaires à la prise en charge des frais liés à l'acte sur le budget de la Ville chapitre 935
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

12. Acquisition de la parcelle cadastrée OL n°51 - 614 rue du Mas Saint Pierre - ZAC de la Restanque

Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque. La ZAC de la Restanque prévoit la réalisation d'une opération de renouvellement urbain de grande envergure sur ce quartier contigu avec le centre-ville, par la transformation de la zone industrielle des Près d'Arènes en un quartier de ville aux multiples usages (habitat, activités, commerces, équipements publics et privés).

La Ville de Montpellier a, par décision en date du 28 juillet 2016, préempté la parcelle cadastrée OL n°50, située dans le périmètre de la ZAC de la Restanque.

De plus, par promesse de vente en date du 09/01/2018, SOFA, société propriétaire de la parcelle cadastrée OL n°48, sise rue du Mas Saint Pierre à Montpellier, a promis de céder ledit terrain à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M), désignée par délibération du Conseil municipal du 25 juin 2012, comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la Restanque.

Afin d'avoir la maîtrise foncière d'une emprise cohérente sur le secteur de la rue du Mas Saint Pierre, la Ville de Montpellier a pris contact avec Mme Eliane BONNET, propriétaire de la parcelle cadastrée OL n°51, d'une superficie de 1 133 m² et composée d'une maison d'habitation.

Mme Eliane BONNET a consentie, le 16 février 2018, une promesse de vente au profit de la Ville de Montpellier pour la cession de la parcelle OL n°51 lui appartenant moyennant le prix de 360 000 € toutes indemnités confondues. Ce prix est conforme à l'évaluation de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition auprès de Mme Eliane BONNET, domiciliée 30 rue des Chardonnerets à Saint-Jean-de-Védas (34430), de la parcelle cadastrée OL n°51, sise 614 rue du Mas Saint Pierre à Montpellier, d'une superficie de 1 133 m², lui appartenant, composée d'une maison d'habitation, moyennant le prix de 360 000 € (trois cent soixante mille euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acquisition restant à la charge de la Ville de Montpellier ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Gérard LANNELONGUE entre en séance.

13. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous.

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 2 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 465€

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Singa : 165€

MPT GUILLERME : Des mains pour le faire : 300€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 15 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2800€

Les associations concernées sont :

MPT ESCOUTAIRE : Les p'tits loups de St martin : 495€, Aude à domicile 34 : 55€

MPT CURIE: Rioli: 110€

MPT CAMUS: Shadows Guild: 55€

MPT VIAN: Comité de quartier les Aiguerelles/la Rauze: 110€

MPT CAILLENS : Familles rurales : 380€, Studea : 330€

MPT PAGNOL : Hisparamac : 110€, Afrikante : 220€, Folikili : 220€, Association Française de l'enfance abandonnée : 110€

MPT MERCOURI : Crèche parentale RICOCHET : 220€, Les spectacles du cœur : 220€, La fédération de l'Hérault de la libre pensée : 110€

MPT VOLTAIRE : SOS SDF les amoureux de la vie : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Si, Mademoiselle LLEDO qui m'a fait un beau courrier, que je vais vous lire. Dans ce courrier, Madame LLEDO dit : « Retirer de la délibération numéro 13 les bénéficiaires suivants : mise à disposition annuelle de la Maison pour tous Chopin pour l'association Singa et mise à disposition de la Maison pour tous Mercouri pour la Fédération de l'Hérault de la libre pensée. » Vous dites qu'il faut retirer ces associations de l'aide

qu'on leur apporte. Madame LLEDO.

Madame LLEDO : Je vais vous lire les considérants parce que vous les avez légèrement survolés. L'exposé des motifs : « Considérant que les associations précédemment citées sont communautaire et pro-immigrationniste pour la première, puis politique et ouvertement anticléricale pour la seconde, à ne pas confondre avec le principe de laïcité, et soucieux de la bonne gestion de l'argent public, ces associations antinationales et antirépublicaines ne doivent bénéficier d'aucune aide communale ». Et je tiens à préciser quelque chose parce que vous savez à quel point le sort des archives me tient à cœur. Vous en avez d'ailleurs parlé en début de Conseil.

Monsieur le Maire : Non, je ne savais pas, pourquoi cela vous tenait à cœur, les archives.

Madame LLEDO : Eh bien, cela me tient à cœur. Je vous le dis.

Monsieur le Maire : C'est une raison valable.

Madame LLEDO : Mais je tiens à préciser quelque chose, notamment sur la deuxième association qui est la Fédération de l'Hérault de la libre pensée. Parce que, comme ça, on pourrait se dire : « Ça a l'air sympa. » En fait, on a fait des recherches et on voit que leur hymne c'est : « Ni Dieu, ni maître, à bas la calotte et vive la sociale ». Un slogan ouvertement anarchiste et anticlérical. Responsable, donc, des groupuscules d'anarchistes qui squattent, Monsieur le Maire, les archives, le Royal, et qui sont responsables des dégradations de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Mais non. Vous ne connaissez pas les dossiers.

Madame LLEDO : Si. J'ai fait des recherches sur cette association, Monsieur le Maire. Elles sont là.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas « à bas la culotte », quand même.

Madame LLEDO : La calotte. Monsieur le Maire, vous n'avez rien entendu.

Monsieur le Maire : Ah, ça, oui.

Madame LLEDO : Vous êtes comme ça, Monsieur le Maire. Vous êtes en train de « charrier » alors que le sujet est très sérieux. Parce que, si vous votez cette subvention, ou plutôt cette subvention en nature, et ce prêt de Maison pour tous, cela veut dire que vous cautionnez le financement, un, de la chasse aux catholiques et, deux, des squats des archives et du Royal et, trois, des casses qui ont été faites à Montpellier et dont ont été victimes les Montpelliérains ces dernières semaines. Ce sera tout.

Monsieur le Maire : Ecoutez, j'ai la proposition de Madame LLEDO sous les yeux. Je la fais voter. Qui est pour ? Un. Qui s'abstient ? Comme ça je fais voter l'affaire, après.

A l'issue d'un vote à main levée, l'amendement est rejeté à la majorité.

Pour : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Contre : 58 voix

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Je mets l'affaire aux voix. Qui est contre ? Madame LLEDO a demandé un

amendement. Donc, je fais refuser l'amendement. Je respecte. Monsieur DELAFOSSE, moi, je ne fais pas comme dans certaines instances. J'ai un comportement démocratique. On a refusé l'amendement de Madame LLEDO et je fais voter l'affaire sans amendement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté avec une voix contre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Monsieur Rabii YOUSSEUS entre en séance.

**14. Convention de Partenariat Ville/Montpellier Méditerranée Métropole/Services
Départementaux de l'Éducation Nationale /Réseau Canopé
Parution du recueil de nouvelles
Mystères de Montpellier, Tome 9 à l'occasion de La Comédie du Livre 2018**

Dans le cadre de l'édition 2018 *Les Mystères de Montpellier*, le réseau CANOPE (dont les missions sont définies dans le décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent conclure un partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre », organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN).

Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants.

Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production de l'ouvrage. La rémunération des intervenants est partagée avec la DSDEN.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Financer le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 4.500 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;
- Financer le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;
- Financer la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;
- Diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier (2.200 exemplaires) et aux enseignants de ces écoles (400 exemplaires).

Ceci représentant un apport financier de 10 000 € pour la Ville sur un budget total de 15 000€.

En conséquence, compte tenu de l'intérêt pédagogique de l'opération et de la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville, Montpellier-Méditerranée-Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- De prélever les sommes nécessaires sur les crédits de fonctionnement, chapitre 932 du budget de la Ville ;

- D'autoriser le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est pour les Mystères de Montpellier. C'est pour la Comédie du livre. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Vous êtes contre la culture ? Ah, une abstention. Je refais voter. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

15. Attributions de subventions dans le cadre de la REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Projet	MINI CAMPS DE PRINTEMPS ET L'ETE	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

- Dans le cadre du **CONTRAT DE VILLE EDUCATION**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Projet	MEDIATION PARENTS ECOLES QUARTIER LEMASSON	500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 2 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Madame YAGUE ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

16. Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine Remplacement du préau Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance de ses établissements scolaires, la ville de Montpellier envisage le remplacement du préau de l'école maternelle Aliénor d'Aquitaine sise 694, rue Jacques Bounin à Montpellier.

En effet, ce préau vétuste n'est plus étanche, il n'assure pas le confort thermique en ne remplissant plus son rôle d'ombrage sur les classes attenantes. Le montant estimé des travaux s'élève à 20 000€ TTC. Ils seront effectués courant 2018 par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le remplacement du préau de l'école Aliénor d'Aquitaine ;
- D'autoriser la signature et le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est le remplacement du préau. Qui est contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Pascal KRZYZANSKI sort de séance.

17. Ecole Léo Malet
Construction locaux scolaires
Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil des élèves au sein des établissements scolaires suite à une augmentation des effectifs et une ouverture de classe prévue dès la rentrée 2018 à l'école Léo Malet sise, 5 allée Pierre Carabasse à Montpellier, il est envisagé de construire deux locaux qui serviront de salles de classe et des sanitaires d'appoint.

Ce projet sera réalisé par l'implantation d'un bâtiment de type modulaire qui nécessite au préalable le dépôt d'un permis de construire.

Le montant de cette opération est estimé à 350 000€ TTC, les crédits sont inscrits au BP 2018 de la Ville.

Les travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché de fourniture et pose des modules préfabriqués.

La durée prévisionnelle de l'opération sera de 6 mois. Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école les travaux se dérouleront durant les périodes de vacances scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'implantation d'un bâtiment de type modulaire à l'école Léo Malet ;
- D'autoriser le dépôt d'un permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville ; section investissement ; chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est la construction de locaux scolaires. Et les demandes d'autorisations d'urbanisme. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

18. Ecoles Aristote et Périclès
Changement de menuiseries extérieures
Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre de travaux de maintenance et afin d'assurer le confort thermique pour le bien-être des usagers de ses établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage, en raison de leur vétusté, le changement d'une partie des menuiseries extérieures des écoles Aristote et Périclès sises,

boulevard d'Antigone à Montpellier.

Le changement de ces menuiseries extérieures à l'identique se fera en partie, coté boulevard d'Antigone. Le montant des travaux est estimé à 70 000€ TTC.

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement des écoles, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2018 et seront réalisés par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le changement d'une partie des menuiseries des écoles Aristote et Périclès ;
- D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**19. Extension et restructuration du restaurant du groupe scolaire Delteil / Michelet-Quartier
Cévennes
Autorisation d'urbanisme**

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, afin d'absorber l'augmentation des rationnaires de la restauration scolaire et de mettre aux normes les offices, la Ville de Montpellier a décidé d'effectuer des travaux à l'école maternelle Michelet et l'école élémentaire Delteil sises rue des Araucarias à Montpellier.

Ils concernent :

- L'extension de la salle de restauration par la construction d'un plancher de 19.60 m² fermant le puits de lumière et par le déplacement du RASED,
- Le réaménagement des locaux du rez-de-chaussée,
- La restructuration des offices,
- La mise en place d'un self pour les élèves d'élémentaire,

Cette restructuration permettra l'optimisation du fonctionnement du restaurant municipal et l'amélioration des conditions de confort.

Le budget de cette opération est estimé à 490 000€ TTC.

Les travaux seront réalisés sur deux périodes de vacances d'été :

- En été 2018, l'extension de la salle de restauration par la fermeture du puits de lumière, la réaffectation du local RASED et le réaménagement au rez-de-chaussée du bureau de direction de la maternelle,
- En été 2019 l'ensemble des travaux portant sur les offices et la salle de restauration dont la partie élémentaire sera aménagée en self.

Cette opération nécessite notamment le dépôt d'une demande de Déclaration Préalable de travaux et une demande d'autorisation de travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette opération d'un montant estimé à 490 000€ TTC ;
- De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Ville ;
- De solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjoint Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette opération ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**20. Ecole élémentaire Condorcet
Réfection partielle de la toiture
Demande d'autorisation d'urbanisme**

Dans le cadre des travaux de maintenance et afin d'assurer la pérennité de ses établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage la réfection partielle de la toiture de l'école élémentaire Condorcet sise, 13 rue du Faubourg Boutonnet de Montpellier.

Ces travaux, dont le montant est estimé à 22 000€ TTC, permettront une meilleure étanchéité et une isolation thermique plus efficace de la toiture. Ils seront effectués courant 2018 par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux de réfection partielle de la toiture de l'école Condorcet ;
- D'autoriser la signature et le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018 ; section investissement ; chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

21. Ecoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol Installation de brise-soleils sur façades Demandes d'autorisations d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance des établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage d'installer des brise-soleils sur les façades afin d'améliorer le confort thermique des bâtiments des écoles maternelles suivantes:

Ingrid Bergman sise 20, boulevard Mounié, pour un montant estimé à 5 000€ TTC.

Charlie Chaplin 120, rue de la Jalade, pour un montant estimé à 15 000€ TTC.

Marcel Pagnol sise, 305 rue Georges Brassens, pour un montant estimé à 25 000€ TTC.

Ces travaux seront effectués courant 2018, durant les vacances scolaires par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'installation de brise-soleils sur les façades des écoles Ingrid Bergman, Charlie Chaplin et Marcel Pagnol ;
- D'autoriser le dépôt de déclarations préalables auprès des services compétents ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

22. Ecole élémentaire Winston Churchill Travaux de rénovation et de confort thermique de deux classes

Demande d'autorisation d'urbanisme

Dans le cadre des travaux de maintenance de ses établissements scolaires, la Ville de Montpellier envisage des travaux de rénovation et d'amélioration du confort thermique de deux classes de l'école élémentaire Winston Churchill sise, 424 rue du Lavandin à Montpellier.

Ces travaux, dont le montant est estimé à 30 000 € TTC, consistent au remplacement des menuiseries extérieures et volets roulants, à la réfection des peintures, des faux plafonds et de l'électricité. Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de l'école, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2018 et seront réalisés par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux de rénovation d'amélioration du confort thermique de l'école Winston Churchill ;
- D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. FITDAYS 2018

Etape du 19 mai 2018 autour du bassin Jacques Coeur

Convention d'occupation du domaine public et valorisation des prestations

Dans le cadre de sa politique sportive, de prévention santé et de réussite éducative, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sur son territoire.

A ce titre, la Ville est sollicitée pour accueillir la manifestation Fitdays MGEN 2018, dans le cadre d'une étape « Village Kids et relais des familles » le samedi 19 mai 2018 autour du Bassin Jacques Cœur.

Le Fitdays MGEN est un évènement de prévention santé via le sport en direction des enfants et des parents, qui s'appuie sur l'activité Triathlon portée par l'Association TIGRE.

La MGEN, à travers le Fitdays MGEN, Tour de France de Triathlon à étapes, assure la promotion de l'évènement et garantit à la Ville un droit d'image, et l'utilisation de droits promotionnels et publicitaires avec l'évènement.

Le Fitdays Kids permet d'apprendre « à mieux manger pour mieux bouger ».

Lors de l'étape montpelliéraine, 20 enfants seront sélectionnés par tirage au sort pour les finales régionales, le 12 juillet à Frontignan.

Lors des finales régionales, les enfants effectueront un triathlon sur des distances adaptées à l'âge de chacun. Un classement par année de naissance et sexe est annoncé, et le meilleur enfant de chaque année d'âge et sexe est sélectionné pour participer à la grande finale nationale le 13 juillet 2018 à Narbonne.

L'« Association TIGRE » anime l'atelier Triathlon, et propose pour l'étape montpelliéraine :

- Un triathlon Kids : 20 m de natation, 1 km en VTT et 250 m de course ;
- Un relais des Familles : 20 m de natation par enfant, 1 km de course ou marche pour le parent ou le grand-parent ;

Cette manifestation nécessite la signature entre la Ville et l'Association TIGRE, de la convention annexée à la présente délibération.

Celle-ci précisera notamment, les conditions de la mise à disposition à titre gratuit du domaine public de la Ville, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement.

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant sera valorisé conformément à la délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Bassin Jacques Coeur : $2\,500\text{ m}^2 \times 1\text{ jour} \times 0,17\text{ €/m}^2 = 425\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à 425 €. Elle devra figurer tant dans le Compte Administratif de la Ville que dans les comptes de l'Association.

Celle-ci vient compléter la subvention de 4 000 € attribuée à l'association TIGRE pour cet événement par délibération du Conseil municipal du 3 avril 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la tenue de l'édition 2018 du Fitdays MGEN autour du Bassin Jacques Cœur ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente ;
- D'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 425 € ;
- De dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit là d'une prestation sportive. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0
Abstention : 0

Monsieur Jean-Luc COUSQUER avec la procuration de Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, sort de séance.

24. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Principes de financement et règlement de parrainage

La manifestation « Cœur de Ville en Lumières » se déroulera les 29, 30 novembre et 1er décembre 2018, et plusieurs sites seront mis en lumière par vidéo mapping ou structures lumineuses et autres performances visuelles.

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique, tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville souhaite encore cette année permettre des actions de parrainage, afin de faciliter son financement et son organisation.

Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement joint à la présente délibération : il précise les obligations du parrain et les quatre différents niveaux de parrainage avec les contreparties correspondantes.

Il convient donc de valider ledit règlement qui définit les modalités de contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation.

Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques.

Celles-ci seront présentées lors d'un prochain Conseil municipal.

Par ailleurs, le mécénat sera à nouveau proposé cette année aux éventuels prospects intéressés par cette modalité de participation, considérant l'avis favorable reçu par la Direction Générale des Finances Publiques l'an dernier pour le lancement du dispositif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjointe déléguée à solliciter tout parrainage permettant le financement de l'opération ;
- D'approuver les termes du règlement de parrainage joint en annexe relatif à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » ;
- D'approuver le maintien du dispositif « mécénat » pour l'édition 2018 de Cœur de Ville en Lumières ;
- D'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix
Contre : 0
Abstention : 0

Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Caroline NAVARRE sortent de séance.

25. Convention entre la Ville et Ateliers d'Arts de France : Live Painting - Autorisation de signer

Depuis 2012, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Arts de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur le territoire.

L'implantation d'Ateliers d'Art de France Rue de l'Université, la « Nef » ainsi que l'organisation du Salon Ob'Art chaque année, représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville de Métiers d'Art », en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art.

C'est dans ce cadre que la Nef propose un événement dans le cœur historique où une quinzaine d'artistes se réuniront sur l'Esplanade de l'Agora pour permettre au public de découvrir leur processus créatif.

Peintures, collages, techniques mixtes, les artistes auront une journée, le 26 mai 2018, pour réaliser leurs œuvres.

Les créations seront ensuite mises aux enchères le 2 juin 2018 à la Nef.

Afin de formaliser ce partenariat et les enjeux de mise à disposition gracieuse de l'Espace Public et de prise en charge de la communication relative à l'évènement par la Ville, il est proposé de conventionner avec Ateliers d'Arts de France. Les engagements réciproques des deux parties sont les suivantes, détaillées dans le projet de convention annexé à la présente délibération :

- La Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition gratuitement l'espace public nécessaire à l'organisation de l'évènement, ainsi que d'en assurer la promotion ;
- Ateliers Arts de France s'engage à assurer l'entière organisation logistique de la manifestation.

Ce projet s'inscrit dans la politique publique de dynamisation des rues de notre cœur historique, car il permettra d'animer la rue de l'Université en renforçant son attractivité commerciale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de partenariat ci-jointe entre la Ville de Montpellier et Ateliers d'Art de France ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Une contre. Ah, c'est une intervention. Allez-y, alors.

Madame LLEDO : Merci. Je profite que l'on soit sur la convention entre la Ville et les ateliers d'art

de France pour vous demander pourquoi la Ville de Montpellier n'a pas soumis de dossier à la Région concernant l'inscription de la Ville de Montpellier aux grands sites régionaux. C'est une question que je me pose parce qu'il y avait 40 places. Je sais que la quarantième place était réservée à Montpellier. Donc, voilà, c'est une simple question.

Monsieur le Maire : C'est tout simple. Vous avez bien fait de me la poser. C'est parce que nous sommes dans le processus de labellisation Métropole d'art et d'histoire. Donc, on n'est pas obligé d'être grand site.

Monsieur DELAFOSSE : (intervention hors micro)

Monsieur le Maire : Oui, mais vous défendez très bien Toulouse, Monsieur DELAFOSSE. Je vois que vous n'avez d'yeux que pour Toulouse.

Monsieur DELAFOSSE : (intervention hors micro)

Monsieur le Maire : Vous êtes un bon conseiller. Je vous prendrai pour les prochaines élections, pour me conseiller. Je vous prendrai comme conseil parce que vous êtes très éclairé.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance.

Monsieur Jérémie MALEK sort de séance.

26. Dénominations des voies et espaces publics

Il est proposé de modifier les dénominations des voies et espaces publics suivants sur le territoire de Montpellier :

QUARTIER PRES D'ARENES

Aiguerelles

Les lotissements situés à l'est du quartier des près d'Arènes à proximité du Lez, de part et d'autre du bas de l'avenue du Pont Trinquat ont été conçus dès leur origine en créant des transparences piétonnes entre les différents espaces publics. Afin de faciliter la gestion et l'entretien de ces allées, il est proposé de les dénommer.

- 1) L'allée entre la rue des Bateliers et la rue des Eclusiers est dénommée : **Allée Céphée**
- 2) L'allée entre la rue de la Péniche et l'impasse Galilée est dénommée : **Allée de la Carène**
- 3) L'allée entre la rue Edmond Halley et la rue de la Péniche est dénommée : **Allée de l'Eridan**
- 4) L'allée entre la rue Edmond Halley et l'avenue du Pont Trinquat est dénommée : **Allée Hercule**
- 5) L'allée entre la rue Edmond Halley et l'impasse Johannes Kepler est dénommée : **Allée de l'Hydre**
- 6) L'allée entre l'impasse Johannes Kepler et l'espace vert du lotissement Le Mas est dénommée : **Allée de l'Ocatant**

- 7) L'allée entre cet espace vert et la rue Edmond Halley est dénommée : **Allée de la Grande Ourse**
- 8) L'allée entre cet espace vert et la rue Nicolas Copernic est dénommée : **Allée du Centaure**
- 9) L'allée la plus au nord entre l'impasse Johannes Kepler et l'avenue du Pont Trinquat est dénommée : **Allée du Phénix**
- 10) La deuxième, plus au sud est dénommée : **Allée du sextant**
- 11) L'allée entre l'avenue du Pont Trinquat et la rue des constellations, en face de la rue Edmond Halley, est dénommée : **Allée Pégase**
- 12) L'allée qui relie la rue de Saint Hilaire à la rue du Docteur Jacques Fourcade en longeant le complexe sportif de la Rauze est dénommée : **Allée Andromède**

~

Le programme immobilier situé sur l'allée **Adrienne Bolland (1895-1975) Pionnière de l'aviation** n'est toujours pas habité ; afin de limiter les risques de confusion avec la rue Adrienne Boland (1896-1975) dénommée lors du conseil municipal du 23 décembre 1987, il est proposé de choisir une nouvelle dénomination.

Il est proposé de la renommer :

**Allée Lucie Février-Pascal
(1911-1968)
Juste parmi les Nations**

Lucie Février est née le 30 juillet 1911 à Montpellier et fait ses études au lycée Notre-Dame de la Merci.

En 1936, elle accueille chez elle une ressortissante espagnole et sa fille (Josefina et Dolores), républicaines originaires de Bilbao, ayant fui le régime franquiste. Celles-ci resteront jusqu'en 1939. Le mari de Josefina, capitaine au long cours, participe à l'exfiltration de républicains vers le Chili sur le Winnipeg à la demande de Pablo Neruda. A l'aube de la Seconde Guerre mondiale, il craint pour l'avenir des Juifs en Europe et propose à Lucie son bateau et son expérience.

De 1940 à 1944, Lucie, membre de la Croix-Rouge Internationale, crée et dirige le réseau Julien (dit aussi réseau des Républicains espagnols). Elle accueille les Juifs réfugiés clandestins quelques semaines dans le chalet isolé de Rautz, à Ganges, puis les exfiltre vers l'Espagne par Montpellier, Perpignan et Bilbao puis l'Amérique latine, avec l'aide de ce capitaine.

Par l'intermédiaire de l'œuvre de Secours aux Enfants (OSE), elle participe également à l'action de Sabine Zlatin, l'aidant à libérer les enfants internés dans le camp d'Agde pour les acheminer jusqu'à la colonie d'Izieu.

Lucie fait libérer son cousin Roger Paloc, résistant et prisonnier à la villa des Rosiers à Montpellier.

Lucie réalise aussi de faux-papier avec Camille Ernst à la Préfecture de Montpellier.

En 1947, elle rencontre Eleanor Roosevelt, dans le cadre de la Croix-Rouge Internationale. Celle-ci lui demande de participer à l'opération secrète Exodus. En juin 1947, Lucie profite en juillet de l'attention portée sur le tour de France (étape Montpellier-Carcassonne) pour accompagner avec son mari Georges, 4530 réfugiés sur l'Exodus à l'embarquement à Sète.

QUARTIER HOPITAUX-FACULTES

Hôpitaux-Facultés

Dans le cadre de la construction de la Résidence Universitaire Triolet II, un espace public est créé le long de l'avenue Augustin Fliche. Nous proposons de le dénommer :

Parvis Professeur Georges Marchal

(1920-2013)
Professeur de Médecine

Le Professeur Georges Marchal, Officier de La Légion d' Honneur, né le 07 juin 1920, décédé le 05 décembre 2013, à l'âge de 93 ans a fait ses études de Médecine à Montpellier. Il sera successivement Interne des Hôpitaux en 1946, Chef de Clinique en 1951, agrégé des Facultés de Médecine, section Chirurgie Générale, en 1955.

Chirurgien des Hôpitaux de Montpellier en 1956, il devient, la même année, Chef du Service de Chirurgie C à l'Hôpital Saint-Eloi. Nommé Professeur Titulaire dans la chaire de Technique Opératoire et Chirurgie Expérimentale en 1959, il crée le Laboratoire de Chirurgie Expérimentale de la Faculté de Médecine de Montpellier en 1960, dans lequel il réalisera, de 1962 à 1972, les recherches qui lui permettront d'être le pionnier des greffes de foie en France. Il réalise la première transplantation hépatique chez l'homme en France le 14 mai 1972. Georges Marchal a élevé la technique opératoire à son meilleur niveau, devenant une référence internationale. Chef d'école, il a formé de nombreux élèves qui ont implanté ce haut niveau chirurgical dans tous les établissements de santé de la région Languedoc-Roussillon. Dernier Professeur Bi-Appartenant il a exercé conjointement au Centre Hospitalo-universitaire et à la clinique Saint-Roch de Montpellier, gardant une grande proximité avec les malades grâce à sa simplicité et un dévouement exemplaire.

Membre Titulaire de l'Académie de Chirurgie, il est Président du 90ème Congrès Français de Chirurgie à Paris en septembre 1988.

QUARTIER PORT MARIANNE
Port Marianne/ZAC République

La ZAC Port Marianne République est une ZAC multi sites dont le maître d'œuvre est l'Agence Nicolas Michelin groupée avec l'architecte Montpelliérain Nicolas Boudier. Dans sa partie la plus au nord, se situe un secteur en bordure de l'avenue Nina Simone, d'une superficie de 1 ha 10 environ. Le secteur s'insère dans une zone en cours de mutation, entre constructions neuves ou en cours, espaces en friche utilisés pour du stationnement et bâtiments pavillonnaires. Le site intègre la réalisation récente d'un internat de 200 places pour les lycées Georges Frêche et Jean-François Champollion. Le reste du secteur est occupé par de la végétation en friche, témoin des anciens vergers existants sur le site.

Une allée permet de desservir le nouvel internat, nous proposons de la dénommer :

Allée Sarah Vaughan
(1924-1990)
Chanteuse de jazz américaine

Née dans une famille aussi religieuse que musicienne, elle apprend le chant et l'harmonium dans un contexte religieux, au sein de l'Eglise baptiste.

Elle garde la double spécialité (chant et piano), jouant du piano dans l'orchestre de son école et chantant dans les chœurs à l'église ; elle se consacre au chant et gagne le concours d'amateurs du Théâtre Apollo à Harlem.

Elle rejoint l'orchestre d'Earl Hines puis l'orchestre moderniste, qui introduit le bebop dans la musique de big band, de Billy Eckstine. Elle est notamment influencée par Charlie Parker et Dizzy Gillespie, alors membres de l'orchestre. Ses qualités vocales au service d'une culture musicale nourrie par le bebop ont fait d'elle l'une des quatre plus grandes chanteuses de jazz, au même titre qu'Ella Fitzgerald, Nina Simone et Billie Holiday.

~

Port Marianne/ZAC Rive gauche

Conçue sous le label "écoquartier" par l'architecte montpelliérain Pierre Tourre, cette ZAC se situe dans le prolongement du quartier Jacques Cœur, à l'occasion de l'avancement des différents programmes qui la compose, une nouvelle allée est à dénommer, elle relie l'Allée de la Méditerranée qui longe le Lez à la rue Claude LEVI-STRAUSS en croisant la Rue des Justes parmi les Nations. Nous proposons de la dénommer :

**Allée Sœur Emmanuelle
(1908-2008)
"Petite sœur des pauvres"**

Sœur Emmanuelle, née Madeleine Cinquin le 16 novembre 1908 à Bruxelles (Belgique) et morte le 20 octobre 2008 à Callian (Var, France), souvent surnommée la « petite sœur des chiffonniers » ou « petite sœur des pauvres », est une enseignante, religieuse et écrivain franco-belge, naturalisée égyptienne en 1991.

Connue pour ses œuvres caritatives en Égypte auprès des enfants et des plus démunis, elle est un symbole, dans l'opinion française, de la cause des déshérités. Née d'une mère belge et d'un père français, elle possède ces deux nationalités. En 1991, le président Moubarak lui a accordé la nationalité égyptienne en remerciement de son œuvre au Caire.

À son entrée chez les religieuses de Notre-Dame de Sion, elle prend le nom de Sœur Emmanuelle mais se fait appeler Mère Emmanuelle par ses élèves. C'est sous ce nom qu'elle se fait connaître des médias et devient très populaire dans l'opinion publique, apparaissant régulièrement en tête des classements des personnalités préférées des Français. Elle sera notamment distinguée au rang de Grand officier de la Légion d'honneur en France et Grand officier de l'ordre de la Couronne en Belgique.

QUARTIER CROIX D'ARGENT

Croix d'Argent

La rue Lino Ventura a été prolongée jusqu'à la rue Raimon de Trencavel à l'occasion de la réalisation d'un programme immobilier, il est proposé de dénommer cette extension :

**Allée Léonie Bras
(1887-1967)
Vigneronne**

Témoins de l'évolution urbaine du quartier de la Croix d'Argent qui a vu en moins d'un demi-siècle ce quartier de Montpellier passer d'une zone viticole en une zone urbaine. Léonie Bras née Assié et son mari Marius étaient les exploitants du domaine viticole de la Croix d'Argent. Madame Bras a piloté avec son voisin Monsieur Astray, au sein de l'association des « Riverains de la Croix d'Argent », l'électrification du quartier jusque-là éclairé à la lampe à huile.

~

Estanove / EAI

Correction d'une erreur matérielle, la rue Laurent François est dénommée de la manière suivante :

**Rue Laurent François
(1931-1954)
Première victime de
L'insurrection algérienne**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

Monsieur le Maire : Vous avez les voies qui sont indiquées là.

Sur l'EAI, nous modifions la Rue Laurent François parce que la dénomination n'était pas correcte. Donc, nous avons mis Rue Laurent François (1931-1954), Première victime de L'insurrection algérienne.

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Modification de l'affectation de 4 appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle

Le CCAS de Montpellier, disposant de quatre appartements disponibles, deux à proximité de l'EHPAD Bélorgeot, un dans l'enceinte de l'EHPAD Gauffier, et un dans l'enceinte de l'EHPAD Laroque, souhaite expérimenter une nouvelle affectation de ces logements au profit d'un projet intergénérationnel entre étudiants et résidents des Etablissements Pour Personnes Agées Dépendantes. Cette expérimentation permettra aussi de valoriser le patrimoine du CCAS.

Les appartements seront mis à disposition sous forme de colocations à des étudiants ayant des connaissances ou expériences en milieu gérontologique ou encore qui se destinent aux professions que l'on rencontre en EHPAD.

Chaque étudiant colocataire proposera une partie de son temps libre pour participer à une animation collective ou partager un moment avec un résident (ciné-club, lecture du journal, sorties...).

La mise à disposition se fera à la valeur locative du marché, diminuée de 20% en raison de la précarité de l'occupation.

Comme le prévoit l'article L2241-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations par lesquelles les commissions administratives chargées de la gestion des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux appartenant à ces établissements et mettent ces locaux à la disposition de particuliers ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le changement d'affectation des appartements au sein du Mas Bel Juel, EHPAD Gauffier et EHPAD Laroque ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à ce dossier,

Monsieur le Maire : Le projet de collocation avec les étudiants. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. Crèche municipale Henri Salvador
Cession du contrat de délégation de service public de la Société « Les Petits Chaperons
Rouges - LPCR Collectivités Publiques SAS »
à la société « LPCR DSP Montpellier »

Par délibération du 03 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion de la crèche Henri Salvador et autorisé la signature du contrat. Le contrat de délégation de service public a été notifié le 24 novembre 2017.

La Ville de Montpellier a ainsi confié à la société « Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS » l'exploitation du service par convention de délégation de service public pour une durée de cinq ans et sept mois à compter du 1er janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire s'est engagé à créer, dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification du contrat, une société dédiée dont l'objet social sera exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat.

Pour répondre à cet engagement, la société « LPCR DSP Montpellier », société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros, a été immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 821 079 1342. Le siège social est situé au 6 Allée Jean Prouvé, 92 110 Clichy.

Il convient donc d'établir un avenant de cession de la convention de délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri Salvador vers la société « LPCR DSP Montpellier », qui s'engage à reprendre l'ensemble des droits et obligations de la convention initiale concernant la délégation de service public pour la crèche Henri Salvador.

Les clauses et conditions de la convention initiale demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par l'avenant de transfert.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à l'Enfance de signer

l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Madame de DASYLVA ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité. Je refais voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 7 abstentions vous votez pareil, le Front National et le PS, depuis un quart d'heure. On peut rire non ?

M. MARTIN : (intervention hors micro)

Monsieur le Maire : Que cela vous fasse rire ou pas, c'est un constat.

M. MARTIN : (intervention hors micro)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 7 voix (Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRÊCHE.)

29. Convention de partenariat Ville - Association « Jouons en Ludothèques » pour le fonctionnement du LAEP Gély / Figuerolles

Dans le cadre sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpelliéraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2015-2018.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la CAF et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

Sur son territoire, la Ville participe déjà au fonctionnement de huit LAEP associatifs, les modalités financières de ces participations sont prévues dans les conventions de partenariat.

L'association « Jouons en ludothèques », qui gère déjà deux LAEP sur la commune de Montpellier, a le projet d'en ouvrir un nouveau dans le quartier Gély-Figuerolles à l'horizon de septembre 2018. Il sera ouvert tous les jeudis après-midis et son accès sera gratuit pour ne pas freiner les familles les plus précaires économiquement. Pour cette activité, l'association bénéficiera d'une salle mise à disposition par la Maison pour tous « Albertine Sarrazin », située en plein cœur du parc de la Guirlande.

L'association sollicite donc l'aide de la Ville pour son fonctionnement. Consciente des enjeux à mener dans ce quartier politique de la Ville et de l'intérêt que ce projet pourra apporter à ces

familles, la Ville partage, avec l'association et les autres partenaires, le constat du besoin d'un LAEP sur ce territoire. Il œuvrera ainsi à favoriser la mixité sociale en instaurant du lien entre les familles de la Cité Gély et du quartier Figuerolles. De plus, il participera à la mise en œuvre du projet social de la Maison pour Tous « Albertine Sarrazin » dans le cadre de son agrément Centre Social accordé par la Caf de l'Hérault à compter du 1er janvier 2018.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le principe d'une participation financière de la Ville pour le fonctionnement de ce LAEP. Le montant de l'aide proposée, évalué à 5 040 € par an, a été défini sur la base d'un budget prévisionnel prévoyant des séances hebdomadaires de 4 heures.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire du LAEP Gély / Figuerolles sont précisées dans une convention de partenariat signée entre la Ville et l'association « Jouons en ludothèques » qui sera conclue à compter du 1^{er} septembre 2018. Elle se terminera au 31 décembre 2018, date de fin du CEJ 2015-2018. Cette convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion du CEJ suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1er janvier 2019.

Cette action sera inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat ci-jointe qui prévoit les modalités de financement du LAEP Gély / Figuerolles ;
- de prévoir le financement municipal de cette nouvelle action, créée au titre d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, sous réserve du vote annuel du budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

30. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Montant
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement	4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 4 500 €;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**31. Travaux relatifs au renforcement des mesures sécurité
des établissements de la petite enfance en 2018
Demande d'autorisation d'urbanisme**

Dans le cadre de sa politique en faveur de la petite enfance, la Ville de Montpellier effectue des travaux en application de la circulaire ministérielle 2016/261 du 17/08/2016 relatifs à la sécurisation des abords et aux contrôles des accès dans les crèches, haltes garderies, et jardins d'enfants de la Ville. Cette année une somme de 194 000 € TTC est inscrite au BP 2018 de la Ville.

Ces travaux constituent une première tranche, ils permettront d'adapter l'enceinte des équipements d'accueil du jeune enfant (EAJE) conformément aux exigences de la circulaire ministérielle.

Le programme de cette tranche de travaux prévus en 2018 portera sur les actions suivantes :

- Mise en place de clôtures aveugles de 1,80m de hauteur visible du domaine public, sur les sites suivants :
 - Blanche Neige/Mary Poppins
 - Thérèse Sentis
 - L'Oustal Dou Caganis
 - Pinocchio/Ile au trésor

- Pichot Nanet

- Mise en place de barreaudage sur les menuiseries donnant sur la rue, sur les sites suivants :

- Blanche Neige/Mary Poppins
- Thérèse Sentis
- L'Oustal Dou Caganis
- Pinocchio/Ile au trésor
- Pitchot Nanet

- Mise en place de visiophones aux entrées. Site Odysseum.

Ces travaux conséquents seront confiés aux entreprises titulaires d'un marché à bon de commande. Ils seront réalisés pendant la période d'ouverture des établissements grâce à la mise en place d'un plan de prévention des risques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2018, section investissement, chapitre 904 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

32. Travaux de rénovation 2018 dans les établissements d'accueil du jeune enfant- Approbation et demande de subventions

Dans le cadre de sa politique de la Petite Enfance, la Ville de Montpellier a prévu d'effectuer, au cours de l'été 2018 des travaux de rénovation et d'amélioration dans les crèches et haltes garderies pour un montant de 360 833,33 € HT soit 433 000 € TTC.

En outre, dans le cadre de la sécurisation des établissements de la petite Enfance face au risque intrusion/attentat, une circulaire ministérielle du 17 août 2016 a défini l'ensemble des dispositifs à mettre en place face aux situations d'urgence particulière pouvant toucher la sécurité des

établissements d'accueil du jeune enfant ou des établissements relevant de la protection de l'enfance. A cet effet, des travaux de mise en sûreté dans divers établissements seront effectués dans le courant de l'année 2018, pour un montant de 161 666,67 € HT soit 194 000 € TTC.

Ainsi, le montant total des travaux prévus s'élève à 522 500,00 € HT soit 627 000,00 € TTC. Ils permettront aux jeunes enfants accueillis dans les établissements concernés de bénéficier de locaux et d'aménagements de cours rénovés et sécurisés.

Le programme des principaux travaux prévus en 2018 est constitué des opérations suivantes :

Etablissement	Libellé	Montant HT	Montant TTC
Crèche Antigone	Réfection sanitaire des moyens	29 166,67 €	35 000,00 €
Crèche Blanche Neige	Réfection sanitaire des moyens	33 333,33 €	40 000,00 €
Crèche Agropolis	Réfection de la façade arrière de la crèche	6 666,67€	8 000,00 €
Crèche les Sept Nains	Réfection sanitaire des grands, remplacement fenêtres et rideaux	48 333,33 €	58 000,00 €
Halte-garderie La Maison des Enfants	Réfection sol section Tournesol, cour sol souple	10 000,00 €	12 000,00 €
Halte-garderie Les Bouton d'or	Réhausse des poignées de portes et portillon	3 333,33€	4 000,00 €
Halte-garderie André Chamson	Rénovation peinture 5 pièces	6 666,67€	8 000,00 €
Halte-garderie Les chats bottés	Peinture grille poubelle	833,33 €	1 000,00 €
Halte-garderie Les Copains d'Abord	Déplacement portillon cour	833,33 €	1 000,00 €
Halte-garderie Europa Assas	Rénovation vestiaire, peinture Tournesol	5 000,00 €	6 000,00 €
Halte-garderie L'Oustal Dou Caganis	Création table à langer	1 666,67€	2 000,00 €
Crèche Galineta	Rénovation huisseries, réaménagement biberonnerie, caches radiateurs	10 833,33€	13 000,00 €
Crèche Louise Guiraud	Remplacement des stores bannes	22 500,00 €	27 000,00 €
Halte-garderie Mowgli	Création d'un dortoir	8 333,33 €	10 000,00 €
Halte-garderie Pitchot Nanet	Rénovation section bébés, dortoirs	1 666,67 €	2 000,00 €
Halte-garderie Mary Poppins	Modification barrière cour bébés	2 500,00 €	3 000,00 €
Crèche Petit Prince de Boutonnet	Rénovation, peinture et stores	18 916,67 €	22 700,00 €

Crèche Cleonice Pouzin	Store lingerie	1 916,67 €	2 300,00 €
Ram Odysseum	Protection menuiserie extérieures	2 083,33 €	2 500,00 €
Crèche Robin des Bois	Peinture section des grands	1 416,67 €	1 700,00 €
Crèche Petite Sirène	Porte coulissante lingerie	833,33 €	1 000,00 €
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Rénovation dortoir des bébés, plafond rafraichissant	10 416,67 €	12 500,00 €
Crèche Tom Pouce	Remplacement store préau	12 500,00 €	15 000,00 €
Divers Etablissements	Pose préau	5 833,33 €	7 000,00 €
Divers Etablissements	Travaux confort thermique	17 750,00 €	21 300,00 €
Divers Etablissements	Travaux non affectés	57 500,00 €	69 000,00 €
Divers Etablissements	Extracteur d'air et rehausses pour matériel ménager lingerie, office	10 833,33 €	13 000,00 €
Divers Etablissements	Remplacement de fenêtres et de baies vitrées	4 166,67 €	5 000,00 €
Divers Etablissements	Travaux sécurité incendie	25 000,00 €	30 000,00 €
Divers Etablissements	Sécurisation anti-attentats	161 666,67 €	194 000,00 €
Total travaux globalisés		522 500,00 €	627 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2018, section investissement, chapitre 904 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

33. Marché de plein air de la Comédie - Rachat de fonds de commerce

Par délibération n°V2018-016 du Conseil Municipal en date du 2 février 2018, la collectivité s'est porté acquéreuse de 4 emplacements sur le marché municipal Comédie, n°5, 13, 15 et 16.

Cependant, Mme POITOU-WEIGEL Michèle titulaire de l'emplacement n°15 a depuis renoncé à la vente de son fonds de commerce par lettre recommandée en date du 12 mars 2018.

Par ailleurs, M. PINOLI Guy, un commerçant titulaire d'une autorisation d'occupation sur le marché Comédie depuis plus de trois ans, a manifesté son souhait de vendre son fonds de commerce. Il est donc proposé que la collectivité se porte acquéreur de cet emplacement.

M. PINOLI Guy est commerçant non sédentaire sur le marché Comédie du mardi au samedi. Il est titulaire de l'emplacement n° 2. Il habite au 39 rue de Mirepoix 34070 MONTPELLIER.

Compte tenu de son ancienneté, du nombre de tenue de marchés, du produit commercialisé, de la clientèle attachée à ce commerce, de l'équipement y afférant, la valeur du fonds de commerce est estimée à 45 000 € net vendeur.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'annuler l'acquisition du fonds de commerce de Madame POITOU-WEIGEL Michèle au prix de 45 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°15 ;
- d'acquérir le fonds de commerce de Monsieur PINOLI Guy au prix de 45 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°2 ;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition et à la prise en charge de tous les frais sur le budget de la Ville, programme action foncière ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

34. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du kiosque Dionysos, kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/restauration rapide situé place Dionysos, a été lancé par la Ville au mois

d'octobre pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 3 novembre 2017, trois dossiers ont été déposés par M. Bernard SABAU et Thibaud DELETRAZ, M. Mourad SAJID, M. Hervé LIMA.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier :

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Mourad Sajid, professionnel confirmé de la restauration est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant l'ensemble des critères fixés : gamme de produits « classique » en restauration et tarifs adaptés à la clientèle, projet en adéquation, prévisionnel financier réaliste, investissements prévus sur la durée de la convention.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 6 600 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

Compte tenu de l'état dégradé des kiosques nécessitant des travaux à réaliser par le propriétaire, estimés par la Ville à 13 000 € HT, une exonération dans la limite de ce montant pourra être accordée sous réserve de la production des factures acquittées et constatation des travaux effectués par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider l'attribution de la convention d'occupation du kiosque Dionysos à usage de vente à emporter/restauration rapide à M. Mourad SAJID, dans les conditions précisées ci-dessus,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Vous vous abstenez ? Vous votez contre. Alors je refais voter. Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Monsieur Jérémie MALEK entre en séance.

35. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle

Par délibération du Conseil Municipal du 20 juin 2011, la Ville a désigné la S.A.R.L « Le Contexte » représentée par M. Fabien RUIZ, concessionnaire de la convention d'occupation du kiosque n°1 situé Allée Paul Boulet.

La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de novembre une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature, le 15 décembre 2017, trois dossiers ont été déposés par MM. SABAU et DELETRAZ, M. Fabien RUIZ et M. Karimi SAIFELLAH.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel :

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier :

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Fabien RUIZ a été analysé comme le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant les critères suivants : gamme de produits et tarifs, cohérence du projet, ainsi que la proposition d'investissements incluant un réaménagement extérieur et intérieur.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 24 400 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1er janvier de chaque année.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De renouveler l'attribution de l'occupation du kiosque n°1 à Monsieur Fabien RUIZ pour une durée de 6 ans ;
- D'approuver le projet de convention ci-joint ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

Adopté à l'unanimité. Et, là, vous ne votez pas contre ? Vous votez contre ? Donc, vous ne votez pas contre. Alors, vous vous abstenez ? Donc vous votez pour. Unanimité. Merci.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Ce n'est pas grave. Vous avez le droit de voter contre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

La Culture scientifique et technique, le Pluri discipline ainsi que le Spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 10 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 35 700 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER - ASLM	Fonctionnement	4 500
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER - ASLM	Projet	2 000
	PLURI DISCIPLINES		
529	LA FRICHE DE MIMI	Fonctionnement	3 000
254	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY -	Fonctionnement	3 000

	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS		
	SPECTACLE VIVANT/Musique		
1765	JAZZ A TOUS LES ETAGES	Projet	2 000
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE ANNE	Projet	5 000
2621	MAISON 2 LA CHANSON	Projet	3 000
4311	TOUT A FOND	Fonctionnement	4 000
6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	4 000
	SPECTACLE VIVANT / Théâtre		
532	ATHOME	Projet	700
6946	QUARTIER GARE	Fonctionnement	4 500
	TOTAL		35 700

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 pour un montant total de 35 700 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame LIZA, Monsieur TRAVIER, Madame YAGUE ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Pas de demande d'intervention. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Nicole LIZA, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.)

37. Convention de mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier du 4 au 8 juin 2018 dans le cadre d'Opéra Junior

La Ville de Montpellier ambitionne que son théâtre municipal offre une programmation variée et de qualité à destination du plus grand nombre de Montpelliérains.

Dans cet objectif de politique culturelle d'un théâtre ouvert, s'inscrit l'attraction de nouveaux publics issus du quartier de la Mosson au Théâtre Jean Vilar. Il est ainsi souhaité la construction d'une programmation et d'actions culturelles en collaboration avec des acteurs culturels qui mobiliseront leurs compétences au profit des habitants de ce quartier.

L'Opéra et Orchestre National de Montpellier, fidèle à sa mission de rayonnement, se produit au-delà de ses murs. Afin de sensibiliser de nouveaux publics à la musique classique, l'Opéra et Orchestre programme ainsi des concerts dans les médiathèques, maisons pour tous, écoles, universités, prisons... et accueille des milliers d'élèves et d'étudiants lors de répétitions générales et de concerts. Il cherche à créer du lien social qui favorise la citoyenneté grâce à la musique.

Dans ce cadre, une mise à disposition à titre gratuit du Théâtre Jean Vilar a été sollicitée pour trois représentations du spectacle *Idriss ou la fête interrompue* dans le cadre d'Opéra Junior, du 4 au 8 juin 2018. Compte tenu de l'intérêt culturel représenté par ce projet, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Le montant valorisé de cette mise à disposition est de 5 380 Euros, conformément aux tarifs 2018 de location du théâtre approuvés par délibération n° V2017/452 du 21 décembre 2017. Cette somme sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes de l'association.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar à l'Opéra Orchestre National de Montpellier, à titre gratuit,
- De dire que la valorisation de cette mise à disposition à titre gratuit du théâtre Jean Vilar sera considérée comme une subvention en nature, et inscrite comme telle dans le compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes du bénéficiaire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur BARRAL, Monsieur COUSQUER, Madame LEVY-RAMEAU, Madame MARSALA, Madame PEREZ et Monsieur TRAVIER ne prennent pas part au vote. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention. Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Guy BARRAL, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA avec la procuration de Perla DANAN, Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON, Bernard TRAVIER.)

38. Convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O dans le cadre du festival Saperlipopette

La Ville de Montpellier souhaite permettre aux habitants de l'ensemble des quartiers de la Ville d'accéder à une programmation culturelle diverse et variée.

Le Domaine d'O offre au travers de la programmation du festival jeune public Saperlipopette une

série de spectacles gratuits. En prolongement du festival, certains spectacles partent « En voyage dans la métropole ». Il est donc proposé d'accueillir un spectacle de cette tournée à Montpellier dans le quartier de la Mosson.

Pour ce faire, une mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du Théâtre Jean Vilar a été sollicitée pour une représentation du spectacle *Le Dompteur de Sonimaux*.

Compte tenu de l'intérêt culturel de cette manifestation, il est proposé de donner une suite favorable à cette demande. Conformément aux tarifs de location 2018 du théâtre Jean Vilar approuvés par délibération n° V2017/452 du 21 décembre 2017, le montant valorisé de cette mise à disposition est de 1725 Euros.

Cette mise à disposition constitue une subvention en nature et sera, à ce titre, inscrite au compte administratif de la Ville de Montpellier ainsi que dans les comptes de l'EPIC du Domaine d'O.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition à titre gratuit de l'espace bar du théâtre Jean Vilar à l'EPIC du Domaine d'O pour une représentation dans le cadre du festival Saperlipopette ;
- De dire que cette mise à disposition constitue une subvention en nature et sera valorisée comme telle au compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Sachant que je ne prends pas part au vote, ni Madame ACQUIER, Madame DANAN, Madame DEMON, Madame DRAY, et Monsieur TORTORICI. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Lorraine ACQUIER, Perla DANAN de par la procuration donnée à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON de par la procuration donnée à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI avec la procuration de Fabien ABERT.)

39. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération d'aménagement Nouveau Saint Roch - 3 000 000 € Crédit Coopératif - Exercice 2018

Dans le cadre de l'opération d'aménagement NOUVEAU SAINT ROCH confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine, la SERM souhaite réaliser un emprunt de 3 000 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SERM a obtenu auprès du Crédit Coopératif, un emprunt aux caractéristiques suivantes :

- Capital emprunté : 3 000 000 €
- Durée : 4 ans
- Différé d'amortissement : 1 an
- Taux fixe : 0.30%
- Périodicité trimestrielle
- Amortissement progressif
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- Frais de dossier : 0.2% soit 6 000 €
- Souscription au capital du Crédit Coopératif : 0.5% du montant emprunté soit 15 000 € (2/3 en parts rémunérées, 1/3 en parts A)
- Exemption de commission d'engagement
- Garantie de la Ville de Montpellier : 80%

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Coopératif, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80% de l'emprunt que la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès du Crédit Coopératif à hauteur de 2 400 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Max LEVITA ? Je mets aux voix. Contre ? Un contre. Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Monsieur Jean-Luc COUSQUER avec la procuration de Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO et Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Caroline NAVARRE entrent en séance.

40. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement ZAC du Coteau - 12 171 706 € - Exercice 2018

Dans le cadre de l'opération d'aménagement ZAC du Coteau confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 12 171 706 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi la SA3M a obtenu auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'emprunt suivant :

- *Capital : 12 171 706 €*
- *Durée totale : 10 ans*
 - *Durée de préfinancement : 36 mois*
 - *Durée de la phase d'amortissement : 7 ans*
- *Périodicité des échéances : annuelle*
- *Taux : taux livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0.60% (révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%)*
- *Règlement des intérêts de préfinancement : capitalisation*
- *Amortissement prioritaire avec échéance déduite*
- *Taux de progressivité de l'amortissement : 0%*
- *Modalité de révision : simple révisabilité*
- *Garantie de la Ville de Montpellier : 80% (capital et intérêts capitalisés)*
- *Caution 20 % : Caisse Epargne Languedoc Roussillon (capital et intérêts capitalisés)*
- *Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé*
- *Commission d'instruction : 7 300 €*

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt de 12 171 706 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux

voix. Contre ? Abstention ? Un contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

41. Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros, composé de 34 288 actions. Elle détient 9,11% du capital soit 3 122 actions et occupe 1 poste au Conseil d'Administration de la société.

La société TaM exploite pour le compte de la Ville la délégation de service public du stationnement sur voirie.

Le Conseil d'administration de la société, souhaite proposer la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts sur 2 points :

- Extension de l'objet social pour intégrer l'activité de Centre de Formation des Apprentis (CFA) ;
- Mise en conformité avec la loi Rebsamen instituant le poste d'administrateur salarié.

1) Création d'un CFA

Le Conseil d'Administration de TaM du 25 octobre 2016 avait proposé d'étudier le projet de création d'un CFA afin de permettre d'aborder l'ensemble des compétences requises et attendues en proposant un parcours de formation adapté aux besoins de l'entreprise.

La Région Occitanie a autorisé formellement la création de ce CFA lors d'une délibération de sa Commission Permanente en date du 13 octobre 2017.

En effet, les besoins en recrutement sur les métiers multidisciplinaires de la conduite et du transport ont été identifiés comme essentiels pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de la SAEML TaM. La polyvalence des métiers qui allie conduite, sécurisation, contrôle, régulation et exploitation, demande des exigences en qualification qui s'amenuisent d'année en année.

Le CFA, d'une capacité d'accueil de 30 apprentis permettra en deux ans de dispenser un titre professionnel de conducteur du transport routier interurbain de voyageurs avec deux modules complémentaires de contrôle de la réglementation et conduite des tramways. Les premières sessions de formation sont envisagées en septembre 2018. La durée de la convention conclue avec la Région Occitanie est de 5 ans renouvelable.

2) Administrateur salariés

En application de l'article L. 225-27-1 du Code de Commerce (issu de la Loi « Rebsamen » du 17 août 2015) les sociétés qui emploient, à la clôture de deux exercices consécutifs au moins 1000 salariés permanents dans la société et ses filiales, ont l'obligation d'indiquer dans les statuts que le

conseil d'administration comprend, outre les administrateurs classiques, des administrateurs représentant les salariés.

Le poste d'administrateur salarié sera désigné par le comité d'entreprise, ce dernier ayant émis un avis favorable à l'unanimité sur la proposition de désignation présentée lors de la séance du 31 janvier 2018.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications statutaires instituant le poste d'administrateur salarié et l'extension de l'objet social aux activités du CFA ;
- d'autoriser Mme Mylène CHARDES représentante de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de TaM, à voter en faveur de ces modifications statutaires lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de TaM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur COUSQUER, Madame DASYLVA, Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur KRZYZANSKI, Madame MIRALLES, et Madame PEREZ ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 9 voix (Jean-Luc COUSQUER avec la procuration de Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON.)

42. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu

de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement	ANIMATION COLLECTIVE FAMILLE	10 000 €
64	ADAGES	Fonctionnement	PARENTHÈSE	5 000 €
64	ADAGES	Fonctionnement	ESPACE DE VIE SOCIALE	2 000 €
6773	GROUPEMENT DES EDUCATEURS SANS FRONTIERES	Projet	SOUTIEN A L'ENSEIGNEMENT DU FRANCAIS LANGUE D'INTEGRATION	2 000 €
TOTAL				19 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Exclusion:

Code	Structure	Type	Montant
5448	CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Solidarité :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6374	MOSAIQUE DES HOMMES ET DES JARDINS	Projet	ANIMATION ET COORDINATION D'ATELIER JARDINS ADAPTES AUX RESIDENTS DE 4 EHPAD DU CCAS	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Handicap :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1734	MUSIKA	Projet	4EME FESTIVAL HANDIMUSIQUE	500 €
4365	HANDIC'ART	Projet	HANDIC'ART FETE SES 20 ANS	500 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €

6139	DIFFERENT COMME TOUT LE MONDE	Projet	JOURNEE HANDI-CITOYENNE	3 000 €
TOTAL				7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Contrat de Ville Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Projet	ESPACE JEUNESSE QUARTIER LEMASSON	3 500 €
64	ADAGES	Projet	LE FRANÇAIS AU QUOTIDIEN COMME VECTEUR D'INTERGRATION QUARTIER LEMASSON	4 000 €
TOTAL				7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 43 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Madame YAGUE ne prend pas part au vote. Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE.)

Madame Séverine SCUDIER sort de séance.

43. Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Désignation d'un délégué à la protection des données commun entre la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier et

Montpellier Méditerranée Métropole

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) est en vigueur depuis le 24 mai 2016. Ce RGPD, qui remplace les lois nationales telles que la loi informatique et libertés en France, unifie la protection des données et facilite la libre circulation des données dans les 28 états membres de l'Union Européenne.

Son entrée en application est fixée au 25 mai 2018 et a pour conséquence la disparition de la fonction de Correspondant Informatique et Liberté (CIL), aujourd'hui facultative, pour évoluer vers l'obligation de création de la fonction de Délégué à la Protection des Données (DPD) (art.37 du RGPD).

L'article 37 de ce règlement précise que : *« Lorsque le responsable du traitement ou le sous-traitant est une autorité publique ou un organisme public, un seul délégué à la protection des données peut être désigné pour plusieurs autorités ou organismes de ce type, compte tenu de leur structure organisationnelle et de leur taille ».*

Depuis 2006, la Ville de Montpellier a désigné en son sein un CIL afin de l'assister dans l'application des dispositions de la loi Informatique et Libertés. Le CIL a en particulier aidé les services dans l'analyse et la caractérisation des traitements automatisés de données nominatives, dont il a dressé et tenu à jour une liste mise à disposition de la CNIL. Il a plus généralement accompli une mission d'information et de contrôle du respect des droits d'information, d'accès, et d'opposition des personnes concernées par les traitements nominatifs, et de suivi des évolutions de la législation sur les données nominatives.

Les compétences ainsi acquises correspondent à celles également attendues du futur DPD pour l'exercice de ses missions d'information et de conseil des responsables de traitement, de diffusion d'une culture informatique et libertés, de contrôle du respect du RGPD et de coopération avec la CNIL. Elles doivent lui permettre également de travailler en lien avec les référents pour la protection des données à désigner au sein des services informatiques (CCAS et Métropole), qui informeront le DPD des projets de création de traitement nominatifs, veilleront avec lui à la prise en compte des principes du RGPD dans la conception et l'utilisation des traitements nominatifs, et lui soumettront les études d'impacts réalisées en vue de leur création.

Dans le cadre de ces évolutions législatives, et au regard de la démarche de rapprochement et mise en synergie des services de la Ville de Montpellier, du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole engagée sous l'impulsion du Maire-Président, il paraît opportun qu'un DPD commun soit désigné afin de disposer d'une vision transversale, d'assurer une mise en application harmonisée du RGPD entre les trois entités, et de poursuivre la professionnalisation de la protection des données personnelles.

Sur ce principe et en vertu de l'article 37 du RGPD, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont choisi de recourir à une convention de prestation de service au bénéfice de la Métropole.

Les missions relevant de cette présente convention seront assurées par le DPD de la ville de Montpellier à hauteur de 10% de son temps de travail.

Sur ce même principe et au vu de la nouvelle réglementation des marchés publics et plus précisément de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le CCAS de Montpellier en tant que personne morale contrôlée peut attribuer les prestations du DPD via un contrat de quasi-régie (ou « in house ») à l'entité qui la contrôle à savoir la ville de Montpellier. Ainsi la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ont choisi de recourir à une convention de quasi-régie au bénéfice du CCAS.

Les missions relevant de cette présente convention seront assurées par le DPD de la ville de Montpellier à hauteur de 4% de son temps de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole annexée à la présente délibération,
- D'approuver la mise en œuvre de la convention de quasi-régie (ou « in house ») entre la Ville de Montpellier et le CCAS également annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté. Une abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Christophe COUR sort de séance.

**44. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances -
Désignations**

Suite à sa démission du Conseil municipal, il est proposé de remplacer Monsieur Thibault RASSAT au sein des organismes suivants :

- Le Comité de la Caisse des Ecoles ;
- La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges ;
- La Commission de la Réforme du Matériel et des Véhicules ;
- La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine ;
- L'association MEDIA FORMA SUD ;
- L'association APERCABLE.

D'autre part, afin d'être en conformité avec les statuts universitaires, il convient de nommer un élu titulaire ainsi qu'un suppléant de même sexe au sein du Conseil de la Faculté d'Economie de Montpellier (Université de Montpellier).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- De procéder à la désignation des représentants de la Ville et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pour le Comité de la Caisse des écoles, je vous propose la candidature de Monsieur Daniel BOULET.

Pour la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, la candidature de Monsieur Daniel BOULET.

Pour la Commission de la Réforme du Matériel et des Véhicules, Daniel BOULET ; pour la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, Daniel BOULET ; pour l'association MEDIA FORMA SUD, Daniel BOULET ; pour l'association APERCABL, Daniel BOULET.

Pour ce qui est de la faculté d'économie de Montpellier, Marie-Hélène SANTARELLI en titulaire et Caroline NAVARRE en suppléante.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté avec une seule abstention.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ont été élus :

Comité de la Caisse des Ecoles

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Commission de la Réforme du Matériel et des Véhicules

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

L'association MEDIA FORMA SUD

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

L'association APERCABLE

Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT

Conseil de la Faculté d'Economie de Montpellier (Université de Montpellier)

Marie-Hélène SANTARELLI (titulaire) en remplacement de Caroline NAVARRE.

Caroline NAVARRE (suppléante) en remplacement de Thibault RASSAT.

45. Election d'un nouveau membre de la Commission municipale n°2 "Affaires Générales"

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des Commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Monsieur le Maire, président de droit.

Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres de la Commission municipale n°2 « Affaires Générales ».

Suite à la démission du Conseil municipal de Monsieur Thibault RASSAT, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau membre afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner un nouveau membre de la Commission municipale n° 2 « Affaires générales ».

Monsieur le Maire : Je vous propose la candidature de Monsieur Daniel BOULET. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

**46. Commission de contrôle des délégataires de service public
Désignation d'un nouveau membre titulaire**

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T, créer une Commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des compte-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les compte-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

M. Thibault RASSAT ayant été désigné membre titulaire lors du Conseil municipal du 25 février 2016, il convient de désigner un nouveau membre afin de le remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Monsieur le Maire : Je vous propose la candidature de Monsieur Daniel BOULET. Contre ? Abstention ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

Madame Séverine SCUDIER entre en séance.

47. Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Suite à la démission de Monsieur Thibault RASSAT du Conseil municipal, en date du 9 avril 2018, membre du Conseil d'administration du CCAS, il convient de désigner un nouveau représentant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette désignation.

Monsieur le Maire : Je vous propose la candidature de Monsieur BOULET. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

**48. Commission consultative des cessions immobilières
Désignation d'un nouveau représentant**

Par délibération n° 2013/352 du 22 juillet 2013, le Conseil municipal a approuvé la création d'une commission consultative intervenant dans le cadre de l'instruction des cessions foncières et immobilières, propriétés de la Ville, en tant qu'outil de transparence et d'aide à la décision du Conseil municipal en la matière.

Sur le fondement de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales, « *le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale* ».

La commission consultative des cessions immobilières est chargée d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'acquéreur dans le cadre de la procédure générale de mise en vente.

Cette commission, dont la présidence est assurée par le Maire, ou par l'Adjoint délégué à l'urbanisme, est composée de 8 élus représentant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale, conformément à l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales précité.

La composition de cette commission a été fixée par délibération n° 2014/150 en date du 24 avril 2014.

Suite à la démission de Monsieur Thibault RASSAT du Conseil municipal, en date du 09 avril 2018, membre de la commission consultative des cessions immobilières, il est proposé de procéder à la désignation d'un nouveau représentant au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette désignation.

Monsieur le Maire : Je vous propose la candidature de BOULET. Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

A été élu :

- Daniel BOULET en remplacement de Thibault RASSAT.

**49. Square Tour de la Babote
Travaux de remise en état
Déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville poursuit en 2018 l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Dans cet objectif, il est nécessaire de procéder au remplacement et à l'identique de la porte grillagée du local électrique du Square de la Babote sis 17 boulevard de l'Observatoire.

Ainsi pour mener à bien cette opération, il convient de déposer auprès des services compétents, une déclaration préalable de travaux.

Le montant estimé des travaux s'élève à 2 856,67€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux du bâtiment susmentionné ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint délégué à signer et déposer le dossier de déclaration préalable de travaux nécessaire à la réalisation desdits travaux ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2018 – chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON sort de séance.

50. Cotisations à l'Ordre des Architectes Renouvellement Exercice 2018

Les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'Ordre des Architectes qui se renouvelle annuellement.

L'adhésion préalable à l'Ordre et la souscription de l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte.

Afin de permettre aux agents de la Ville de Montpellier concernés par cette qualité, de poursuivre l'accomplissement de leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, il est proposé au Conseil municipal d'approuver leur adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2018, selon les modalités suivantes :

Nom	Prénom	Direction	Cotisation (en €)
BRIDON	Christine	Architecture & Immobilier Service Architecture	700
COUILLEC	Frédérique		700
HILAIRE	Anne-Josée		700
TOTAL			2 100

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2018, selon les modalités prévues ci-dessus ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 – Chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Mylène CHARDES, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN.)

Monsieur Christophe COUR entre en séance.

51. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de matériel d'entretien des espaces verts.

Dans le cadre de l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Castelnau le Lez, Grabels, Pérols et Villeneuve les Maguelone pour l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **60.000 € HT** par an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de **60.000 € HT** par an.

Pour la Ville de Castelnau le Lez, le montant d'achats estimé sera de **5.000 € HT** par an.

Pour la Ville de Grabels, le montant d'achats estimé sera de **1.000 € HT** par an.

Pour la Ville de Pérols, le montant d'achats estimé sera de **9.000 € HT** par an.

Pour la Commune de Villeneuve les Maguelone, le montant d'achats estimé sera de **1.500€ HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Pérols et la Ville de Villeneuve les Maguelone, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

52. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage.

Dans le cadre de l'achat de matériel de plomberie, chauffage et arrosage, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès, pour les achats de matériel de plomberie, chauffage et arrosage conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Cet accord-cadre est décomposé en 6 lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.) :

Lot n°1 Plomberie :

Ville de Montpellier 55 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 10 000 € HT
CCAS de Montpellier 15 000 € HT
Ville de Grabels 4 000 € HT
Ville de Jacou 3 500 € HT
Ville de Pérols 4 000€ HT
Ville de Prades-le-Lez 3 000€ HT
Ville de Saint-Brès 1 000 € HT

Lot n°2 Matériels de chauffage et pièces détachées :

Ville de Montpellier 55 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 45 000 € HT

Lot n°3 Filtres pour centrales de traitement d'air :

Ville de Montpellier 10 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 6 000 € HT

Lot n° 4 Matériel de Gestion Centralisée :

Ville de Montpellier 35 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 50 000 € HT

Lot n°5 Arrosage intégré :

Ville de Montpellier 25 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 5 000 € HT
CCAS de Montpellier 4 500 € HT
Ville de Castelnau-le-Lez 2 000 € HT
Ville de Grabels 1 000 € HT
Ville de Jacou 3 500 € HT
Ville de Pérols 2 000€ HT
Ville de Prades-le-Lez 500 € HT

Lot n°6 Equipement de chauffage radiateurs, chaudières, fumisterie :

Ville de Montpellier 20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole 3 000 € HT
Ville de Pérols 3 000€ HT
Ville de Saint-Brès 1 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Grabels, Jacou, Pérols, Prades-le-Lez et de Saint-Brès, convention aux termes

de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;

- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier.

Dans le cadre de l'achat et la livraison de papier, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne. La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour la Ville de **Montpellier**, le montant d'achats estimé sera de **70 000 € HT** par an.

Pour **Montpellier Méditerranée Métropole**, le montant d'achats estimé sera de **40 000 € HT** par an.

Pour la Ville de **Beaulieu**, le montant d'achats estimé sera de **700 € HT** par an.

Pour la Ville de **Fabrègues**, le montant d'achats estimé sera de **1 400 € HT** par an.

Pour la Ville de **Grabels** le montant d'achats estimé sera de **2 900 € HT** par an.

Pour la Ville de **Jacou** le montant d'achats estimé sera de **2 300 € HT** par an.

Pour la Ville de **Murviel-les-Montpellier** le montant d'achats estimé sera de **800 € HT** par an.

Pour la Ville de **Pérols** le montant d'achats estimé sera de **4 700 € HT** par an.

Pour la Ville de **Pignan**, le montant d'achats estimé sera de **3 800 € HT** par an.

Pour la Ville de **Saint-Jean-de- Védas**, le montant d'achats estimé sera de **3 600 € HT** par an.

Pour la Ville de **Villeneuve-Lès Maguelone** le montant d'achats estimé sera de **4 600 € HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Beaulieu, Fabrègues, Grabels, Jacou, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Villeneuve-Lès-Maguelone et Saint-Jean-de-Védas pour l'achat et la livraison de papier, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

54. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques.

Dans le cadre de l'achat de matériels électriques, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un marché à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès pour l'achat de matériels électriques, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **165 000 € HT** par an.
Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de **275 000 € HT** par an.
Pour le CCAS de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **30 000 € HT** par an.
Pour la Ville de Castelnau-le-Lez, le montant d'achats estimé sera de **28 000 € HT** par an.
Pour la Ville de Grabels le montant d'achats estimé sera de **10 000 € HT** par an.
Pour la Ville de Jacou le montant d'achats estimé sera de **16 500 € HT** par an.
Pour la Ville de Pérols le montant d'achats estimé sera de **6 000 € HT** par an.
Pour la Ville de Prades-le-Lez le montant d'achats estimé sera de **12 000 € HT** par an.
Pour la Ville de Saint-Brès le montant d'achats estimé sera de **5 000 € HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et la Ville de Castelnau le Lez, la Ville de Grabels, la Ville de Jacou, la Ville de Pérols, la Ville de Prade-le-Lez, et la Ville de Saint-Brès, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Véronique PEREZ avec la procuration de Véronique DEMON entre en séance.

55. Participation au groupement de commandes avec Hérault Energies pour la fourniture de gaz pour la période du second semestre 2019- Autorisation de lancement de la consultation de l'accord cadre et ses marchés subséquents

La réglementation relative à la fourniture de gaz a évolué ces dernières années en mettant fin aux tarifs réglementés de vente. Au 31 décembre 2015, le marché du gaz s'est ouvert à la concurrence dès lors que la consommation est supérieure à 30 MWh.

Conformément au code des marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs peuvent adhérer à des groupements de commande et sont alors dispensés de leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Hérault Energies a développé une expertise pour l'achat d'énergie (en particulier pour le gaz et l'électricité) et la Ville de Montpellier, qui a déjà adhéré à un groupement de commandes dont le coordonnateur est le syndicat Hérault Energies par délibération n°2015/194 du 7 mai 2015, a déjà pu en bénéficier avantageusement pour la fourniture d'électricité (tarifs jaunes et verts).

Le marché actuel de fourniture de gaz de la Ville de Montpellier se termine au 30 juin 2019. Les besoins actuels de la Ville de Montpellier sont la fourniture de gaz pour ses bâtiments à compter du 1^{er} juillet 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019, de manière à pouvoir participer au nouveau groupement de commande pour la période 2020-2023.

Il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne le groupement de commande dont le coordonnateur est Hérault Energies pour la fourniture en gaz de ses bâtiments à compter du 1^{er} juillet 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019. Par la suite, les points de livraison seront basculés sur le marché qui sera passé dans le cadre du nouveau groupement de commandes (2020-2023) piloté par Hérault Energies et élargi à d'autres départements de la Région Occitanie / Pyrénées - Méditerranée pour l'achat d'énergies de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.

Le montant des besoins en gaz est estimé à 1 500 000 € TTC pour une consommation annuelle de 22 GWh.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la participation de la Ville de Montpellier au groupement de commandes pour la fourniture de gaz. Ce groupement est piloté par le Hérault Energies (coordonnateur du groupement) ;
- d'autoriser le groupement à lancer les procédures de mises en concurrence permettant d'attribuer l'accord cadre et le(s) marché(s) subséquent(s) pour le gaz ;
- de noter que la participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents, calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle, sera égale à zéro car la ville de Montpellier a déjà versé le montant plafond demandé dans le cadre de l'électricité (7 500 € pour 4 ans) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Ville de Montpellier est partie prenante, les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

Monsieur le Maire : Eh, oh, Monsieur de SAINT JOUAN. Ouh ! ouh ! Hérault énergie. Notez. Et vous ferez 100 lignes : « Je ne dirai plus de méchancetés envers le Maire ». « Je ne dirai plus de mensonges ». C'est encore mieux. Si. Si.

Madame DASYLVA, Madame JANNIN, Monsieur KRZYZANSKI, Madame LEVY-RAMEAU et Madame MIRALLES ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous avez voté. Mais vous venez de le voter. Je vous en remercie. Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Titina DASYLVA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES.)

56. Adhésion à un groupement de commande pour l'achat d'énergies, de fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique à compter du 1er janvier 2020

Pour ses besoins en matière d'achat d'électricité, la Ville de Montpellier fait déjà partie du groupement de commandes créé en 2015 par Hérault Energies. La mutualisation permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix.

Le périmètre du groupement est étendu à d'autres départements de la Région Occitanie / Pyrénées – Méditerranée, ce qui nécessite d'adapter l'acte constitutif initial du groupement de commandes en convention constitutive pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique, Hérault Energies (Syndicat Départemental d'Energies du département de l'Hérault) demeurant le coordonnateur du groupement.

Il est proposé que la Ville de Montpellier rejoigne ce groupement qui présente toujours un intérêt au regard de ses besoins propres d'achat d'électricité, de gaz et de bois-énergie pour les prochaines années et des projets de marchés ou d'accords-cadres à lancer par le groupement.

Les montants des besoins sont estimés à :

- En électricité : 13 000 MWh soient 2 000 000€ HT / an ;
- En gaz : 22 000 MWh soient 1 500 000€ HT / an.

Une participation aux frais de fonctionnement du groupement permettant au coordonnateur d'être indemnisé des frais afférents est calculée pour chaque membre du groupement sur la base de sa consommation annuelle de chaque énergie.

La participation financière sera versée au cours du premier mois d'exécution des premiers marchés subséquents pour un montant estimé à 8 500 € en électricité et gaz. Une seconde participation financière sera demandée à l'exécution des marchés subséquents suivants pour un montant estimé à 8 500 € en électricité et gaz, soit un montant total estimé pour les besoins en électricité et gaz des 4 prochaines années (de 2020 à 2023) de 17 000 €.

Toutefois le coordonnateur ne devant en aucun cas faire de bénéfice, la participation définitive de chaque membre sera calculée au prorata des dépenses réelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- de confirmer l'adhésion de la Ville de Montpellier au groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la nouvelle convention constitutive du groupement joint en annexe et à prendre toute mesure nécessaire

à l'exécution de la présente délibération, et plus généralement, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

- d'autoriser le coordonnateur Hérault Energies, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison ;
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement ;
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la Ville de Montpellier est partie prenante, les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres.

Monsieur le Maire : Madame DASYLVA, Madame JANNIN, Monsieur KRZYZANSKI, Madame LEVY-RAMEAU et Madame MIRALLES ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Titina DASYLVA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES.)

57. Transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole

La mutualisation des services et les nouvelles organisations qui en découlent conduisent à opérer le transfert de propriété de véhicules de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole, dans les contextes suivants :

- Transfert de la DAGEP de l'Hôtel de Ville vers l'Hôtel de Métropole et transfert de véhicules du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool de l'Hôtel de Métropole, au prorata des usages de véhicules constatés par les agents de la DAGEP ;
- Mutualisation des Directions de la Culture et transfert de véhicules du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool du Belem, au prorata des usages de véhicules constatés par les agents émanant de la Ville ;
- Mutualisation des Directions des Sports et transfert de véhicules du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool du Belem, au prorata des usages de véhicules constatés par les agents émanant de la Ville, ainsi que d'un Bus Podium pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mutualisation des services Courrier et transfert de propriété des véhicules de ce service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Les véhicules sont refacturés selon les règles d'amortissement comptable (transfert à titre gratuit pour les véhicules de plus de 6 ans, amortis comptablement).

Les véhicules concernés par ce transfert de propriété de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- 1) 9 véhicules, du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool de l'Hôtel de Métropole :
 - a. Renault Twingo 2 – CP391BD du 29/05/2008
 - b. Renault Twingo 2 – CQ587ME du 03/07/2008
 - c. Renault Twingo – CQ617ME du 06/06/2007
 - d. Renault Clio 2 – CX823JC du 15/03/2002
 - e. Renault Twingo 2 – CP406BD du 29/05/2008
 - f. Renault Twingo 2 – CQ539ME du 22/10/2008
 - g. Renault Clio 2 – CP318BD du 24/03/2004
 - h. Renault Twingo 2 – CE331RH du 30/04/2012
 - i. Renault Twingo 2 – CE129RJ du 30/04/2012
- 2) 5 véhicules, du pool de l'Hôtel de Ville vers le pool du Belem :
 - a. Renault Twingo – CQ391AP du 23/05/2008
 - b. Renault Twingo – CQ430AP du 30/04/2007
 - c. Renault Twingo 2 – CQ582ME du 11/07/2008
 - d. Renault Twingo 2 – CP355BD du 29/05/2008
 - e. Renault Clio 2 – CK152XD du 24/03/2004
- 3) 1 Bus Podium pour le service des Sports :
 - a. Renault Master – CY129EK du 31/05/2005
- 4) 2 véhicules pour le service courrier :
 - a. Renault Kangoo 2 – BN313HB du 11/05/2011
 - b. Renault Kangoo ZE – CK711DE du 28/09/2012

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le transfert de propriété de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole pour les véhicules sus-cités ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

58. Avenant n°2 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017 ; dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la direction.

Dans ce cadre, a été constitué, par délibération n° V2017-142 approuvée en Conseil municipal du 18 mai 2017, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, un groupement

de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015.

Considérant qu'il y a lieu de lancer une nouvelle consultation non listée dans la convention de groupement de commandes permanent concernant la mise en place et retrait de signalétique événementielle, il est proposé de conclure un avenant à la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent de la direction de la communication concernant l'ajout d'une nouvelle consultation pour la signalétique événementielle ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville Montpellier, chapitres 930, 933, 936 et 937;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

59. Élections Professionnelles 2018 - Compositions des Commissions Administratives Paritaires et des Commissions Consultatives Paritaires - Approbation

1 – Les Commissions Administratives Paritaires

La Commission Administrative Paritaire (CAP) est un organisme paritaire consultatif, où s'exerce le droit à la participation des fonctionnaires territoriaux. Il existe une CAP par catégorie hiérarchique de fonctionnaires (A, B, C). Tous les grades et emplois des collectivités sont classés dans un groupe hiérarchique rattaché à une catégorie. Chaque catégorie comprend deux groupes hiérarchiques :

- catégorie A : groupes 5 et 6
- catégorie B : groupes 3 et 4
- catégorie C : groupes 1 et 2

Les CAP connaissent des questions d'ordre individuel. Elles sont compétentes à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires et des stagiaires de la catégorie hiérarchique concernée. Lorsqu'elles sont saisies de questions disciplinaires, elles se réunissent en conseil de discipline.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Maire parmi les membres de l'organe délibérant. Ils comprennent, en nombre égal au nombre de représentants du personnel, des titulaires

et des suppléants. En outre, l'article 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 prévoit que la désignation de ces membres doit respecter une proportion minimale de 40 % de chaque sexe.

Les membres représentant le personnel sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle. Le nombre de représentants du personnel est lié aux effectifs.

Le mandat des représentants du personnel prendra fin lors des prochaines élections professionnelles prévues en décembre 2018. Il appartiendra à l'autorité territoriale de désigner les nouveaux représentants de la collectivité au sein de ces instances.

Les élections professionnelles ayant lieu le 6 décembre 2018, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier, et conformément à l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CAP C, compte tenu des effectifs supérieurs à 1 000, elle est constituée de 8 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 64,66 % et la part d'hommes à 35,34 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CAP B, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 44 % et la part d'hommes à 56 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CAP A, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 69,37 % et la part d'hommes à 30,63 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant

CAP A	5	5	5	5
CAP B	5	5	5	5
CAP C	8	8	8	8

2 – Les Commissions Consultatives Paritaires

Pour la Fonction Publique Territoriale, des Commissions Consultatives Paritaires ont été créées par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique puis modifiées par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la Déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Leur mise en place interviendra pour la première fois à l'occasion du renouvellement général des instances consultatives de décembre 2018. Les Commissions Consultatives Paritaires seront saisies des décisions individuelles prises à l'égard des agents contractuels et de toute question d'ordre individuel concernant leur situation professionnelle.

Il existe une commission consultative paritaire pour les agents contractuels de droit public relevant de chaque catégorie A, B et C. La commission comprend, en nombre égal, des représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics et des représentants du personnel. Elle est composée de membres titulaires et d'un nombre égal de membres suppléants. La commission consultative paritaire compte un nombre de représentants titulaires du personnel déterminé en proportion de l'effectif d'agents contractuels relevant de chaque catégorie.

Les élections professionnelles ayant lieu le 6 décembre 2018, les effectifs sont appréciés au 1^{er} janvier 2018.

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier, et conformément à l'article 4 du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CCP C, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 75,64 % et la part d'hommes à 24,36 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CCP B, compte tenu des effectifs inférieurs à 50, elle est constituée de 2 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 63,04 % et la part d'hommes à 36,96 %. Les listes présentées par

les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

Pour la CCP A, compte tenu des effectifs inférieurs à 50, elle est constituée de 2 représentants titulaires.

Conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 47,83 % et la part d'hommes à 52,17 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
CCP A	2	2	2	2
CCP B	2	2	2	2
CCP C	5	5	5	5

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer le nombre de représentants de la collectivité et du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à établir par arrêté municipal la composition de ces différentes instances paritaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications particulières auprès du rapporteur, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

60. Élections Professionnelles 2018 - Compositions du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) - Approbation

Les articles 8 à 10-1 et 28 à 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 organisent au sein de la Fonction Publique Territoriale la création et le fonctionnement des instances paritaires consultatives permettant la mise en œuvre du droit de participation des fonctionnaires notamment pour les Comités Techniques et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces dispositions ont été modifiées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

1 – Le Comité Technique

Un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement affilié ou non à un centre de gestion, et employant au moins 50 agents titulaires ou non titulaires (à temps complet ou non).

Son rôle est de permettre aux fonctionnaires de participer, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Le Comité Technique est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des services de la Ville de Montpellier ;
- aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel ;
- à l'examen des grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences de Ville de Montpellier ;
- à l'établissement du plan de formation et sa mise en œuvre, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle ;
- à des sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail ;
- à l'action sociale ;
- aux modifications en hausse ou en baisse du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi à temps non complet ;
- aux suppressions d'emploi ;
- aux demandes d'agrément en matière de contrat d'apprentissage ;
- aux questions relatives au régime indemnitaire.

Le Comité Technique doit également avoir connaissance d'un certain nombre de matières :

- le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations ;
- l'emploi des handicapés ;
- le déroulement des Contrats Emplois d'Avenir ;
- le rapport sur l'état de la collectivité.

Le Comité Technique est composé de deux collègues, celui des représentants de la collectivité et celui des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants. Les représentants de la collectivité sont désignés par le Maire parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Le Comité Technique est présidé par le Maire ou son représentant. Il ne peut être désigné que parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres représentants sont élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le Comité Technique doit tenir au moins deux séances dans l'année.

Les élections professionnelles auront lieu le 6 décembre 2018.

Compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier au 1^{er} janvier 2018, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Après avoir consulté les organisations syndicales représentées au sein de la Ville de Montpellier et après avis des membres du Comité Technique du 11 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité Technique :

- de maintenir à 15 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 15 le nombre de représentants suppléants élus au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité Technique, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
Comité Technique	15	15	15	15

Par ailleurs, conformément aux nouvelles dispositions mises en œuvre par le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, et compte tenu des effectifs de la Ville de Montpellier constatés au 1^{er} janvier 2018, la part de femmes s'élève à 64,33 % et la part d'hommes à 35,67 %. Les listes présentées par les organisations syndicales devront comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes précisées ci-dessus.

2 – Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

En application de l'article 33-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, les collectivités sont tenues de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité Technique par l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été créé à la Ville de Montpellier. Il est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents ;
- à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ;
- à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières ;
- à des projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ;
- à des projets d'introduction de nouvelles technologies lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents ;
- à des projets relatifs à la remise ou au maintien au travail des accidentés ou des travailleurs reconnus handicapés, en particulier, sur les mesures destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
- au rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail du ou des services et des actions menées au cours de l'année écoulée ;
- au programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ;

- au rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

Le renouvellement des représentants du personnel se fera lors des élections professionnelles du 6 décembre 2018. La désignation des représentants du personnel s'établira sur la base des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique.

Les organisations syndicales désigneront librement les représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité au Comité Technique.

Les opérations de désignation devront être achevées dans le délai d'un mois suivant la date des élections des représentants du personnel au Comité Technique, soit le 6 janvier 2019.

Le nombre de membres titulaires des représentants du personnel doit être compris entre 3 et 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents, ce qui est le cas de la Ville de Montpellier. Il y a autant de représentants titulaires que de suppléants.

Après avoir consulté les organisations syndicales représentées au sein de la Ville de Montpellier et après avis des membres du Comité Technique du 11 avril 2018, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- de maintenir à 10 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 10 le nombre de représentants suppléants désignés par les organisations syndicales ;
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, l'avis des représentants de la collectivité.

	Représentants du personnel		Représentants de la collectivité	
	Titulaire	Suppléant	Titulaire	Suppléant
CHSCT	10	10	10	10

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le nombre de représentants du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- de maintenir pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de recueillir, par le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les avis des représentants de la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à établir ou compléter par arrêté municipal la composition de ces différentes instances ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'explications ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

61. Mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Renouvellement de la convention de mise à disposition

Le COSC, Comité des Œuvres Sociales et Culturelles pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la Loi du 1er juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition de trois agents municipaux auprès du COSC pour une durée d'un an renouvelable :

- Un agent titulaire à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- Deux agents titulaires à temps complet de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein,
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition auprès du COSC,
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou Monsieur Le Conseiller Municipal Délégué aux Ressources Humaines, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? En sachant que Monsieur EL KANDOUSSI et Monsieur CASTRE ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Gérard CASTRE, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Luc ALBERNHE, Nicole LIZA, Annie YAGUE.)

62. Convention de groupement de commandes Ville/Métropole concernant les formations à la fonction de formateur interne

Afin de rechercher des sources d'économie, le droit des marchés publics permet aux entités publiques de se regrouper pour effectuer des achats dans divers secteurs.

Dans cette optique, et suite à la mutualisation du service Formation au sein du Pôle Ressources Humaines et Relation Sociales, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent avoir recours à une convention constitutive d'un groupement de commandes.

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commande régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement concernant la passation d'un marché relatif à la formation de formateur des agents municipaux et métropolitains membre du réseau des formateurs internes.

La convention prend effet à compter de sa signature par les deux membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions comprises.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement.

Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

-d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

-d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'explications ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

63. Adoption du règlement de formation mutualisé Métropole / Ville

Suite à la mutualisation des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de Montpellier

Méditerranée Métropole en mai 2017, il est proposé d'adopter un règlement de formation unique pour les agents municipaux et les agents métropolitains.

Ce règlement définira les droits et obligations des agents des deux collectivités en matière d'accès à la formation, ainsi que les modalités de mise en place de l'ensemble des actions de formations.

Il abordera notamment l'accès aux temps de formations suivants :

- la formation d'intégration : formation obligatoire, elle conditionne la titularisation ; elle a pour objectif d'offrir à tous les fonctionnaires stagiaires une culture territoriale commune ;
- la formation de professionnalisation : elle conditionne l'accès à la promotion interne et permet de s'approprier les éléments de connaissance et les compétences nécessaires à l'exercice de ses missions ;
- la formation de perfectionnement : elle vise à développer les compétences en lien avec le poste de travail, auprès d'organismes privés notamment ;
- les préparations aux concours et examens de la fonction publique : ces préparations permettent de préparer les concours et les examens favorisant la promotion sociale par la voie d'un avancement de grade ;
- les formations personnelles : ces formations sont sans lien avec l'emploi occupé ; pour satisfaire des projets personnels ou professionnels, les agents peuvent en bénéficier dans le respect des sommes budgétaires allouées et sous certaines conditions ;
- le Congé Personnel de Formation : nouveauté issue de l'ordonnance du 19/01/2017 et du décret du 06/05/2017, il s'agit d'un crédit d'heures pouvant être mobilisé pour une action de formation facilitant la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle ; le plafond de prise en charge des frais pédagogiques par la collectivité est fixé à 450€ (Possibilité de prise en charge totale pour les personnes en mobilité contrainte) ;

Il consacrera également la prise en compte du temps de formation comme un temps de travail.

Dans un contexte marqué par l'allongement des carrières, ce règlement mutualisé confirme l'importance de la formation continue pour tous, et propose un droit à la reconversion professionnelle.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le nouveau règlement de formation joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou le conseiller délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Cela ne vous intéresse pas ? Vous vous en foutez. C'est incroyable ! Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Monsieur le Maire : Chers collègues, je vous remercie. Et je vous souhaite une excellente soirée.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h15.